

Rapport
annuel
2008

Les grands défis engendrent de grandes occasions



La force de l'engagement^{MC}

La Constitution de CGI

NOTRE RÊVE

Créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers.

NOTRE MISSION

Aider nos clients en leur fournissant des services professionnels de la plus grande qualité, compétence et objectivité, afin de rencontrer pleinement leurs objectifs en informatique, en processus d'affaires et en gestion. Dans tout ce que nous faisons, nous misons sur le partenariat, l'intrapreneurship, l'esprit d'équipe et l'intégrité, contribuant ainsi à développer une entreprise de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires.

NOTRE VISION

Être un leader de classe mondiale en TI et en gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients.

NOS VALEURS

Partenariat et qualité

Pour nous, le partenariat et la qualité constituent une philosophie et une façon d'être. Nous développons les meilleures pratiques de gestion, nous y adhérons et nous les intégrons à nos cadres de gestion de la relation client et de prestation des services afin d'établir des partenariats solides et durables. Nous sommes à l'écoute de nos clients et nous avons à cœur leur pleine satisfaction.

Objectivité et intégrité

Nous faisons preuve de la plus grande indépendance dans le choix des produits, services et solutions que nous recommandons à nos clients. Nous adhérons aux meilleurs standards de qualité, d'objectivité et d'intégrité. Par conséquent, nous appliquons des règles strictes d'affaires et d'éthique professionnelle dans l'ensemble de l'entreprise. Nous n'acceptons aucune rémunération de la part de fournisseurs.

Intrapreneurship et partage

Notre succès repose sur la compétence, l'engagement et l'enthousiasme de nos membres. Nous favorisons une culture d'innovation et d'autonomie de façon à rendre chacun d'entre nous imputable de la satisfaction de nos clients, assurant ainsi la croissance rentable de notre entreprise. Par le travail en équipe et par le partage de notre savoir-faire et de nos connaissances, nous offrons à nos clients ce que CGI a de meilleur. En tant que membres de CGI, nous prenons part activement au succès de notre entreprise, notamment en participant aux profits et en ayant accès à l'actionnariat.

Respect

En tant qu'entreprise mondiale, nous reconnaissons la grande richesse que la diversité nous apporte. Nous célébrons cette diversité tout en adhérant à la culture de CGI. Dans toutes nos actions, nous sommes respectueux envers nos membres, clients, partenaires d'affaires et concurrents.

Solidité financière

Tous nos efforts visent une performance financière qui se distingue par sa constance et sa solidité afin de soutenir notre croissance à long terme et de récompenser nos membres et nos actionnaires. Notre solidité financière nous permet d'investir et d'améliorer continuellement nos services et solutions d'affaires au bénéfice de nos clients. Dans ce but, nous gérons nos affaires de manière à réaliser un rendement supérieur aux normes de l'industrie.

Responsabilité sociale

Notre modèle d'affaires, qui en est un de proximité, a été conçu afin de développer des liens étroits avec nos clients et avec nos communautés. Nous prenons à cœur nos responsabilités sociales et contribuons à l'évolution des communautés où nous vivons et travaillons.

Chez CGI, nous aimons les défis car nous avons une passion : trouver des solutions.

Il n'est pas nécessaire de lire les grands titres pour constater le sérieux des défis auxquels l'économie mondiale fait face. Chez CGI, nous comprenons les pressions qui s'exercent sur nos clients jour après jour alors qu'ils doivent satisfaire leurs clients, atténuer leurs risques et comprimer leurs coûts tout en poursuivant leur croissance. CGI collabore étroitement avec des centaines d'organisations privées et publiques pour leur fournir des solutions novatrices qui constituent des investissements judicieux en ces temps difficiles. Nous sommes résolus à contribuer à la croissance et au succès de nos clients, à offrir des carrières gratifiantes à nos professionnels et à procurer à nos actionnaires des rendements supérieurs au fil des années.

Types de contrat

Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)	54 %
• Services en TI	41 %
• Gestion des processus d'affaires	13 %
Intégration de systèmes et services-conseils	46 %

Marchés géographiques

Canada	61 %
États-Unis	31 %
Europe et Asie-Pacifique	8 %

Secteurs ciblés

Gouvernements et services de santé	30 %
Services financiers	30 %
Télécommunications et services publics	22 %
Distribution et détail	11 %
Secteur manufacturier	7 %

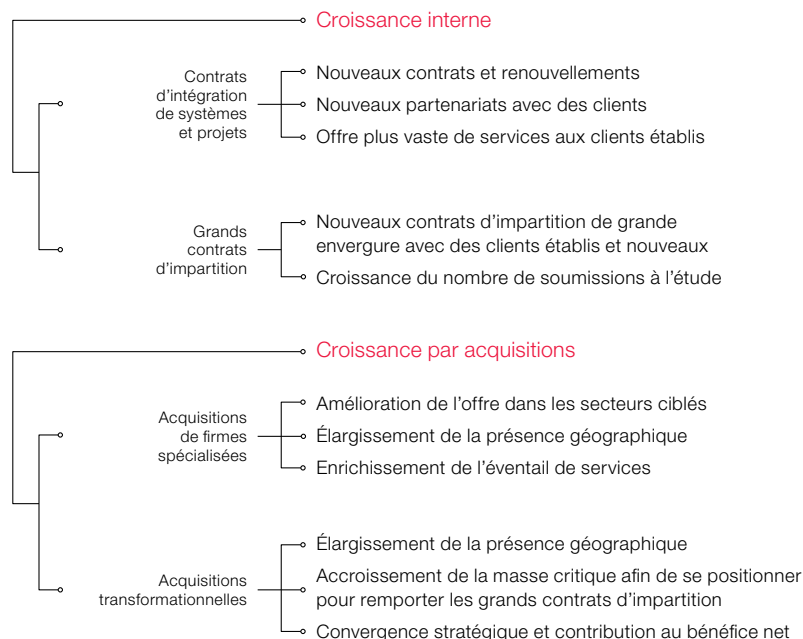
CGI en bref

La force
de l'engagement
La satisfaction des
clients est au premier
plan des activités de CGI.
Depuis plus de 30 ans,
nous sommes solidaires
de nos clients et les

aidons à relever les défis qu'ils rencontrent en leur offrant des services de qualité. Figurant parmi les chefs de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires, CGI maintient une étroite proximité avec ses clients grâce à ses 25 500 professionnels travaillant à partir de plus de 100 bureaux dans le monde. Par leur entremise, nous fournissons à nos clients la combinaison de valeur et de savoir-faire qui répond le mieux à leurs besoins en alliant judicieusement les partenariats à l'échelle locale et des options de prestation de services à l'échelle mondiale. CGI estime qu'elle a réussi quand elle a aidé ses clients à obtenir des résultats et a surpassé leurs attentes.

Notre stratégie de croissance rentable

La croissance interne et les acquisitions font partie intégrante de notre stratégie d'entreprise et ont contribué conjointement à la croissance rentable de CGI depuis sa fondation. En plus de nous aider à étendre nos compétences et nos offres de service, les acquisitions nous procurent une masse critique, nous donnant ainsi accès à de plus grands partenariats avec des clients nationaux et internationaux.



Contribuer à la croissance et au succès de nos clients

Notre approche

Nous comprenons que notre manière de livrer nos services fait de nous un partenaire de choix. Nos clients et les résultats qu'ils visent se situent au cœur de notre approche.

Un modèle d'entreprise axé sur la proximité — Structurées en fonction des marchés métropolitains où nos clients sont établis, nos équipes assument la responsabilité du succès des mandats qui leur sont confiés.

Une connaissance approfondie des secteurs économiques — Nous nous appuyons sur notre compréhension des réalités de nos clients pour déployer des solutions qui transforment leur environnement d'affaires.

Des options de prestation des services à l'échelle mondiale — Nos clients bénéficient de la réactivité de nos équipes locales et des coûts avantageux des services dispensés à distance dans les centres d'excellence de CGI situés au pays, outre-frontières et outre-mer.

Des processus de qualité — Les processus opérationnels certifiés ISO 9001:2000 de CGI garantissent le maintien de rapports hautement satisfaisants, à long terme, entre CGI et ses clients, membres et actionnaires. De plus, les normes CMMI de niveaux 3 et 5, qui s'appliquent à nos centres mondiaux de prestation des services, assurent la souplesse et la qualité supérieure des services.

Nos services

Offrant une gamme exhaustive de services — services-conseils, intégration de systèmes, gestion complète de fonctions informatiques et d'affaires, et plus d'une centaine de solutions exclusives, CGI peut améliorer toutes les facettes des activités de ses clients. Nous intervenons entre autres dans les domaines suivants :

Intégration de systèmes et services-conseils — CGI aide ses clients à relever leurs défis en élaborant la planification stratégique, la conception et la mise en œuvre de solutions technologiques et d'affaires.

Gestion des applications — Nos clients comptent sur nos services de maintenance et d'amélioration des applications d'affaires pour réduire leurs coûts et accélérer la réalisation de leurs projets.

Gestion des technologies — CGI aide de nombreux clients à gérer leurs infrastructures complètes selon les réalités et priorités particulières de chacun.

Gestion des processus d'affaires — CGI gère des processus d'arrière-guichet afin de rationaliser l'exploitation et d'aider ses clients à atteindre des niveaux supérieurs d'efficacité et de productivité.

Nos marchés

CGI offre ses services complets aux clients œuvrant dans cinq secteurs économiques qu'elle connaît à fond. Elle est ainsi en mesure de leur fournir le savoir-faire et les solutions dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs d'affaires. Les secteurs que nous ciblons sont :

Gouvernements et services de santé — CGI aide les organisations à utiliser les technologies de manière novatrice afin d'améliorer la performance de fonctions essentielles.

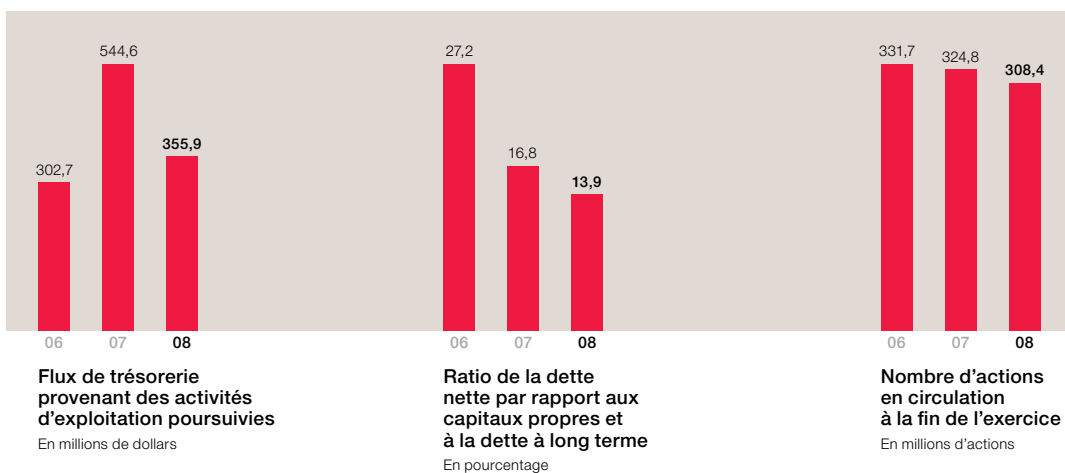
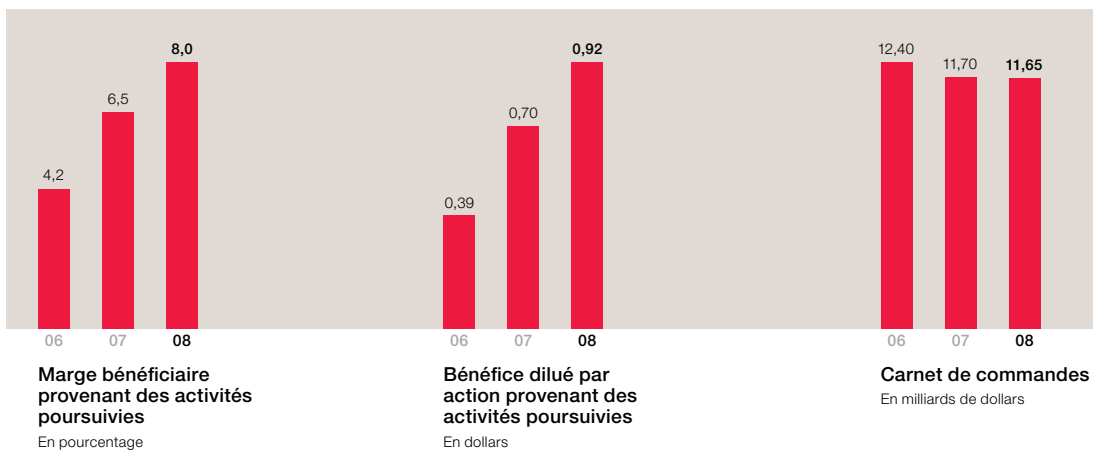
Services financiers — Nous aidons nos clients à se développer et à accroître leur rentabilité en adoptant des solutions qui favorisent la mise en place de processus intégrés, centrés sur les clients.

Télécommunications et services publics — CGI aide les fournisseurs à diversifier leurs sources de revenus tout en améliorant leur productivité et la qualité de leur service à la clientèle.

Distribution et détail — Nous établissons des modèles d'exploitation souples, axés sur les clients, qui les aident à diminuer leurs coûts et à augmenter leurs bénéfices.

Secteur manufacturier — CGI aide ses clients à tirer parti des technologies de l'information pour mieux gérer le cycle de vie complet de leurs produits.

Faits saillants financiers



Exercices terminés les 30 septembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf pour les données liées aux actions, ratios et pourcentages)

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$

Performance financière

Produits	3 705 863	3 633 945	3 393 382
BAIL ajusté ¹	429 954	405 177	305 994
Marge du BAIL ajusté	11,6 %	11,1 %	9,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies	297 898	234 659	143 770
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	0,94	0,71	0,39
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	0,92	0,70	0,39
Bénéfice net	292 764	236 402	146 533
Bénéfice de base par action	0,92	0,72	0,40
Bénéfice dilué par action	0,90	0,71	0,40
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ²	276 048	239 247	149 176
Bénéfice de base par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,87	0,73	0,41
Bénéfice dilué par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,86	0,72	0,41
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	355 910	544 615	302 704

Situation financière

Actifs totaux	3 683 973	3 475 808	3 692 032
Capitaux propres	1 999 342	1 818 268	1 748 020
Capitaux propres par action ordinaire	6,48	5,60	5,27
Fonds de roulement	81 850	123 706	280 700
Ratio de fonds de roulement	1,10	1,16	1,42
Dette à long terme (portions court terme et long terme) ³	391 091	473 191	813 259
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ³	13,9 %	16,8 %	27,2 %

5

Rapport
annuel
2008

Groupe CGI Inc.

	Exercice 2008				Exercice 2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats trimestriels								
Produits	929 198	950 468	930 770	895 427	903 702	914 023	932 620	883 600
BAIL ajusté	105 122	110 959	108 382	105 491	100 717	103 837	102 370	98 253
Marge du BAIL ajusté (%)	11,3 %	11,7 %	11,6 %	11,8 %	11,1 %	11,4 %	11,0 %	11,1 %
Bénéfice net	73 494	77 897	68 785	72 588	65 577	64 433	62 711	43 681
Bénéfice de base par action	0,24	0,25	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19	0,13
Bénéfice dilué par action	0,23	0,24	0,21	0,22	0,20	0,19	0,19	0,13
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	83 121	106 312	45 714	120 763	118 605	134 771	124 312	166 927

¹ Le BAIL ajusté représente le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, charges d'intérêts et autres charges, gain sur la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle.

² Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 29 des états financiers consolidés.

³ Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la valeur marchande des contrats à terme et d'espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Message aux actionnaires

Respecter les principes de base de la saine gestion d'une entreprise durable demeurera toujours une bonne approche. Mais dans un contexte économique difficile, c'est une approche qui s'impose. Au moment où nous écrivons ces lignes, les marchés mondiaux font face à des difficultés sans précédent depuis près d'un siècle. Bien que la conjoncture évolue chaque jour, nous n'hésitons pas à affirmer que la situation financière de votre entreprise est très solide et que notre performance est l'une des meilleures dans notre secteur.

Les grands défis engendrent fréquemment de grandes occasions. Nous avons tout ce qu'il faut, non seulement pour saisir ces occasions, mais aussi pour en créer de nouvelles pour nos clients, nos membres et nos actionnaires.



Serge Godin
Fondateur et
président exécutif du conseil

Michael E. Roach
Président et
chef de la direction

Comme nos résultats le démontrent, CGI a toujours mis l'accent sur les principes de base de la saine gestion d'une entreprise durable et cette façon de faire est profondément enracinée dans notre culture. Nous devons notre stabilité à notre modèle d'affaires et à la constance avec laquelle nous nous employons à faire croître notre carnet de commandes. D'une valeur totale de 11,7 milliards \$, notre carnet de commandes offre une visibilité sur nos revenus et bénéfices futurs et permet à nos clients d'être confiants quant à la stabilité de CGI comme partenaire pour leurs services en technologies de l'information (TI).

Résolus à assurer la croissance rentable de CGI et l'appréciation de l'avoir des actionnaires au fil des ans, nous gérons votre investissement en observant les meilleures pratiques. Nos résultats de l'exercice 2008 attestent que notre modèle d'affaires résiste à l'épreuve des temps difficiles.

Chez CGI, nous croyons qu'il est de notre devoir de répondre de manière équilibrée aux attentes de nos trois principaux groupes de partenaires. Ainsi, nous nous efforçons sans cesse...

- de contribuer à la croissance et au succès de nos *clients* en leur fournissant les technologies les plus souples et les solutions performantes dont ils ont besoin pour réussir quel que soit le contexte économique

- d'offrir aux *membres* de CGI la possibilité d'être propriétaires et intrapreneurs et de se bâtir ainsi des parcours professionnels stimulants
- de fournir à nos *actionnaires* des rendements supérieurs au fil des années.

Nous consultons assidûment nos partenaires afin que leurs points de vue contribuent à modeler nos stratégies et notre avenir. Lors de ces échanges, tous ont répété que pendant les périodes difficiles, ils s'appuient sur des sociétés comme CGI qui adhèrent aux principes fondamentaux de saine gestion et possèdent en conséquence un historique de qualité et de rendement supérieur.

Contribuer à la croissance et au succès de nos clients

Afin de faire face aux pressions découlant du contexte économique actuel, les entreprises cherchent à augmenter leur productivité. Presque tout ce qui se fait dans les secteurs privé et public comporte un volet technologique et tout projet d'amélioration de l'efficacité requiert des investissements en TI. Cette réalité favorise la demande pour nos services-conseils et nos services d'intégration de systèmes.

D'autre part, afin d'optimiser leur exploitation, les entreprises et les gouvernements sont de plus en plus enclins à se doter de services partagés. Dans ce contexte, nos services d'impartition des TI, qui représentent des services

partagés entre plusieurs clients, sont encore plus attrayants.

Au cours des ans, nous avons investi des centaines de millions de dollars afin de concevoir, pour chacun de nos secteurs économiques cibles, des solutions d'affaires et des architectures fonctionnelles qui figurent parmi les plus avancées au monde. À titre d'exemple, nos systèmes de gestion intégrés pour les gouvernements, tels AMS Advantage^{MD} ou Momentum^{MD}, ou encore des solutions CACS^{MD}, aident les administrations publiques et les entreprises à recouvrer les montants dus, tels les impôts, les prêts ou autres créances. Tous nos produits ont été construits pour aider nos clients à gérer aussi par temps difficiles — et tous font l'objet d'une forte intensification de la demande. En misant sur notre modèle de gouvernance reconnu, nos clients peuvent maximiser le rendement de leurs investissements technologiques et réduire leurs dépenses de manière ciblée. Conjugués à nos compétences en transformation des entreprises et à l'engagement de nos 25 500 professionnels, ces atouts sont des leviers dont nos clients peuvent se servir pour atteindre leurs objectifs.

Nos clients peuvent aussi compter sur notre indépendance technologique et sur la souplesse de notre modèle mondial de prestation des services. Loin d'imposer une approche rigide à tous nos clients, nous leur recommandons une combinaison

CGI a toujours mis l'accent sur les principes de base de la saine gestion d'une entreprise durable et cette façon de faire est profondément enracinée dans notre culture. Nous devons notre stabilité à notre modèle d'affaires et à la constance avec laquelle nous nous employons à faire croître notre carnet de commandes. D'une valeur totale de 11,7 milliards \$, notre carnet de commandes offre une visibilité sur nos revenus et bénéfices futurs et permet à nos clients d'être confiants quant à la stabilité de CGI comme partenaire pour leurs services en technologies de l'information.

optimale, sur mesure, de solutions et de ressources. Notre modèle de prestation des services, fondé sur des équipes situées localement, outre-frontières et outre-mer, permet à nos clients de ne pas dépendre d'une seule région géographique. De plus en plus apprécié, ce modèle est à l'origine d'un nombre croissant de réussites chez nos clients.

Chez CGI, nous croyons que pour passer de la parole au geste, rien ne vaut un suivi quantitatif. En 2008, nos clients ont exprimé un taux moyen de satisfaction de plus de 9 sur 10 à l'issue des quelque 2 000 entretiens que nous avons eus avec eux dans le contexte de notre rigoureux programme d'évaluation de la satisfaction. Nous remercions sincèrement nos clients de leur confiance dans notre capacité à les épauler.

Partager le rêve, en tant que propriétaires

Chez CGI, nos membres ont le rêve commun de « créer un environnement où nous avons du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, nous participons au développement d'une entreprise dont nous sommes fiers. »

Les membres de CGI sont déterminés à assurer le succès de leurs clients et leur plus grande satisfaction consiste à être reconnus pour leur travail bien fait. Ceci n'est pas étranger au fait que 83 % de nos membres sont actionnaires de l'entreprise. Ce qui explique également que

CGI a réuni une équipe remarquable de professionnels et a l'un des taux de départs les plus faibles du secteur des TI.

Comme les membres de CGI détiennent collectivement le plus important bloc d'actions de CGI, il va de soi qu'il existe une correspondance étroite entre les intérêts de nos membres et ceux de nos actionnaires. Notre système de rémunération axé sur le rendement, y compris notre régime d'options d'achat d'actions, est lié directement à la création de valeur.

Nos équipes entretiennent des contacts quotidiens avec nos clients et sont ainsi les mieux placées pour comprendre leurs besoins immédiats et futurs. Pour cette raison, la collecte des suggestions de tous les membres de CGI fait partie des étapes essentielles de notre exercice annuel de planification stratégique.

Nos membres maintiennent le cap sur les objectifs à long terme que nous poursuivons afin de servir les intérêts de nos trois groupes de partenaires :

- nous voulons être reconnus à titre de chef de file de classe mondiale dans notre domaine ;
- nous voulons être reconnus par nos clients à titre de partenaire et expert de choix ;
- nous voulons être reconnus à titre d'employeur de classe mondiale ;

- nous voulons être reconnus à titre de société bien gérée créant de la valeur pour ses actionnaires.

Procurer une valeur supérieure à nos actionnaires en tant que placement de croissance à long terme

La stabilité de l'équipe de direction de CGI est unique et nos professionnels ont œuvré et réussi dans tous les contextes économiques, bons et mauvais. Bien que cette perspective soit toujours importante, elle revêt une importance capitale pendant les périodes comme celle que nous traversons présentement.

Nos méthodes courantes de gestion financière mettent l'accent sur la maximisation des rendements pour les actionnaires et sur la maîtrise des risques. Nous continuons d'utiliser nos solides flux de trésorerie pour investir dans notre propre société en achetant des actions de CGI ou en réduisant notre dette. Nous gérons nos liquidités de manière rigoureuse et conservatrice et nous n'avons pas investi dans des titres adossés à des créances. De plus, nous n'assumons aucun passif financier à long terme susceptible de réduire nos marges de manœuvre futures, par exemple des obligations liées à des régimes de retraite.

Au cours de l'exercice 2008, nous avons continué à figurer parmi les sociétés les plus performantes du secteur des TI à l'échelle mondiale.

Malgré les obstacles auxquels les entreprises se heurtent actuellement, la stratégie de CGI demeure inchangée car elle a été conçue pour résister à toutes les phases des cycles économiques.

- Les produits ont augmenté de 5,3 % en devises constantes et totalisé 3,71 milliards \$.
- Les nouveaux contrats signés ont progressé de 29,9 % ; leur valeur globale s'est établie à 4,15 milliards \$ soit 112 % des produits.
- Le BALL ajusté s'est accru de 6,1 %, atteignant 430,0 millions \$ ou 11,6 % des produits.
- En hausse de 26,9 %, le bénéfice s'est élevé à 297,9 millions \$ ou 8,0 % des produits.
- Le bénéfice par action a augmenté de 31,4 % pour atteindre 0,92 \$.
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de CGI ont représenté 355,9 millions \$ ou 1,10 \$ en espèces par action.
- Nous avons affecté 333,8 millions \$ au rachat d'actions et à la réduction de la dette.
- Le rendement du capital investi s'est établi à 13,9 %.

Malgré les obstacles auxquels les entreprises se heurtent actuellement, la stratégie de CGI demeure inchangée car elle a été conçue pour résister à toutes les phases des cycles économiques. De fait, nous avons récemment décidé d'intensifier nos programmes de marketing, de développement des affaires et de ventes et ce, en ce qui a trait aux deux piliers

de notre développement : la croissance interne et les acquisitions.

Pour favoriser la croissance interne, nous continuons à déployer notre stratégie de promotion de notre offre globale en sensibilisant davantage les clients aux avantages qu'ils pourraient tirer de notre vaste portefeuille de capacités. Cette approche nous a valu, de la part des clients établis et potentiels, un flux constant de nouveaux contrats, de renouvellements et d'élargissements de contrats.

Pour croître par acquisitions, nous continuons à examiner patiemment les nombreuses cibles possibles en les passant au crible de nos critères de convergence stratégique et de contribution au bénéfice par action dès l'année suivant l'investissement. Bien que notre solidité financière nous place en excellente position pour constituer des unions transformationnelles, nous n'irons de l'avant que si nous trouvons le bon parti au bon moment et au bon prix. Tous ces éléments devront être présents — ni un, ni deux, mais bien les trois.

Nous conservons la souplesse, les liquidités et la force financière nécessaires pour exécuter intégralement cette stratégie. Notre endettement est faible et notre marge de crédit de 1,5 milliard \$, à peine entamée, n'arrivera à échéance qu'en 2012. Il s'agit d'ailleurs là d'un autre exemple de la gestion à long terme que nous privilégions.

En bref, nous n'avons pas changé de cap pour nous adapter à la conjoncture. Tout au contraire, nous appliquons de manière stable les mêmes pratiques financières solides depuis plus de 30 ans.

Les grands défis engendrent fréquemment de grandes occasions. Nous avons tout ce qu'il faut, non seulement pour saisir ces occasions, mais aussi pour en créer de nouvelles pour nos clients, nos membres et nos actionnaires.

Nous remercions nos clients et nos actionnaires pour la confiance qu'ils nous témoignent. À nos membres et à ceux du conseil d'administration, nous disons : merci de votre dévouement, nous sommes heureux et privilégiés de travailler avec vous chaque jour.



Serge Godin

Le fondateur et président exécutif du conseil



Michael E. Roach

Le président et chef de la direction

Des solutions
pertinentes
pour faire face
aux temps
difficiles

Gouvernements et services de santé

10

Rapport
annuel
2008

Groupe CGI inc.

30 %
des
produits
2008

1,1 \$
milliard

CGI figure parmi les fournisseurs importants des administrations publiques à tous les paliers. Elle sert notamment...

- plus de 100 organismes du gouvernement fédéral américain et plus de 190 organismes d'États et locaux
- 90 % des provinces canadiennes et tous les territoires ; et plus de 60 municipalités

www.cgi.com/gouvernement
www.cgi.com/sante

Les gouvernements de tous les paliers font face à des défis majeurs telles la situation économique, les exigences de transparence et la crise du système de santé. Des structures simples, hautement performantes sont nécessaires. Les gouvernements doivent établir d'étroites collaborations avec des partenaires qui les aident à naviguer dans un monde complexe. Ils s'appuient sur le savoir-faire et sur les solutions de CGI pour accroître leur productivité et mieux répondre aux besoins des citoyens, tout en optimisant leurs ressources.

Le défi du client

Moderniser une infrastructure technologique complexe afin de répondre aux besoins des divers groupes concernés

La solution de CGI

Réaliser des solutions qui simplifient le fonctionnement, maximisent l'efficacité, réduisent les coûts et rehaussent la qualité du service



« CGI est un partenaire agile, axé sur les résultats, qui aide CMS à réaliser sa mission en modernisant et en transformant des éléments cruciaux de son infrastructure technologique. CGI est efficace dans notre environnement dynamique et nous aide à répondre aux attentes de plusieurs groupes différents. »

HENRY CHAO
Chef de la direction technologique,
Centres de services Medicare et Medicaid

Centres de services Medicare et Medicaid (CMS) des États-Unis

est l'organisme du gouvernement fédéral américain qui administre les régimes Medicare et Medicaid ainsi que le régime d'État d'assurance des soins médicaux des enfants. Il a pour mission de fournir des protections efficaces et modernes d'assurance-maladie et de promouvoir la santé ainsi que le bien-être des personnes âgées, des personnes handicapées et des groupes défavorisés ou vulnérables. Il supervise l'une des enveloppes budgétaires les plus substantielles du gouvernement fédéral.

Depuis 1998, CGI figure parmi les partenaires de CMS chargés de moderniser et transformer l'infrastructure technologique complexe indispensable à la réalisation de la mission de l'organisme. CMS doit répondre aux besoins variés d'un groupe diversifié comprenant des citoyens, des organismes gouvernementaux d'États et fédéraux, sans oublier les fournisseurs et les payeurs de services de santé. CMS s'est adressé à

CGI afin de déployer plusieurs solutions technologiques qui simplifient son fonctionnement et rehaussent la qualité des services offerts.

Par exemple, au cours de la dernière décennie, CGI a mis en œuvre des solutions centrées sur les fournisseurs et sur les citoyens qui allègent le fardeau administratif de CMS. Ces solutions aident l'organisme à atteindre les objectifs de la *Medicare Modernization Act*. Elles facilitent les enquêtes sur les fraudes, grâce à un système perfectionné de suivi des dossiers, et améliorent le traitement des paiements et des recours.

CGI souhaite aider CMS à se préparer pour l'avenir en faisant évoluer sans cesse son infrastructure technologique afin de répondre aux besoins de la nation tout en maximisant l'efficacité de l'exploitation et en comprimant les coûts.



Le défi du client

Mettre en œuvre un dossier unique de l'élève touchant l'éducation, du préscolaire au secondaire

La solution de CGI

Remplacer cinq systèmes de mission par une nouvelle plate-forme, CHARLEMAGNE

Le 27 octobre 2008, comme prévu, CHARLEMAGNE était déployé dans l'ensemble du réseau scolaire québécois. Et déjà, les intervenants du réseau s'en servent quotidiennement et ont effectué plus de deux millions de transactions au cours de 2008.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec

a la responsabilité de mettre à la disposition de la population québécoise les services éducatifs nécessaires à son évolution et au développement des personnes qui la composent.

Amorcé en septembre 2000, le projet du dossier unique de l'élève au préscolaire, primaire et secondaire prévoyait dès 2001 le regroupement de cinq systèmes touchant trois sphères d'activités — la fréquentation scolaire, la sanction des études, le financement des institutions et le contrôle sous-jacent — et la mise en place de la nouvelle plate-forme en octobre 2008. Le Ministère a décidé de s'allier à un partenaire capable de réaliser le nouveau système, hautement stratégique, et de l'accompagner dans sa démarche globale de gestion du changement au sein du Ministère et dans le réseau de l'éducation.

Déjà partenaire du Ministère pour la conception, la réalisation et le déploiement du système Web d'aide financière aux étudiants, CGI était l'allié tout trouvé. Qu'il s'agisse de la réalisation du système

ou des fonctions de pilotage, CGI a su innover pour répondre aux attentes du client. Notamment, la nouvelle plate-forme repose sur des règles d'affaires qu'il sera facile de faire évoluer au fil des changements réglementaires.

Le 27 octobre 2008, comme prévu, CHARLEMAGNE était déployé dans l'ensemble du réseau scolaire québécois. Et déjà, les intervenants du réseau s'en servent quotidiennement et ont effectué plus de deux millions de transactions au cours de 2008.

Le Ministère a également choisi CGI comme partenaire pour réaliser et déployer son nouvel environnement informationnel. Ce projet structurant vise à regrouper tous les renseignements provenant du Ministère et des établissements d'enseignement et à les optimiser au moyen d'outils technologiques avancés.

Le défi du client

Les anciens systèmes ne permettent plus de relever les défis de la gestion financière dans le contexte d'une crise budgétaire de plus en plus grave

La solution de CGI

Moderniser les systèmes de gestion financière afin de rationaliser les processus, d'améliorer les rapports, de mieux répondre aux demandes et de réduire les coûts

« Notre partenariat avec CGI s'échelonne sur deux décennies. Nous attachons de l'importance à cette continuité et à la détermination de CGI à fournir des solutions qui ont vraiment été élaborées sur mesure pour les gouvernements — et ont procuré des résultats appréciables à notre ville ainsi qu'aux États et gouvernements locaux partout dans le monde. »

RANDI LEVIN
Chef de la direction technologique
et directeur général,
Service des technologies de l'information,
Ville de Los Angeles

Los Angeles est la deuxième ville en importance aux États-Unis, comptant quatre millions d'habitants. Dans le contexte de la crise financière qui sévit présentement, la gestion du budget de 4,5 milliards \$ de la ville n'a rien de simple, surtout quand il faut compter sur un système de gestion financière vieux de 20 ans. Utilisant beaucoup de main-d'œuvre et n'ayant pas été mis à niveau, ce système n'offre pas les fonctionnalités nécessaires pour suivre la performance financière ou soutenir la prise de décisions.

La ville a choisi le progiciel de gestion intégré AMS Advantage^{MD} pour moderniser son système de gestion financière et atteindre ses buts en matière d'efficacité de l'appareil gouvernemental. En plus d'améliorer la prestation des services, AMS Advantage rendra le fonctionnement

de la ville plus efficace. Enfin, il fournit des données de meilleure qualité ainsi que des outils améliorés d'analyse des données pour tous les décideurs.

Déployant ce projet stratégique en collaboration avec CGI, la ville bénéficiera des meilleures pratiques récentes en comptabilité gouvernementale et accroîtra sa capacité d'établir et de respecter des indicateurs de performance qui lui donneront des fondements solides pour l'avenir.

Des solutions
pertinentes
pour faire face
aux temps
difficiles

Services financiers

14

Rapport
annuel
2008

Groupe CGI Inc.

30 %
des
produits
2008

1,1 \$
milliard

CGI est le partenaire de
nombreuses institutions
financières, y compris :

- 24 des 25 principales banques des Amériques et 17 des 25 banques européennes les plus importantes ;
- 6 des 10 premiers assureurs IARD au monde et plus de 25 sociétés d'assurances de personnes.

www.cgi.com/assurance
www.cgi.com/banques

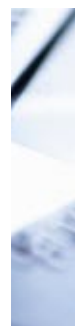
La crise qui sévit dans le monde de la finance soumet les firmes de ce secteur à d'énormes pressions. Les difficultés économiques forcent les consommateurs et les sociétés à comprimer leurs dépenses. Malgré la nécessaire réduction des coûts, la croissance des bénéfices demeure un objectif incontournable. Les institutions financières gagnantes sont celles qui adoptent des solutions novatrices qui favorisent la croissance tout en diminuant les coûts. CGI aide les banques, les sociétés d'assurances et les autres institutions financières à relever ces défis et à bâtir leur avenir.

Le défi du client

Établir une solide image de marque et croître rapidement sur le marché nord-américain de l'assurance

La solution de CGI

Gérer entièrement les activités d'arrière-guichet afin de permettre une croissance accélérée et le déploiement des services



« Le savoir-faire, le professionnalisme et l'approche de prestation des services de CGI nous ont vivement impressionnés. Les gens de CGI maîtrisent tout autant les dimensions d'affaires que les aspects techniques, et ont travaillé avec nous en véritables partenaires. Nous sommes persuadés que CGI saura nous aider à respecter notre engagement de fournir un service supérieur à nos courtiers et assurés et ainsi soutenir notre croissance. »

RICARDO A. ESPINO
Président,
Universal Insurance Holdings
of North America

Universal Insurance Holdings of North America (UIHNA) souhaitait s'établir et grandir rapidement aux États-Unis. Sa société mère, Universal Group Inc., est le principal fournisseur de produits d'assurance et de services financiers de Puerto Rico. Elle savait qu'afin d'atteindre ses objectifs de croissance, elle devait s'associer à un partenaire expérimenté et bien positionné.

UIHNA a donc confié à CGI la gestion complète de ses processus d'affaires, dans le cadre d'une entente d'impartition. En 2004, l'équipe UIHNA-CGI a rapidement mis sur pied un centre de traitement en Floride. Afin de disposer sans tarder des systèmes, des processus et des procédures nécessaires au démarrage rapide des activités, l'équipe a tiré parti des centres de traitement des données et des applications logicielles que CGI possédait déjà. À partir de ce centre floridien, CGI gère à présent tous les services d'arrière-guichet de l'assureur, du centre d'appels à

l'intention des courtiers et des assurés au traitement des polices et des demandes d'indemnisation.

Le partenariat qu'UIHNA a établi avec CGI a permis au client de se concentrer sur ses activités principales et sur sa stratégie de croissance. De plus, grâce à cette entente, UIHNA bénéficie des technologies les plus récentes et des dernières percées en matière de processus d'affaires, ce qui l'aide à contenir les coûts tout en répondant le mieux possible aux besoins des courtiers et des assurés. UIHNA a aussi atteint ses cibles ambitieuses de croissance : depuis 2004, l'assureur s'est engagé dans quatre segments d'assurance et il exerce à présent ses activités dans six États différents.



Le défi du client

Devancer le marché en lançant ses cartes de débit et de crédit à puce dès 2008

La solution de CGI

Accélérer le développement en assurant le synchronisme parfait des activités et en partageant ses compétences dans le domaine des guichets automatiques

« Malgré un calendrier très serré, l'équipe de CGI a déployé des efforts considérables, plus de 6 000 jours-personnes, et pris tous les moyens nécessaires pour assurer le succès des multiples mises en production. Il n'y a eu aucun retard et la transition s'est faite totalement à l'insu des clients puisque les canaux transactionnels qui sont névralgiques pour nous n'ont jamais été perturbés. »

PIERRE MIRON
Premier vice-président,
Systèmes d'entreprise —
Gestion de la livraison,
Banque Nationale du Canada

La Banque Nationale du Canada

fournit des services financiers complets à sa clientèle de particuliers, de PME et de grandes entreprises au Canada, ainsi que des services spécialisés à l'échelle mondiale. Son actif totalise 122 milliards de dollars et elle emploie environ 16 700 personnes.

En 2007, la Banque Nationale s'est engagée à amorcer dès 2008 l'émission des cartes à puce pour ses clients. Munies d'un microprocesseur permettant d'effectuer des transactions hautement sécurisées, ces cartes ne deviendront progressivement obligatoires qu'à compter de 2009. La Banque Nationale a donc mobilisé ses principaux partenaires technologiques en les invitant à faire de cet objectif un défi collectif.

Engagée dans le succès de la Banque, l'équipe de projet de CGI a exercé des suivis rigoureux des plans de travail afin d'assurer le synchronisme parfait des activités et même de gagner du temps par rapport au calendrier initial. Elle a fait preuve d'une grande ingéniosité en misant sur le parallélisme et en créant de nouveaux utilitaires pour optimiser la gestion

de la qualité. Elle a mis ses compétences avancées dans le domaine des guichets automatiques à la disposition des autres partenaires du projet afin d'accélérer la résolution des enjeux technologiques.

Le 18 juin 2008, la Banque Nationale effectuait à l'un de ses guichets sa toute première transaction avec une carte de débit à puce. Quelques semaines plus tard, elle émettait sa MasterCard à puce intégrant le paiement sans contact PayPass^{MC}.

La carte de crédit de la Banque Nationale devenait ainsi l'outil de paiement le plus complet et le plus souple sur le marché!

Des solutions
pertinentes
pour faire face
aux temps
difficiles

Télécommunications et services publics



22 %
des
produits
2008

813,9 \$
millions

CGI soutient la
transformation de...

- 7 des 10 chefs de file mondiaux
des télécommunications

www.cgi.com/telecom_fr
www.cgi.com/servicespublics

Les technologies IP métamorphosent le secteur des télécommunications et la concurrence s'intensifie entre les compagnies de téléphonie, les câblodistributeurs et autres fournisseurs. D'autre part, les services publics subissent d'énormes pressions en matière de prix, de service et d'environnement. Dans ces deux domaines, les fournisseurs doivent assurer un service et des produits supérieurs tout en réduisant leurs coûts. CGI les assiste en plaçant la créativité, plutôt que les systèmes et l'infrastructure informatiques, au cœur de la mise en place de solutions performantes de la prochaine génération.



Le défi du client

Devenir un chef de file du monde numérique en augmentant ses ventes et sa présence sur le Web

La solution de CGI

Élaborer une stratégie durable ; construire et entretenir le programme et la plate-forme de commerce électronique

« CGI a créé une plate-forme de commerce électronique souple et entièrement gérable qui nous positionne parfaitement pour croître sur le Web. Et surtout, CGI nous a aidés à doubler nos ventes en ligne tout en améliorant le service que nous offrons aux internautes. »

VOLKER GLAESER
Chef mondial des services en ligne,
Vodafone Group ;
Directeur des services Internet,
Vodafone DE (Allemagne)

Vodafone Group Plc est le leader mondial de la communication mobile, servant plus de 260 millions de clients en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie-Pacifique et aux États-Unis. En mai 2006, la firme a annoncé un nouvel objectif d'affaires : devenir un chef de file du « monde en réseau ». C'est ainsi que vers la fin de 2006, la division allemande **Vodafone DE** (VF DE) a lancé un projet visant à positionner Vodafone sur le Web.

VF DE a retenu les services de CGI, un partenaire de longue date, comme conseiller principal du développement de la stratégie et de la plate-forme. CGI a donc formé une équipe mixte composée d'analystes fonctionnels, de concepteurs, de développeurs, de spécialistes des essais et de partenaires pour bâtir et entretenir le programme et le système requis, en étroite collaboration avec l'équipe de marketing, d'exploitation et d'experts du domaine de VF DE. L'équipe principale est située à Düsseldorf. De plus, une équipe de développeurs établie à Montréal contribue au projet à plein temps.

Le groupe a devancé considérablement l'échéance initiale en inaugurant un outil de ventes après huit mois seulement. La livraison rapide a permis au client de surpasser ses objectifs de vente en 2007 et devrait même l'amener à dépasser ses cibles, plus ambitieuses, en 2008. Le projet a suscité un vif intérêt et a valu à CGI le prix de l'intégrateur de systèmes 2007 d'ATG pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie.

Dans le cadre de la phase suivante du projet en cours, CGI aide VF DE à élargir sa plate-forme de commerce électronique pour rejoindre de nouveaux segments et à y greffer des fonctionnalités qui accroîtront les taux de clics et de transactions complétées.

Le défi du client

Améliorer les ventes et le service à la clientèle en déployant un système de facturation convergent d'avant-garde

La solution de CGI

Superviser la gestion de projets et fournir un savoir-faire technologique afin d'assurer une transition sans heurts et de rehausser l'efficacité, la satisfaction des clients ainsi que le rendement du capital investi

« Chez Polkomtel, nous travaillons fort pour anticiper les exigences du marché et pour satisfaire totalement nos clients. CGI est un partenaire de confiance qui nous aide à exécuter des stratégies cruciales pour l'atteinte de nos objectifs d'entreprise. »

ARTUR WAŚK
Directeur du programme de facturation convergente,
Polkomtel

Polkomtel est un chef de file du marché polonais des télécommunications servant plus de 14 millions d'abonnés, soit près du tiers du marché total. Pour profiter pleinement des nouvelles occasions de développement et renforcer encore sa position, Polkomtel migre donc vers une plate-forme de facturation convergente qui gère de manière intégrée le service fourni aux clients et les offres qui leur sont faites.

Partenaire de confiance de Polkomtel depuis plus de 12 ans, CGI participe de plusieurs manières différentes à la migration au nouveau système de même qu'au retrait des anciens.

Notamment, Polkomtel confie à CGI de nombreuses responsabilités au sein du Bureau de gestion du programme. Des spécialistes de CGI assument en effet des rôles clés, par exemple ceux de directeur adjoint des programmes, d'architecte principal des TI, d'analyste fonctionnel principal et de conseiller en migration. Dans ce contexte, les spécialistes de CGI concilient les impératifs des affaires et de la technologie, et représentent fréquemment le projet lors des réunions du conseil ou du comité directeur.

Dans le cadre de ce partenariat, CGI a aussi fait bénéficier le client d'un outil de gestion de l'architecture d'entreprise et de nombreuses normes sectorielles, réalisé des exercices de mise en correspondance et d'écarts, et conçu la documentation ainsi que les activités nécessaires pour permettre le déploiement rapide. Ces initiatives de CGI ont soutenu l'avancement du projet.

Alors que le déploiement de la nouvelle plate-forme se poursuit, Polkomtel bénéficie déjà de gains rapides. L'équipe de marketing atteint ses cibles et les clients peuvent migrer eux-mêmes sur la nouvelle plate-forme, sur demande.

Des solutions
pertinentes
pour faire face
aux temps
difficiles

Distribution et détail

20

Rapport
annuel
2008

Groupe CGI inc.

11 %
des
produits
2008

419\$
millions

CGI est le fournisseur
de services de choix de...

- plus de 250 détaillants en Amérique du Nord ;
- plusieurs segments du secteur de la distribution, y compris les services postaux, le transport, l'approvisionnement et le commerce de gros.

www.cgi.com/distribution_fr
www.cgi.com/detail

Confrontés à la mondialisation, aux regroupements d'entreprises et à la morosité économique, les détaillants et distributeurs doivent transformer leur modèle d'entreprise, réduire leurs dépenses et se différencier par la qualité de leur service en s'appuyant sur des partenariats stratégiques. En se dotant de stratégies et de technologies adaptatives, d'architectures appropriées et de cadres de gestion efficaces, ils peuvent se concentrer sur leurs compétences fondamentales et sur leurs activités les plus porteuses. CGI s'avère un partenaire de choix pour effectuer la réingénierie nécessaire pour diminuer les coûts et relancer la croissance des détaillants et distributeurs.

Le défi du client

Fournir des logiciels spécialisés fiables, qui rehaussent la rentabilité des clients

La solution de CGI

Procurer les ressources techniques de pointe requises pour préserver un degré élevé de qualité et d'efficacité



Retalix est le chef de file des logiciels destinés au commerce de détail et à la distribution alimentaire. Utilisés dans 40 000 magasins et centres de distribution et 300 000 caisses dans toutes les régions du monde, les produits de Retalix permettent aux intervenants du segment de l'alimentation de simplifier leurs processus et d'assurer leur croissance à tous les points de la chaîne logistique de leurs clients.

Depuis quatre ans, CGI fournit des services de maintenance d'applications et de soutien à la division de Retalix qui offre des logiciels aux petits marchés d'alimentation dont le siège social gère l'établissement des prix et les programmes de mise en marché. Dans le cadre de ce partenariat, CGI réalise et teste les améliorations nécessaires pour répondre à des exigences en évolution constante. Profitant du modèle mondial de prestation des services de CGI,

Retalix s'appuie sur les ressources de CGI aux États-Unis et en Inde afin de répondre de manière rapide, économique et fiable aux besoins de ses clients.

Les affaires de Retalix dépendent de la disponibilité d'un produit éminemment fiable qui combine la connaissance du domaine, la convivialité et les technologies avancées. Chez CGI, Retalix trouve les ressources compétentes dont elle a besoin pour maintenir sa position de tête.

« Retalix s'est engagée à soutenir le bon fonctionnement et la croissance de ses clients. CGI nous aide à tenir nos promesses. Grâce à son savoir-faire technologique et à la souplesse avec laquelle elle absorbe les changements de priorités, CGI rehausse notre efficacité et contribue au succès de notre entreprise. »

ELI SPIRER
Vice-président directeur de l'exploitation,
Retalix, États-Unis

Des solutions
pertinentes
pour faire face
aux temps
difficiles

Secteur manufacturier

7 %
des
produits
2008

250,7 \$
millions

CGI soutient les stratégies et contribue à l'agilité de plusieurs leaders mondiaux, notamment...

- en servant de nombreux segments tels que l'aérospatial, les mines et métaux, les produits chimiques, l'industrie automobile;
- en fournissant ses solutions à environ 450 sociétés pétrolières et gazières.

Concurrence, attentes changeantes des consommateurs, marges bénéficiaires en baisse : plus que jamais, les firmes manufacturières exigent une chaîne logistique qui leur procure le bon produit au bon moment et à prix juste. Elles doivent intégrer le déploiement des systèmes à leurs activités de fabrication et assurer l'accès aux données à tous les points de la chaîne de valeur. Avec le soutien de CGI, elles peuvent ainsi diminuer leurs coûts technologiques tout en maximisant les retombées des TI sur leurs affaires.

Le défi du client

Fournir des produits supérieurs afin de maintenir son leadership mondial dans le secteur de l'aluminium

La solution de CGI

Offrir des services complets en TI qui renforcent l'efficacité de l'exploitation tout en diminuant les coûts



« Rio Tinto Alcan est déterminée à assurer le développement responsable de ses affaires et des collectivités où ses équipes travaillent et vivent. Grâce à notre partenariat avec CGI, nous disposons de l'infrastructure technologique nécessaire pour respecter nos engagements. Ainsi, nous pouvons investir nos ressources dans la qualité de notre exploitation et de nos produits tout en déployant des programmes communautaires durables. »

JOHN BECKER
Chef des systèmes d'information,
Rio Tinto

Rio Tinto Alcan est le leader mondial du secteur de l'aluminium et l'un des cinq groupes de produits de Rio Tinto, un important groupe minier international. Elle résulte de la fusion qui a fait suite à l'acquisition d'Alcan par Rio Tinto, en octobre 2007.

À partir de son centre de développement de Saguenay, CGI sert Rio Tinto Alcan (auparavant Alcan) depuis plus de 25 ans. Dans le cadre de ce partenariat, CGI a fourni des solutions et des services avancés de développement, d'intégration de systèmes, de soutien des applications et d'infrastructure technologique.

Modernisant constamment l'environnement informatique de Rio Tinto Alcan afin de répondre aux besoins d'affaires qui évoluent sans cesse, CGI a récemment complété le déploiement de ses produits et processus de gestion des services en TI, ainsi que la mise en place de nouveaux services liés à l'entente d'impartition.

Le nouveau cadre de gestion des services en TI tire parti des meilleures pratiques du secteur, y compris celles qui sont consignées dans la Bibliothèque d'infrastructure des TI (ITIL^{MD}), afin de mesurer et de communiquer les retombées des projets informatiques sur les revenus, les bénéfices et l'avoir des actionnaires. Il permet également à Rio Tinto Alcan d'avoir accès aux nouvelles technologies et aux nouveaux services qui lui procurent des possibilités d'économies substantielles. L'amélioration continue forme aussi un volet central du nouveau cadre de CGI. Sa mise en œuvre, réalisée en collaboration avec Rio Tinto Alcan, a aidé l'entreprise à rehausser sa performance tout au long de l'année et l'on prévoit de nouveaux impacts positifs au cours des prochains mois.

En misant sur un solide partenariat et sur des services de haute qualité, CGI fournit à Rio Tinto Alcan une infrastructure technologique fiable et robuste qui permet au client de se concentrer sur ses activités centrales.



Le défi du client

Accroître son efficacité et réduire les coûts associés à ses activités de comptabilité de production

La solution de CGI

Rationaliser et améliorer l'environnement afin d'investir les sommes économisées dans des projets de croissance des affaires

« La connaissance du secteur pétrolier et gazier dont CGI fait preuve et ses méthodes de traitement de la comptabilité de production nous ont aidés à devenir plus efficaces. Nous avons vraiment pris le temps d'évaluer les divers systèmes de comptabilité de production avant de choisir celui de CGI. Nous avons été séduits par les fonctionnalités et la convivialité de ce système. Et compte tenu de la diversité des sociétés qui ont parrainé sa réalisation, nous croyons qu'il répondra à la plupart ou à la totalité de nos besoins. »

TERRI KINSMAN
Directeur général,
Comptabilité de production,
Penn West

Penn West Energy Trust est la plus grande fiducie de revenu de production pétrolière et gazière classique en Amérique du Nord. Afin de conserver sa première place, Penn West a acquis plusieurs sociétés de la région de Calgary. Naturellement, toutes les firmes acquises utilisaient des solutions de comptabilité de production différentes — et plusieurs d'entre elles reposaient sur des plates-formes désuètes.

Pour que sa stratégie de croissance porte fruit, Penn West a demandé à CGI d'éliminer les coûts et le travail nécessaires pour gérer cet environnement disparate.

Grâce à la connaissance approfondie de CGI du secteur pétrolier et gazier, et grâce à sa solution exclusive de comptabilité de production (PAS), Penn West rationalise et améliore la gestion de son arrière-guichet. Contrairement aux solutions logicielles traditionnelles, celle de CGI a été réalisée en collaboration directe avec des comptables

de production et répond aux besoins d'affaires précis du secteur. Elle comprend aussi une plate-forme Web qui permettra à Penn West de tirer parti des nouvelles technologies qui deviendront disponibles.

Élaboré dans le cadre d'une coentreprise entre CGI et quatre sociétés du secteur, ce système aide Penn West à améliorer ses processus internes et à diminuer ses coûts. Résultat : Penn West peut investir les sommes épargnées dans la croissance des affaires.

La combinaison optimale de présence locale et de services à distance

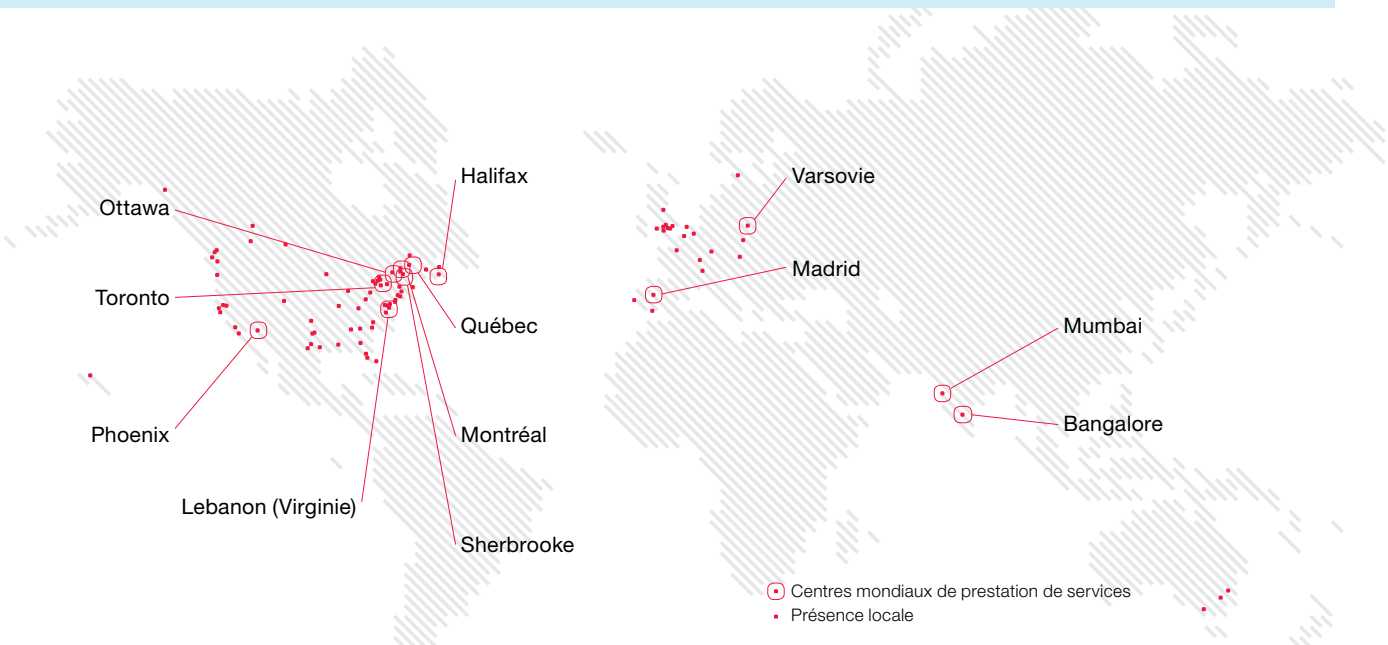
Une solide présence locale, une force mondiale

Regroupant 25 500 membres qui œuvrent dans plus de 100 bureaux répartis dans 16 pays, CGI croit que la proximité est un facteur critique du succès de ses partenariats avec ses clients. La combinaison de notre modèle d'entreprise axé sur cette proximité des clients et

de notre modèle mondial de prestation des services permet à nos clients de bénéficier de nos équipes locales et de nos ressources mondiales. Résultat : des services livrés aux meilleurs coûts par des professionnels responsables.

Un modèle mondial de prestation des services

Notre modèle mondial de prestation des services est en croissance. Il réunit présentement 5 000 membres, soit 20 % de notre effectif total, au sein de 12 centres de services dans 5 pays.



○ Centres mondiaux de prestation de services
• Présence locale

AMÉRIQUE DU NORD				EUROPE		ASIE-PACIFIQUE
CANADA	ÉTATS-UNIS			ALLEMAGNE	FRANCE	AUSTRALIE
Burnaby, BC	Albany, NY	Hartford, CT	Roseland, NJ	Düsseldorf	Paris	Canberra
Calgary, AB	Annapolis, MD	Honolulu, HI	Sacramento, CA	Munich	HONGRIE	Melbourne
Charlottetown, PE	Atlanta, GA	Houston, TX	Salem, OR	ANGLETERRE	Budapest	Sydney
Edmonton, AB	Austin, TX	Juneau, AK	San Antonio, TX	Basingstoke	ITALIE	INDE
Fredericton, NB	Baltimore, MD	Lebanon, VA	San Diego, CA	Brentwood	Milan	Bangalore
Halifax, NS	Birmingham, AL	Los Angeles, CA	Sarasota, FL	Bristol	PAYS-BAS	Mumbai
Laval, QC	Boston, MA	Miami, FL	Seattle, WA	Colchester	La Haye	
Markham, ON	Buffalo, NY	New Carrollton, MD	St. Louis, MO	Londres	POLOGNE	
Mississauga, ON	Charlotte, NC	New Orleans, LA	Tallahassee, FL	Milton Keynes	Carcovie	
Montréal, QC	Chicago, IL	New York, NY	Tampa, FL	Stevenage	Varsovie	
Ottawa, ON	Cleveland, OH	Oakland, CA	Trenton, NJ	Sunderland	PORTUGAL	
Pickering, ON	Columbia, SC	Oklahoma City, OK	Washington, DC	BELGIQUE	Lisbonne	
Québec, QC	Columbus, OH	Phoenix, AZ		Bruxelles	SUÈDE	
Regina, SK	Dallas, TX	Plymouth, MN		ESPAGNE	Stockholm	
Saguenay, QC	Denver, CO	Rancho Cordova, CA		Madrid	SUISSE	
Sherbrooke, QC	Fairfax, VA	Redwood City, CA		Malaga	Zoug	
Toronto, ON	Fort Worth, TX	Richmond, VA				
Vancouver, BC	Frankfort, KY	Rochester, NY				
Victoria, BC						
Waterloo, ON						

Équipe de direction

Serge Godin*

Fondateur et président exécutif
du conseil

André Imbeau*

Fondateur, vice-président exécutif
du conseil et secrétaire corporatif

Paule Doré

Conseillère au fondateur et président
exécutif du conseil

Michael E. Roach*

Président et chef de la direction

David Anderson*

Vice-président exécutif et
chef de la direction financière

André Bourque*

Vice-président exécutif et
avocat en chef

Marinella Ermacora

Vice-présidente principale,
Ressources humaines, leadership
et développement organisationnel

Luc Pinard*

Vice-président exécutif,
Technologies et qualité

Daniel Rocheleau*

Vice-président exécutif et
chef de l'ingénierie d'affaires

* Membre du Comité de gestion

CANADA

Hicham Adra*

Vice-président principal et directeur général,
Ottawa et Innovaposte

John G. Campbell*

Vice-président principal et directeur général,
Services aux entreprises de communication

William Clark

Vice-président principal, Ouest canadien

Jamie Holland

Vice-président principal, Toronto

Bernard Labelle

Vice-président principal, Québec

Craig Leech

Vice-président principal,
Provinces de l'Atlantique

Eva Maglis*

Vice-présidente principale et directrice
générale, Technologies et infrastructure

Claude Marcoux*

Vice-président principal et directeur général,
Québec

Doug McCuaig*

Vice-président principal et directeur général,
Ontario, provinces de l'Atlantique
et Ouest canadien

ÉTATS-UNIS ET INDE

Donna Morea*

Présidente, États-Unis et Inde

S. Chandramouli

Vice-président, Exploitation, Inde

Jame Cofran

Vice-président principal,
Services bancaires et marchés financiers

Robert Hannum

Vice-président principal, Secteur public
Centre et sud des États-Unis

Peter Ihrig

Vice-président principal, Secteur privé
Centre et sud des États-Unis

Michael Keating

Vice-président principal, Ouest des États-Unis

Paul Raymond*

Vice-président principal, Nord-est des États-Unis

Donna Ryan

Vice-présidente principale, CGI Federal

George Schindler*

Président, CGI Federal

Richard Schmitz

Vice-président principal, CGI Federal
Gestion des processus d'affaires

Nazzic Turner*

Vice-présidente principale et directrice générale
Centre et sud des États-Unis

Assises de gestion de CGI

Les assises de gestion de CGI forment l'armature de notre style de gestion. Elles guident nos manières de servir nos clients, d'interagir avec nos membres et de répondre aux attentes de nos actionnaires. Elles précisent aussi les moyens que nous prenons pour mesurer le degré de satisfaction de ces trois groupes, ce qui nous permet d'évaluer le succès de nos programmes, de prendre des mesures préventives s'il y a lieu et d'évoluer sans cesse, conformément à l'esprit d'amélioration continue qui a toujours animé CGI.

Les assises de gestion de CGI nous aident à équilibrer le mieux possible nos réponses selon les besoins de tous nos groupes de partenaires. Elles forment le pivot de notre stratégie de croissance rentable.

Conseil d'administration

EUROPE ET AUSTRALIE

Joseph Saliba*

Président, Europe et Australie

Jose Carlos Rodriguez Arroyo

Vice-président, Sud de l'Europe

Klaus Elix

Vice-président principal, Centre de l'Europe

Dave Hudson

Vice-président, Australie

Pierre Turcotte

Vice-président principal et directeur général, France et sud de l'Europe

Claude Boivin ^{b, c}

Administrateur depuis 1993

Président du Comité de régie d'entreprise, CGI

Administrateur de sociétés

Bernard Bourigeaud

Administrateur depuis 2008

Administrateur de sociétés

Jean Brassard ^c

Administrateur depuis 1978

Administrateur de sociétés

Claude Chamberland ^b

Administrateur depuis 1998

Administrateur de sociétés

Robert Chevrier ^{a, b}

Administrateur depuis 2003

Administrateur en chef, CGI

Président, Société de gestion Roche inc.

Thomas D'Aquino ^c

Administrateur depuis 2006

Chef de la direction et président,

Conseil canadien des chefs d'entreprise

Paule Doré

Administrateur depuis 1995

Conseillère au fondateur et président

exécutif du conseil, CGI

Serge Godin

Administrateur depuis 1976

Fondateur et président exécutif

du conseil, CGI

André Imbeau

Administrateur depuis 1976

Fondateur et vice-président exécutif du conseil, et secrétaire, CGI

David L. Johnston ^b

Administrateur depuis 1995

Président du Comité des

ressources humaines, CGI

Président et vice-chancelier,

University of Waterloo

Eileen A. Mercier ^a

Administrateur depuis 1996

Présidente du Comité de vérification

et de gestion des risques, CGI

Administrateur de sociétés

Michael E. Roach

Administrateur depuis 2006

Président et chef de la direction, CGI

Gerald T. Squire ^{a, c}

Administrateur depuis 2003

Administrateur de sociétés

Robert Tessier ^c

Administrateur depuis 2003

Président du conseil, Gaz Métro inc.

^a Membre du Comité de vérification et de gestion des risques

^b Membre du Comité des ressources humaines

^c Membre du Comité de régie d'entreprise

ISO 9001

Rêve, mission, vision, valeurs, politiques de qualité, orientations et plans stratégiques						
Régie d'entreprise, cadres de gestion, politiques de gestion des ressources humaines et financières et modèle organisationnel						
Processus d'unité d'affaires					Processus corporatifs	
Cadre de gestion du partenariat client					Cadre de gestion du partenariat membre	Cadre de gestion du partenariat actionnaire
Proposition	Contrat	Plan de gestion	Livraison	Clôture		
Gestion des technologies	Gestion des applications	Intégration et développement de systèmes	Gestion des processus d'affaires	Plan de carrière et développement du leadership Intégration Évaluation de la performance	Gestion des relations Régie d'entreprise Communications	
NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	NIVEAU 4			
CMMI Level 5						
Programme d'évaluation de la satisfaction client				Programme d'évaluation de la satisfaction membre	Programme d'évaluation de la satisfaction actionnaire	

Renseignements à l'intention des actionnaires

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 : GIB.A
Bourse de New York, octobre 1998 : GIB

Nombre d'actionnaires inscrits au
30 septembre 2008 : 2 703

Nombre d'actions en circulation
au 30 septembre 2008 :
274 165 370 actions subalternes classe A
34 208 159 actions classe B

Haut/ bas du cours de l'action du
1^{er} octobre 2007 au 30 septembre 2008 :
Bourse de Toronto (\$CAN) : 12,02/ 8,95
Bourse de New York (\$US) : 11,96/ 8,63

Les attestations du chef de la direction et
du chef de la direction financière de CGI
concernant la qualité de la divulgation
financière de la Société selon les
exigences réglementaires canadiennes
sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com). Les attestations similaires selon la
Règle 13a-14 de la *Securities Exchange Act
of 1934* et de l'article 302 de la *Sarbanes-
Oxley Act of 2002* des États-Unis figurent
en annexe à notre rapport 40F déposé
sur EDGAR (www.sec.gov). La Société a
également déposé auprès de la Bourse
de New York l'attestation exigée par l'article
303A.12 du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie
d'entreprise ne diffèrent pas de façon
significative de celles qui incombent aux
sociétés américaines aux termes des
conditions d'inscription à la cote de la
Bourse de New York. Ces pratiques sont
indiquées dans la Circulaire de la direction
de CGI qui est déposée auprès des
organismes de réglementation des valeurs
mobilières au Canada et aux États-Unis.
Ce document est disponible sur le site de
SEDAR au www.sedar.com et sur le site de
EDGAR au www.sec.gov, respectivement,
ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux Investisseurs Computershare inc.
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1 800 564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements
sur l'entreprise, des exemplaires de ce
rapport ou toute autre information financière,
veuillez communiquer avec nous :

Relations avec les investisseurs
Groupe CGI inc.

1130, rue Sherbrooke Ouest
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada

Téléphone : 514-841-3200

Vous pouvez aussi consulter la section
« Investisseurs » de notre site Internet :
www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mardi 27 janvier 2009

à 11 heures

Hôtel Fairmont Le Reine Élisabeth
Le Grand Salon
900, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de
CGI sera diffusée en direct sur Internet à
l'adresse : www.cgi.com. Les directives
détaillées seront données sur le site de CGI.
Les actionnaires désirant voter par téléphone
ou sur Internet pourront le faire en suivant
les directives contenues dans la circulaire
de la direction de CGI.

Ce rapport annuel est disponible sur notre
site Internet : www.cgi.com.

*CGI's 2008 annual report is available
in English.*

SIÈGE SOCIAL

1130, rue Sherbrooke Ouest
7^e étage
Montréal (Québec) H3A 2M8
Canada
Téléphone : 514-841-3200
Télécopieur : 514-841-3299

Rapport
annuel
2008

Groupe CGI inc.

chiffres

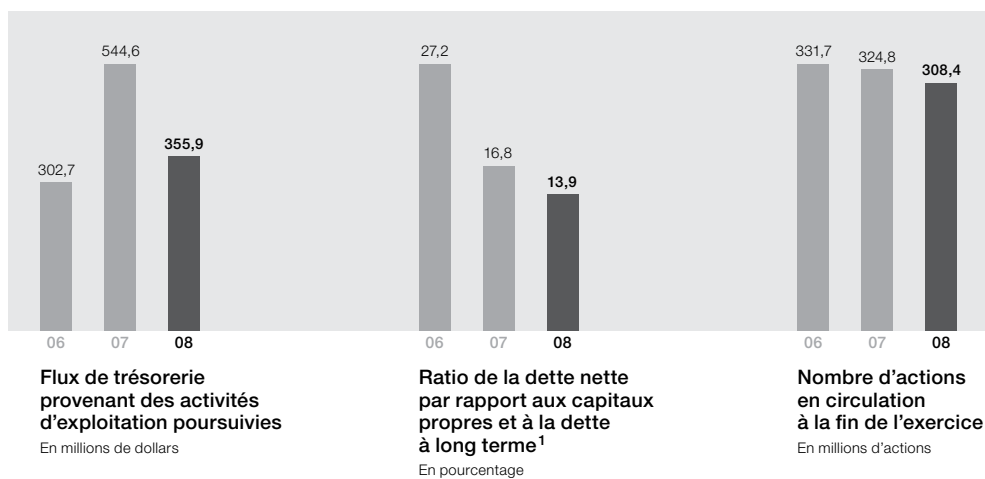
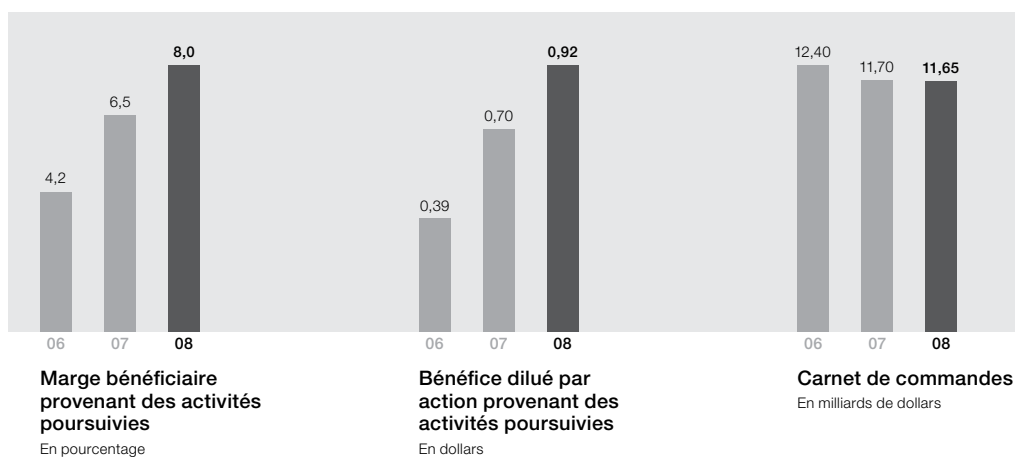
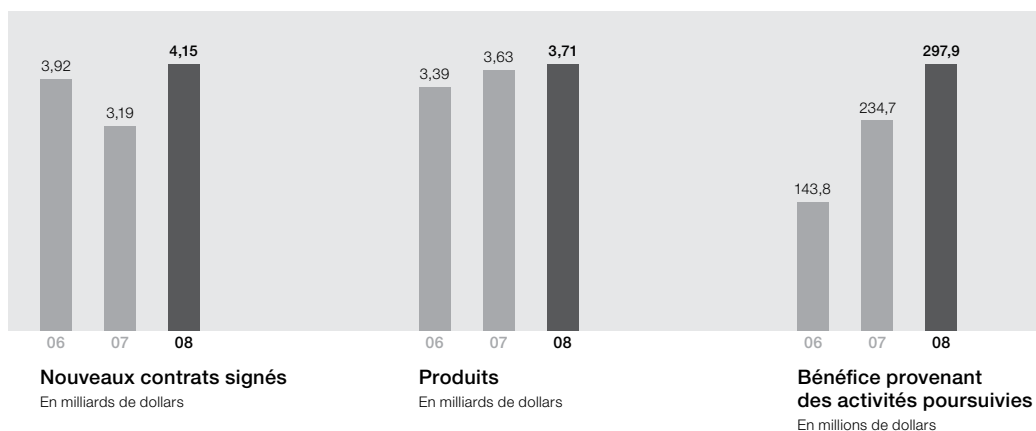


_la force de l'engagement^{MC}

Table des matières

Faits saillants financiers	2
Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation	4
Rapports de la direction et des vérificateurs	32
États financiers consolidés	36
Notes complémentaires	40
Renseignements à l'intention des actionnaires	72

Faits saillants financiers



¹ Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la valeur marchande des contrats à terme et des espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Exercices terminés les 30 septembre

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Performance financière			
Produits	3 705 863	3 633 945	3 393 382
BAll ajusté ¹	429 954	405 177	305 994
Marge du BAll ajusté	11,6 %	11,1 %	9,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies	297 898	234 659	143 770
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies	0,94	0,71	0,39
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies	0,92	0,70	0,39
Bénéfice net	292 764	236 402	146 533
Bénéfice de base par action	0,92	0,72	0,40
Bénéfice dilué par action	0,90	0,71	0,40
Bénéfice net (selon les PCGR des États-Unis) ²	276 048	239 247	149 176
Bénéfice de base par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,87	0,73	0,41
Bénéfice dilué par action (selon les PCGR des États-Unis) ²	0,86	0,72	0,41
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	355 910	544 615	302 704

Situation financière

Actifs totaux	3 683 973	3 475 808	3 692 032
Capitaux propres	1 999 342	1 818 268	1 748 020
Capitaux propres par action ordinaire	6,48	5,60	5,27
Fonds de roulement	81 850	123 706	280 700
Ratio de fonds de roulement	1,10	1,16	1,42
Dette à long terme (portions court terme et long terme) ³	391 091	473 191	813 259
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ³	13,9 %	16,8 %	27,2 %

	Exercice 2008				Exercice 2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultats trimestriels								
Produits	929 198	950 468	930 770	895 427	903 702	914 023	932 620	883 600
BAll ajusté	105 122	110 959	108 382	105 491	100 717	103 837	102 370	98 253
Marge du BAll ajusté (%)	11,3 %	11,7 %	11,6 %	11,8 %	11,1 %	11,4 %	11,0 %	11,1 %
Bénéfice net	73 494	77 897	68 785	72 588	65 577	64 433	62 711	43 681
Bénéfice de base par action	0,24	0,25	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19	0,13
Bénéfice dilué par action	0,23	0,24	0,21	0,22	0,20	0,19	0,19	0,13
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	83 121	106 312	45 714	120 763	118 605	134 771	124 312	166 927

1 Le BAll ajusté représente le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, charges d'intérêts et autres charges, gain sur la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle.

2 Le rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 29 des états financiers consolidés.

3 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la valeur marchande des contrats à terme et d'espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008

Le 10 novembre 2008

Portée de l'analyse

Tout au long de ce document, nous utilisons les termes « CGI », « nous », « notre », « nos » ou « Société » pour désigner le Groupe CGI inc. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation devrait être lue en parallèle avec les états financiers consolidés de la Société et les notes complémentaires afférentes pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006. Les conventions comptables de CGI sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») au Canada, prescrits par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui diffèrent à certains égards des principes comptables généralement reconnus aux États-Unis (« PCGR des États-Unis »). On trouvera à la note 29 des états financiers consolidés un rapprochement entre les résultats présentés selon les PCGR et les résultats présentés selon les PCGR des États-Unis. À moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Énoncés de nature prévisionnelle

Toutes les déclarations contenues dans la présente analyse qui ne concernent pas directement et exclusivement des faits historiques constituent des « énoncés de nature prévisionnelle » au sens de l'article 27A de la loi américaine *Securities Act* de 1933 et de l'article 21E de la loi américaine *Securities Exchange Act* de 1934, dans leurs nouveaux termes, et sont de « l'information prospective » au sens des articles 138.3 et suivants de la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Ces déclarations et cette information expriment les intentions, projets, attentes et opinions du Groupe CGI inc., sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Compte tenu de ces facteurs, les résultats réels pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués. Ces facteurs comprennent notamment, sans s'y limiter, la date d'entrée en vigueur et la valeur de nouveaux contrats, d'acquisitions et d'autres initiatives de la Société; la capacité d'attirer et de retenir du personnel compétent; la concurrence au sein d'une industrie des TI en constante évolution; la conjoncture économique et commerciale; le risque de change; ainsi que les hypothèses et autres risques énoncés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, dans le rapport annuel de CGI inclus dans le formulaire 40-F déposé auprès de U.S. *Securities and Exchange Commission* (disponible sur EDGAR à www.sec.gov), ainsi que dans la notice annuelle déposée auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada (disponible sur SEDAR à www.sedar.com). L'emploi aux présentes des termes « penser », « estimer », « s'attendre à ce que », « avoir l'intention », « anticiper », « prévoir », « planifier », ainsi que de tout autre terme de nature semblable et de toute autre forme conjuguée de ces termes, ne sert qu'à des fins d'énoncés de nature prévisionnelle ou d'information prospective et ces termes ne sont pertinents qu'en date de leur emploi, notamment en ce qui concerne les énoncés relatifs à la performance future. À moins que les lois qui s'appliquent ne l'exigent, CGI décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés de nature prévisionnelle ou l'information prospective consécutivement à l'obtention de nouveaux renseignements ou à la survenue d'événements nouveaux, ou pour tout autre motif. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une crédibilité excessive à ces énoncés de nature prévisionnelle ou à l'information prospective. Vous trouverez dans la section « Risques et incertitudes » de plus amples renseignements sur les risques pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon notable des résultats actuellement prévus.

Mesures financières non définies par les PCGR

La Société présente ses résultats financiers selon les PCGR. Toutefois, dans la présente analyse, nous utilisons des mesures financières qui ne sont pas définies par les PCGR, soit :

1. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, charges d'intérêts et autres charges, gain sur la vente d'actifs, impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle (« BAIL ajusté »);
2. le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

La direction de CGI utilise le BAIL ajusté pour évaluer le rendement de notre exploitation car cet indicateur nous renseigne sur l'efficacité de nos activités, du point de vue de l'exploitation. On trouvera à la page 12 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

La direction utilise le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques pour mesurer le rendement de notre exploitation en excluant l'effet des activités de réorganisation. On trouvera à la page 15 un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

Ces mesures étant des indicateurs supplémentaires du rendement de la Société, la direction estime qu'elles fournissent une information utile aux investisseurs sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Elles permettent également aux investisseurs de comparer les résultats des périodes sans tenir compte des éléments exclus. Ces mesures non définies par les PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs. Elles doivent être considérées comme des données supplémentaires ne remplaçant pas les renseignements financiers préparés selon les PCGR.

Profil de l'entreprise

CGI, dont le siège social est situé à Montréal au Canada, mise sur un modèle éminemment souple et efficient de prestation des services pour fournir à des clients du monde entier un éventail complet de services en technologies de l'information (« services en TI ») et en gestion des processus d'affaires (« GPA »). Le modèle de prestation des services de la Société lui permet de dispenser ses services sur place, dans les bureaux de ses clients ou à distance, par l'entremise de l'un de ses centres d'excellence situés en Amérique du Nord, en Europe et en Inde. Nous possédons aussi des solutions d'affaires avancées qui nous aident à tisser des liens durables avec nos clients. Nous subdivisons généralement nos services en fonction des trois catégories ci-dessous.

- **Services-conseils** — CGI fournit une gamme complète de services de consultation en TI et en gestion, y compris dans les domaines de la transformation des affaires, de la planification stratégique des TI, de l'ingénierie des processus d'affaires et de l'architecture de systèmes.
- **Intégration de systèmes** — CGI intègre et adapte des technologies et des applications logicielles de pointe afin de créer des systèmes informatiques qui répondent aux besoins stratégiques de ses clients.
- **Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (« impartition »)** — Nos clients nous délèguent la responsabilité totale ou partielle de leurs fonctions informatiques et de leurs processus d'affaires afin de réaliser des économies substantielles et d'avoir accès aux meilleures technologies tout en conservant la maîtrise de leurs stratégies en ces domaines. Dans le cadre de ce type d'entente, nous mettons en œuvre nos processus de qualité ainsi que nos pratiques exemplaires afin de rehausser l'efficacité des entreprises clientes. En plus d'incorporer les activités de nos clients à notre réseau technologique, nous pouvons intégrer les professionnels spécialisés qui étaient jusque-là à leur emploi, leur permettant ainsi de se concentrer encore davantage sur leur mission fondamentale. Les services fournis dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent englober un ou plusieurs des aspects suivants : le développement et l'intégration de nouveaux projets et de nouvelles applications ; la maintenance et le soutien d'applications ; la gestion des technologies (informatique d'entreprise et d'utilisateurs, services réseau) ; le traitement des transactions, la gestion des processus d'affaires et d'autres services tels que la gestion de la paie et la gestion des documents. Les contrats d'impartition, dont la durée est généralement de cinq à dix ans, sont habituellement renouvelables.

CGI offre ses services complets aux entreprises appartenant à des secteurs cibles que nous connaissons à fond. Cette approche nous permet de comprendre pleinement les défis concrets auxquels nos clients sont confrontés et de mettre à leur disposition les connaissances ainsi que les solutions qu'il leur faut pour réaliser leurs objectifs d'affaires. Les secteurs économiques que nous ciblons sont : a) les services financiers, y compris les banques, les caisses d'épargne et de crédit, les gestionnaires de patrimoine et les assureurs, dont nous favorisons la compétitivité en faisant évoluer leurs environnements et leurs systèmes complexes de manière à les rendre mieux intégrés et centrés sur les clients ; b) les gouvernements et les services de santé, que nous aidons à gérer des programmes de changement progressif ainsi que des projets de transformation à grande échelle axés sur les citoyens ; c) les télécommunications et les services publics, dont nous soutenons les efforts visant à créer de nouvelles sources de revenus tout en renforçant la productivité et le service à la clientèle ; d) le secteur de la distribution et du détail, dont nous aidons les acteurs à établir des modèles d'exploitation souples, centrés sur les clients, afin de rehausser leur rentabilité et la fidélité de leurs clients ; e) le secteur manufacturier, où nous accompagnons les entreprises qui souhaitent transformer leurs processus et leurs chaînes logistiques afin d'accroître leur rentabilité et leur compétitivité mondiale.

Nous gérons nos activités et présentons nos résultats en fonction de trois secteurs d'exploitation outre les services corporatifs, soient : le Canada ; les États-Unis et l'Inde ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique. Les secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de la prestation des services ; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestation des services.

La qualité supérieure des services que nous fournissons à nos clients fait notre fierté. Voilà pourquoi nous avons établi et maintenons toujours un programme rigoureux de qualité sous l'égide de l'Organisation internationale de normalisation (« ISO »). Nous sommes persuadés que c'est en définissant des normes exigeantes de qualité du service et en contrôlant sans cesse la conformité de nos activités à ces normes que nous sommes le mieux en mesure de combler les besoins de nos clients. Notre programme ISO a une très vaste portée au sein de la Société : 98 % de nos produits émanent d'unités d'affaires possédant la certification ISO.

Contexte concurrentiel

À titre de fournisseur de services complets en technologies de l'information et en gestion des processus d'affaires à des clients du monde entier, CGI exerce ses activités dans un secteur mondial hautement concurrentiel, qui évolue très rapidement. Notre concurrence regroupe un éventail diversifié de firmes internationales — des entreprises spécialisées servant un segment de marché particulier jusqu'aux autres fournisseurs de services complets ; principalement établies aux États-Unis, en Europe et en Inde, ces firmes rivales offrent des produits qui correspondent en tout ou en partie à ceux que CGI fournit à ses clients.

Pour soutenir efficacement la concurrence, CGI met l'accent sur les services d'intégration de systèmes, les services-conseils et les services d'impartition haut de gamme exigeant un savoir-faire de pointe et une connaissance approfondie des secteurs économiques servis. En se conjuguant, notre modèle d'entreprise axé sur la proximité des clients et notre modèle mondial de prestation des services nous permettent d'offrir des services qui se moulent étroitement aux besoins de nos clients tout en demeurant fort compétitifs sur le plan des coûts. Grâce à notre modèle mondial de prestation des services, nous pouvons répondre aux exigences stratégiques et financières de chaque client en lui fournissant une combinaison unique de services dispensés à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer. CGI possède également des solutions d'affaires avancées qui l'aident à entretenir des liens durables avec ses clients. De plus, toutes les activités de CGI sont exécutées conformément aux mêmes assises de gestion, ce qui assure l'homogénéité et la cohérence des façons de faire de toutes nos équipes.

Sur le marché mondial d'aujourd'hui, l'aptitude d'un fournisseur à remporter et à conserver des contrats de services en TI et en gestion des processus d'affaires dépend de nombreux facteurs, tels que : le coût total de ses services, sa capacité de réaliser les mandats, ses antécédents, sa connaissance du secteur économique servi, ses investissements dans des solutions d'affaires, sa présence locale, son infrastructure mondiale de prestation des services et la solidité de ses liens avec ses clients. CGI se compare avantageusement à ses concurrents sous tous ces aspects.

En résumé, la proposition à valeur distinctive de CGI englobe les éléments suivants : notre éventail complet de services en TI et en gestion des processus d'affaires ; notre connaissance approfondie de cinq secteurs économiques et nos solutions d'affaires exclusives destinées à ces secteurs, qui représentent environ 81 % des dépenses mondiales en TI ; notre modèle mondial de prestation de services, un modèle unique qui comprend la meilleure infrastructure de prestation des services du secteur des TI en Amérique du Nord ; nos assises de gestion rigoureuses ; et notre souci du client, soutenu par notre modèle d'entreprise axé sur les marchés métropolitains. Grâce à cette proposition à valeur distinctive et à la masse critique croissante de CGI dans ses trois principaux marchés — le Canada, les États-Unis ainsi que l'Europe et l'Asie-Pacifique, qui représentent approximativement 76 % des dépenses mondiales en TI —, nous sommes en mesure d'être concurrentiel à l'échelle internationale et de remporter des contrats de grande envergure.

Vision et stratégie

La plupart des entreprises sont le fruit d'une vision d'affaires mais CGI, pour sa part, est née d'un rêve : *créer un environnement où les membres ont du plaisir à travailler ensemble et où, en tant que propriétaires, ils participent au développement d'une entreprise dont ils sont fiers*. Ce rêve a mené à la vision de CGI : être un leader de classe mondiale du secteur des TI et de la gestion des processus d'affaires, qui contribue à la croissance et au succès de ses clients. En déployant une stratégie de croissance qui s'appuie sur quatre piliers et combine la croissance interne aux acquisitions, CGI a été un vecteur de la consolidation du secteur des TI.

Le premier pilier de cette stratégie vise à favoriser la croissance interne au moyen de nouveaux contrats, de renouvellements et d'élargissements de contrats dans les domaines de l'impartition, de l'intégration de systèmes et des services-conseils.

Le deuxième pilier de notre stratégie a pour but de remporter des contrats d'impartition de grande envergure en tirant parti de notre éventail complet de services, de notre modèle mondial de prestation des services et de notre masse critique. Le modèle mondial de prestation des services de CGI nous permet de combiner les services offerts à l'intérieur du pays, sur le continent et outre-mer d'une manière unique, très efficace sur le plan des coûts, qui se moule étroitement aux besoins de nos clients. De plus, grâce à la croissance rapide que la Société a enregistrée au cours des dernières années, CGI possède maintenant la masse critique nécessaire pour solliciter et obtenir des contrats complexes, de grande envergure, en Amérique du Nord et en Europe.

Le troisième pilier de notre stratégie de croissance met l'accent sur l'acquisition d'entreprises de plus petite taille ou servant des créneaux particuliers. Nous identifions ces cibles d'acquisition au moyen d'un programme de quadrillage stratégique, en vertu duquel nous recherchons systématiquement les entreprises qui augmenteront notre connaissance des secteurs cibles servis ou enrichiront nos offres de service.

Le quatrième pilier vise à réaliser des acquisitions transformationnelles qui augmentent notre portée géographique et notre masse critique. Ces acquisitions renforcent encore davantage les capacités sur lesquelles nous nous appuyons pour remporter des contrats d'impartition de grande envergure.

Tout au long de son histoire, CGI a déployé de manière très rigoureuse les quatre piliers de sa stratégie pour assurer sa croissance, en mettant l'accent sur l'augmentation du bénéfice et sur l'appréciation de l'avoir des actionnaires. En ce moment, nous visons surtout à croître aux États-Unis et en Europe.

Événements importants de l'exercice 2008

La performance financière de CGI est demeurée robuste tout au long de l'exercice 2008. Une croissance interne soutenue et rentable ainsi que des marges bénéficiaires supérieures à l'industrie ont caractérisé nos résultats d'exploitation. Les nouvelles affaires signées ont augmenté de 30 % durant l'exercice, par rapport à l'exercice antérieur ; les nouveaux contrats les plus importants sont présentés ci-dessous. Dans le cadre de sa stratégie de croissance équilibrée, la Société déploie un plan d'expansion dont les cibles se répartissent également entre les acquisitions et la croissance interne. Au cours de l'exercice 2008, la Société a passé plusieurs cibles d'acquisition potentielles au crible de ses critères rigoureux d'investissement ; elle a toutefois décidé de ne pas procéder à aucune acquisition en raison d'incompatibilités liées au moment, à la pertinence ou au prix.

Nous avons plutôt réinvesti nos liquidités dans la croissance interne, dans la réduction de la dette et dans le rachat d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de l'exercice, nous avons diminué la portion utilisée de nos facilités de crédit de 106,2 millions \$ (remboursements nets) et racheté 19,9 millions d'actions pour un montant de 213,5 millions \$. À l'aube de l'exercice 2009, CGI estime qu'elle est en excellente posture pour profiter des occasions qui s'offriront sur les marchés.

Nouveaux contrats signés

La Société a remporté des nouveaux contrats dont la valeur dépasse ses produits, et son ratio nouveaux contrats/facturation s'est ainsi établi à 112 % pour l'exercice. Le ratio nouveaux contrats/facturation représente la valeur totale des nouveaux contrats par rapport à la valeur totale des produits de la période considérée. Les nouveaux contrats conclus au cours de l'exercice proviennent de tous les secteurs cibles que nous servons et de tous les territoires où nous sommes établis. Les progrès ont toutefois été spécialement marqués dans trois secteurs cibles — les gouvernements et les services de santé, les services financiers, les télécommunications et les services publics — d'où ont émané environ 40 %, 35 % et 13 % des nouveaux contrats signés, respectivement. Sur le plan géographique, l'apport du Canada a été de 51 %, celui des États-Unis s'est établi à 41 % alors que la zone Europe et Asie-Pacifique a fourni 8 % des nouveaux contrats signés.

La valeur des nouveaux contrats a augmenté dans toutes les régions, progressant de 47 % au Canada, de 26 % pour l'Europe et l'Asie-Pacifique et de 15 % aux États-Unis, sur l'année précédente.

Principaux contrats signés au cours de l'exercice

- Le 3 octobre 2007 : contrat de gestion déléguée d'une valeur de 110 millions \$US sur 10 ans en vertu duquel CGI fournira à Océ Amérique du Nord des services d'infrastructure, y compris l'informatique d'utilisateur final, le centre d'assistance technique, les opérations d'entreprise et l'hébergement du centre de données.
- Le 14 novembre 2007 : contrat d'une valeur de 91,8 millions \$ sur trois ans visant la prestation de services d'ingénierie et de gestion technique à la Direction générale des services d'infotechnologie (« DGSI ») de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (« TPSGC »). En vertu de l'entente, TPSGC pourra exercer quatre options de renouvellement d'un an et les services fournis pourraient porter la valeur totale du contrat à 400 millions \$.
- Le 4 février 2008 : contrat de deux ans, d'une valeur d'environ 27 millions \$US, avec les Centres de services Medicare et Medicaid (CMS) du département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis pour mettre en œuvre le centre multiservices de leur système d'inscription des fournisseurs.
- Le 2 avril 2008 : contrats de services-conseils d'une valeur de plus de 40 millions \$ attribués par Revenu Québec pour améliorer le système actuel de gestion des impôts des particuliers et réaliser un nouveau système.
- Le 10 avril 2008 : projet de 10 ans, d'une valeur de 83 millions \$US, visant à moderniser le système financier de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des États-Unis à l'aide du logiciel clé en main Momentum^{MD} de CGI et à transférer l'hébergement ainsi que la gestion des applications du système financier à CGI.
- Le 1er mai 2008 : contrat de cinq ans en vertu duquel CGI fournira à Daimler Financial Services (DFS) des services complets de gestion des applications en ce qui a trait au financement automobile international.
- Le 7 mai 2008 : contrat de 10 ans, d'une valeur de 115 millions \$US, selon lequel CGI fournira à la Magnolia Insurance Company des services d'arrière-guichet, y compris des services complets d'administration des polices et des demandes de règlement, de facturation, de comptabilité, de production des rapports statistiques et de comptabilité législative.
- Le 28 mai 2008 : contrat de trois ans, d'une valeur de 29,6 millions \$US, avec le département des Services sociaux de l'Oregon, afin de concevoir, réaliser et déployer un système d'information automatisé de prochaine génération qui sera utilisé par les services d'aide à l'enfance de l'État.
- Le 19 juin 2008 : ententes de sept ans, d'une valeur de 80 millions \$US, en vertu desquelles Australia and New Zealand Banking Group Limited et BMO Groupe financier continueront à utiliser la plateforme de gestion du financement du commerce international Proponix de CGI.
- Le 15 septembre 2008 : contrat de 5 ans, d'une valeur de 40 millions \$, conclu avec le Marché éducationnel collaboratif de l'Ontario (MECO) pour élaborer et gérer un marché électronique.
- Le 8 octobre 2008 : annonce de la signature d'un contrat d'une valeur d'environ 110 millions \$, selon lequel CGI continuera à fournir durant sept années supplémentaires des services de traitement des données à la société d'assurance Co-operators General; bien que ce contrat ait été rendu public après la fin de l'exercice, il a été signé avant le 30 septembre 2008.

CGI mesure la valeur des nouveaux contrats signés car elle constitue un indicateur important de nos revenus futurs. Néanmoins, compte tenu des délais de prise d'effet de nos contrats d'impartition et des périodes de transition précédant leur mise en œuvre, les produits associés à ces nouveaux contrats peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre.

Cessions

Comme nous l'avons annoncé le 21 juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque pour une contrepartie de 38,1 millions \$. La Société a reçu, en août 2008, un produit net de la vente de 29,2 millions \$. Du montant à recevoir de 6,4 millions \$, 5,5 millions \$ est à payer avant ou en date du 5 août 2014. Les actifs nets cédés comprenaient un écart d'acquisition de 7,7 millions \$, déduction faite d'une perte de valeur de 4,1 millions \$. On trouvera de plus amples renseignements sur cette transaction à la note 19 des états financiers consolidés.

Avant cette transaction, la direction présentait les résultats de CGI selon ses deux secteurs d'affaires : les services en TI et les services en gestion des processus d'affaires. À la suite de cette disposition, la Société a intégré ses services en gestion des processus d'affaires à ses services en TI. Tel que mentionné plus haut, les nouveaux secteurs d'exploitation sont : le Canada; les États-Unis et l'Inde (« U.S. »); l'Europe et l'Asie-Pacifique (« Europe »). En conséquence de cette modification, CGI a procédé à deux tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition, soit un test avant et un test après le changement de sectorisation. D'après le résultat de ces tests, aucune perte de valeur n'a été constatée.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle.

Rachat d'actions

Le 5 février 2008, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités et le rachat, au cours de l'année suivante — soit d'une période ne dépassant pas le 6 février 2009 —, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de CGI détenues dans le public. La Société a obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat lui permettant d'acheter sur le marché libre, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, jusqu'à 28 502 941 actions subalternes classe A afin de les annuler.

Au cours de l'exercice 2008, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités antérieure et de celle qui est maintenant en vigueur, la Société a racheté 19 910 068 actions subalternes classe A à un prix moyen de 10,72 \$, pour un montant total de 213,5 millions \$.

Programme de renforcement de la position concurrentielle

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons achevé le déploiement de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle et atteint les objectifs visés par ce programme. Une provision avant impôts totale de 90,3 millions \$ a été comptabilisée en marge de ce programme, dont une tranche de 67,3 millions \$ au cours de l'exercice 2006 et une tranche de 23,0 millions \$ durant l'exercice 2007. Le lecteur trouvera des précisions sur notre programme de renforcement de la situation concurrentielle à la note 16 des états financiers consolidés.

Aperçu de l'exercice

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

Exercices terminés les 30 septembre	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Carnet de commandes ¹ (en millions de dollars)	11 645	11 696	12 403	-0,4 %	-5,7 %
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	4 145	3 190	3 917	29,9 %	-18,6 %
Produits					
Produits (en milliers de dollars)	3 705 863	3 633 945	3 393 382	2,0 %	7,1 %
Variation par rapport à l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	5,3 %	7,4 %	-2,6 %		
Rentabilité					
Marge du BAII ajusté ²	11,6 %	11,1 %	9,0 %		
Bénéfice net (en milliers de dollars)	292 764	236 402	146 533	23,8 %	61,3 %
Marge bénéficiaire nette	7,9 %	6,5 %	4,3 %		
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques ³	7,9 %	6,9 %	5,6 %		
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	297 898	234 659	143 770	26,9 %	63,2 %
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	8,0 %	6,5 %	4,2 %		
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,94	0,71	0,39	32,4 %	82,1 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,92	0,70	0,39	31,4 %	79,5 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,92	0,72	0,40	27,8 %	80,0 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,90	0,71	0,40	26,8 %	77,5 %
Bilan (en milliers de dollars)					
Actifs totaux	3 683 973	3 475 808	3 692 032	6,0 %	-5,9 %
Passifs financiers à long terme ⁴	326 916	516 470	876 269	-36,7 %	-41,1 %
Total du passif à long terme avant obligations liées aux fonds des clients	547 041	737 991	1 127 811	-25,9 %	-34,6 %
Flux de trésorerie dégagés et structure financière					
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies (en milliers de dollars)	355 910	544 615	302 704	-34,6 %	79,9 %
Délai moyen de recouvrement des créances ⁵	50	42	50	19,0 %	-16,0 %
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme ⁶	13,9 %	16,8 %	27,2 %		

1 Le carnet de commandes tient compte des nouveaux contrats, des élargissements et des renouvellements signés au cours de la période considérée, ainsi que des modifications de volumes, des annulations et des fluctuations des taux de change ayant eu pour effet de modifier durant la période la valeur des contrats en vigueur au début de la période. Le carnet de commandes se fonde pour une part sur des estimations de la direction qui peuvent être modifiées de temps à autre.

2 Le BAII ajusté n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 14 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

3 Le bénéfice net avant frais de réorganisation n'est pas une mesure définie par les PCGR. La page 15 présente un rapprochement de cet élément avec sa mesure la plus proche selon les PCGR.

4 Le passif financier à long terme comprend la tranche à long terme de la dette et des contrats de location-acquisition, les coûts d'intégration et de restructuration, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, la rémunération différée et tous les contrats à terme constituant des passifs.

5 On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours, puis en divisant le résultat de cette opération par les produits comptabilisés pour le dernier trimestre, divisés par 90 jours.

6 Le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme représente l'importance relative de la dette à long terme, déduction faite de la valeur marchande des contrats à terme et d'espèces et quasi-espèces, par rapport à la somme des capitaux propres et de la dette à long terme.

RÉSULTATS FINANCIERS DES EXERCICES 2008, 2007 ET 2006

Variation des produits et produits selon les secteurs d'exploitation

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre l'exercice 2008 et l'exercice 2007, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour les exercices 2007 et 2006 correspondent, respectivement, aux taux de change réels pour chacun de ces exercices.

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Produits	3 705 863	3 633 945	3 393 382	2,0 %	7,1 %
Variation avant effet des variations des taux de change	5,3 %	7,4 %	-2,6 %		
Effet des variations des taux de change	-3,3 %	-0,3 %	-3,0 %		
Variation par rapport à l'exercice antérieur	2,0 %	7,1 %	-5,6 %		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada avant effet des variations des taux de change	2 340 856	2 251 326	2 104 647	4,0 %	7,0 %
Effet des variations des taux de change	(5 290)	–	–		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	2 335 566	2 251 326	2 104 647	3,7 %	7,0 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde avant effet des variations des taux de change	1 196 390	1 115 449	1 064 795	7,3 %	7,2 %
Effet des variations des taux de change	(109 877)	–	–		
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	1 086 513	1 115 449	1 064 795	-2,6 %	4,8 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique avant effet des variations des taux de change	287 057	267 170	223 940	7,4 %	13,0 %
Effet des variations des taux de change	(3 273)	–	–		
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	283 784	267 170	223 940	6,2 %	19,3 %
Produits	3 705 863	3 633 945	3 393 382	2,0 %	7,1 %

En croissance par rapport aux exercices 2007 et 2006, les produits ont totalisé 3 705,9 millions \$ pour l'exercice 2008. En devises constantes, ils se sont accrus de 5,3 % comparativement à l'exercice antérieur. La variation des taux de change a eu une incidence défavorable de 118,4 millions \$ ou 3,3 %, attribuable surtout aux fluctuations du dollar américain. En devises constantes, les secteurs cibles où nous avons enregistré les croissances les plus fortes sont les télécommunications et les services publics (13 %), le secteur de distribution et détail (8 %) et les services financiers (3 %).

Durant l'exercice 2007, les produits avaient progressé, en devises constantes, de 7,4 % par rapport à l'exercice 2006 mais la variation totale des produits s'était établie à 7,1 % en raison d'un fléchissement de 0,3 % dû à la variation des taux de change des devises étrangères. La hausse découlait d'une croissance robuste dans tous les secteurs géographiques et secteurs cibles. Durant l'exercice 2006, notre chiffre d'affaires avait subi l'impact de la diminution du volume de travail émanant de BCE, du retrait et de l'achèvement de certains contrats particuliers qui ne respectaient pas nos cibles de rentabilité ainsi que du recul du dollar américain.

CANADA

Les produits émanant de notre secteur d'exploitation canadien ont totalisé 2 335,6 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, soit une hausse de 84,3 millions \$ ou 3,7 % par rapport à l'exercice 2007. En devises constantes, les produits se sont accrus de 4,0 % ou 89,5 millions \$, comparativement à l'exercice précédent. La croissance résulte surtout de la hausse des produits émanant de nos services d'intégration de systèmes et de nos services-conseils, principalement dans les secteurs cibles de télécommunications et services publics, de distribution et détail et de services financiers, légèrement compensée par la réalisation de certains contrats d'impartition isolés.

Durant l'exercice 2007, notre secteur d'exploitation canadien a réalisé des produits de 2 251,3 millions \$, en hausse de 146,7 millions \$ ou 7,0 % comparativement à l'exercice 2006. L'intensification des activités réalisées pour des clients établis de tous nos secteurs cibles explique la majeure partie de cette forte croissance.

ÉTATS-UNIS ET INDE

Durant l'exercice 2008, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde ont augmenté de 7,3 % ou 80,9 millions \$ en devises constantes, par rapport à l'exercice antérieur. La variation des taux de change des devises étrangères a toutefois eu une incidence négative de 109,9 millions \$ ou 9,9 %, ce qui s'est traduit par une diminution globale de 2,6 % pour ce secteur d'exploitation. Le secteur cible des gouvernements et des services de santé a été le principal moteur de la croissance réalisée en devises constantes.

Durant l'exercice 2007, les produits enregistrés par notre secteur d'exploitation États-Unis et Inde ont totalisé 1 115,4 millions \$, en hausse de 50,7 millions \$ ou 4,8 % comparativement à l'exercice 2006, y compris l'incidence défavorable de 25,7 millions \$ provenant de la variation des taux de change des devises étrangères. Les nouvelles activités que des clients établis des secteurs cibles des gouvernements et des services financiers nous ont confiées ont été les principales sources de croissance.

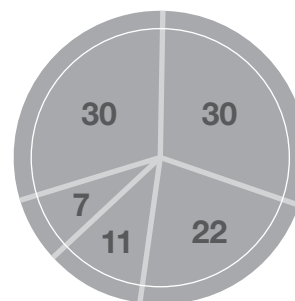
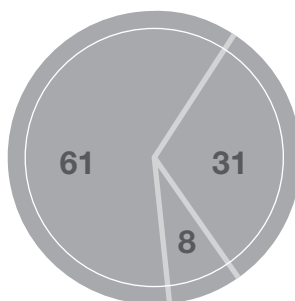
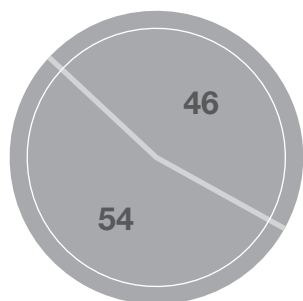
EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Notre secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique a constaté des produits de 283,8 millions \$ durant l'exercice 2008, ce qui correspond à une hausse de 16,6 millions \$ ou 6,2 % par rapport à l'exercice 2007. En devises constantes, ce groupe a réalisé une croissance de 19,9 millions \$ ou 7,4 %, la variation des taux de change des devises étrangères ayant eu une incidence négative de 3,3 millions \$ ou 1,2 %. La croissance nette résulte surtout de la hausse des travaux d'intégration de systèmes et de services-conseils effectués pour nos clients du secteur des télécommunications de l'Europe centrale. Nous avons aussi bénéficié des produits supplémentaires associés au nouveau contrat d'impartition conclu avec Daimler Financial Services dans le secteur cible des services financiers.

Durant l'exercice 2007, les produits provenant de notre secteur Europe et Asie-Pacifique se sont élevés à 267,2 millions \$, une progression de 43,2 millions \$ ou 19,3 % comparativement à l'exercice 2006. Cette croissance résulte principalement de l'intensification des travaux exécutés pour nos clients établis du secteur cible des télécommunications. De plus, la variation des taux de change des devises étrangères a eu une incidence favorable d'environ 14,2 millions \$.

Répartition des produits

Les graphiques suivants fournissent des renseignements additionnels sur la répartition de nos produits.



Types de contrats

Gestion de fonctions informatiques et d'affaires (impartition)	54 %
Services en TI	41 %
Gestion des processus d'affaires	13 %
Intégration de systèmes et services-conseils	46 %

Marchés géographiques*

Canada	61 %
États-Unis	31 %
Europe et Asie-Pacifique	8 %

Secteurs cibles

Gouvernements et services de santé	30 %
Services financiers	30 %
Télécommunications et services publics	22 %
Distribution et détail	11 %
Secteur manufacturier	7 %

* Selon l'endroit où nos clients sont établis.

Concentration de la clientèle

Notre principal client, BCE et ses filiales, a fourni 12,2 % de nos produits durant l'exercice 2008, comparativement à 11,8 % pour l'exercice 2007 et à 12,1 % pour l'exercice 2006.

CHARGES D'EXPLOITATION

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	En pourcentage des produits de l'exercice 2008	En pourcentage des produits de l'exercice 2007	En pourcentage des produits de l'exercice 2006
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 111 965	3 053 739	2 919 007	84,0 %	84,0 %	86,0 %
Charges d'amortissement						
Immobilisations	43 455	32 396	33 983	1,2 %	0,9 %	1,0 %
Coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	18 457	19 476	14 914	0,5 %	0,5 %	0,4 %
Actifs incorporels à durée de vie limitée	102 032	123 157	119 484	2,8 %	3,4 %	3,5 %
Charges d'amortissement totales	163 944	175 029	168 381	4,4 %	4,8 %	5,0 %

Coûts des services et frais de vente et d'administration

Nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont représenté 84,0 % des produits totaux pour l'exercice 2008, tout comme un an plus tôt. Notre marge bénéficiaire brute de même que nos ratios des frais de vente et des frais d'administration sont demeurés stables d'un exercice à l'autre. Durant l'exercice 2008, les retombées positives de 103,3 millions \$ de la variation des taux de change sur nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont annulé en grande partie la diminution des produits attribuable au même facteur, décrite dans la section précédente. Nous demeurons à l'affût des possibilités de hausser nos marges d'exploitation et d'optimiser notre structure de coûts.

En pourcentage des produits totaux, nos coûts des services et frais de vente et d'administration ont diminué entre l'exercice 2007 et l'exercice 2006, passant de 86,0 % à 84,0 %. Cette amélioration résulte d'une hausse de la marge bénéficiaire brute attribuable à des gains de productivité et à une baisse des frais de vente et d'administration. Au deuxième trimestre de l'exercice 2006, la réduction soudaine du volume d'activités émanant de BCE a eu des répercussions néfastes sur notre structure de coûts, ce qui a amené la Société à entreprendre son programme de renforcement de la situation concurrentielle. Nous avons atteint les objectifs visés par ce programme, ce qui a permis à la Société d'améliorer ses marges en rehaussant son taux d'utilisation et en diminuant ses frais généraux.

Charges d'amortissement

Par rapport à l'exercice 2007, la hausse des charges d'amortissement des immobilisations est surtout liée aux équipements informatiques acquis au cours de la dernière année afin de soutenir la croissance de nos produits et d'améliorer l'infrastructure de nos centres de traitement des données. De plus, nous achetons à présent certains types d'équipements que nous finacions auparavant au moyen de contrats de location-exploitation. La baisse des charges d'amortissement liées aux améliorations locatives a amoindri l'effet de cette mesure.

La baisse des charges d'amortissement des coûts liés à des contrats, par rapport à l'exercice 2007, résulte principalement de l'amortissement accéléré comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2007 dans le contexte de la réorganisation d'un client ; l'effet de ce facteur a toutefois été amoindri par l'intensification et l'amortissement sur une année complète des activités de transition associées à l'intégration de nouveaux clients ainsi qu'à la mise en place de nouveaux contrats démarrés au cours de la dernière année.

La diminution des charges d'amortissement constatée au poste des actifs incorporels à durée de vie limitée, comparativement à l'exercice précédent, est attribuable principalement aux charges d'amortissement comptabilisées durant l'exercice 2007 en lien avec une solution d'affaires destinée à nos clients du secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien, au fait que certains droits d'utilisation de logiciels et d'autres actifs incorporels, par exemple des marques de commerce et des relations avec des clients, ont été entièrement amortis, ainsi qu'à la prolongation de la vie utile d'une solution d'affaires destinée au secteur du courtage. Les charges d'amortissement liées à nos investissements dans des solutions d'affaires mises au point surtout pour les gouvernements et pour répondre à nos besoins internes ont atténué l'effet de ces facteurs.

La variation des taux de change, surtout par rapport au dollar américain, a diminué de 5,7 millions \$ les charges d'amortissement comptabilisées durant l'exercice.

La hausse des charges d'amortissement des coûts liés à des contrats observée durant l'exercice 2007, comparativement à l'exercice 2006, résulte principalement de l'amortissement accéléré comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2007 à la suite de la réorganisation d'un client.

La hausse des charges d'amortissement constatées pour l'exercice 2007 au poste des actifs incorporels à durée de vie limitée, par rapport à l'exercice 2006, est due surtout aux charges d'amortissement associées à une solution d'affaires destinée à nos clients du secteur pétrolier et gazier de l'Ouest canadien, déjà mentionnée. Cette hausse a été amoindrie par la diminution des charges d'amortissement de certains droits d'utilisation de logiciels internes et d'autres actifs incorporels dont l'amortissement s'est achevé au cours de l'exercice.

BAII AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Exercices terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)

	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Canada	332 295	321 390	243 352	3,4 %	32,1 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	14,2 %	14,3 %	11,6 %		
États-Unis et Inde	129 401	123 512	112 436	4,8 %	9,9 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	11,9 %	11,1 %	10,6 %		
Europe et Asie-Pacifique	24 692	23 152	29 121	6,7 %	-20,5 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	8,7 %	8,7 %	13,0 %		
Siège social	(56 434)	(62 877)	(78 915)	-10,2 %	-20,3 %
En pourcentage des produits	-1,5 %	-1,7 %	-2,3 %		
BAII ajusté	429 954	405 177	305 994	6,1 %	32,4 %
Marge du BAII ajusté	11,6 %	11,1 %	9,0 %		

CANADA

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation canadien s'est établi à 332,3 millions \$, soit une hausse de 10,9 millions \$ ou 3,4 % par rapport à l'exercice antérieur. Il a représenté 14,2 % des produits attribuables à ce secteur, un léger recul par rapport à 14,3 % pour l'exercice 2007. À l'exclusion des indemnités de départ relativement élevées comptabilisées au dernier trimestre de l'exercice 2008, la marge du BAII ajusté du secteur canadien se serait quelque peu améliorée par rapport à l'exercice précédent.

Le BAII ajusté s'était élevé à 321,4 millions \$ pour l'exercice 2007, soit un progrès de 78,0 millions \$ ou 32,1 % par rapport à l'exercice 2006. Il représentait 14,3 % des produits provenant de ce secteur, une amélioration par rapport à 11,6 % un an plus tôt. Les retombées positives de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle expliquent la plus grande partie de cet écart favorable.

ÉTATS-UNIS ET INDE

En hausse de 5,9 millions \$ ou 4,8 % par rapport à l'exercice 2007, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation États-Unis et Inde a atteint 129,4 millions \$ pour l'exercice 2008. Le BAII ajusté a ainsi représenté 11,9 % des produits émanant de ce secteur, une avance par rapport à 11,1 % un an plus tôt. Cette hausse résulte principalement de la marge bénéficiaire plus élevée des nouveaux produits touchés au cours de l'exercice, déjà mentionnée, partiellement compensée par les moments auxquels des contrats particuliers ont été démarrés et achevés dans les secteurs cibles des services financiers, des gouvernements et des services de santé; et, dans une moindre mesure, l'effet défavorable des variations des taux de change.

Durant l'exercice 2007, le BAII ajusté avait totalisé 123,5 millions \$, une progression de 11,1 millions \$ ou 9,9 % comparativement à l'exercice 2006. La marge du BAII ajusté s'est établie à 11,1 % des produits, en hausse par rapport à 10,6 % pour l'exercice antérieur. La croissance est surtout attribuable à l'amélioration des marges des contrats en cours dans les secteurs cibles des services financiers, des gouvernements et des services de santé.

EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Ayant progressé de 1,5 million \$ ou 6,7 % par rapport à l'exercice 2007, le BAII ajusté de notre secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique s'est chiffré à 24,7 millions \$ pour l'exercice 2008. En pourcentage des produits, la marge du BAII ajusté est demeurée inchangée à 8,7 %. Cette hausse résulte principalement de la marge bénéficiaire plus élevée des nouveaux contrats, décrite dans la section portant sur les produits.

Durant l'exercice 2007, comparativement à l'exercice 2006, le BAII ajusté avait diminué de 6,0 millions \$ pour s'établir à 23,2 millions \$. La marge du BAII ajusté avait aussi régressé, passant de 13,0 % pour l'exercice 2006 à 8,7 % pour l'exercice 2007. Ce recul résultait de l'effet qu'avait eu sur la marge réalisée durant l'exercice 2006 la vente ponctuelle de droits d'utilisation d'un logiciel à un client du secteur des services financiers.

Siège social

Durant l'exercice 2008, nous sommes demeurés à l'affût des possibilités d'optimiser notre structure de coûts afin d'améliorer notre BAII. Ainsi, les dépenses du siège social ont représenté 1,5 % des produits, en baisse par rapport à 1,7 % un an plus tôt.

Les charges du siège social avaient aussi diminué l'année précédente, passant de 2,3 % pour l'exercice 2006 à 1,7 % pour l'exercice 2007. Ce progrès fait suite surtout au programme de renforcement de la situation concurrentielle annoncé en 2006, qui visait à comprimer notre structure globale de coûts.

Conformément à notre modèle d'entreprise décentralisé, fortement axé sur la responsabilisation, nous continuons à évaluer les services dispensés par le siège social et s'il y a lieu, nous procéderons à leur rationalisation ainsi qu'à leur intégration aux secteurs d'exploitation.

BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES AVANT IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PARTICIPATION SANS CONTRÔLE

Le tableau ci-dessous fournit, pour les périodes indiquées, un rapprochement entre notre BAII ajusté et le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle, qui est présenté conformément aux PCGR du Canada.

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars sauf les pourcentages)	2008	2007	2006	En pourcentage des produits de l'exercice 2008	En pourcentage des produits de l'exercice 2007	En pourcentage des produits de l'exercice 2006
BAII ajusté	429 954	405 177	305 994	11,6 %	11,1 %	9,0 %
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	23 010	67 266	0,0 %	0,6 %	2,0 %
Intérêts sur la dette à long terme	27 284	41 818	43 291	0,7 %	1,2 %	1,3 %
Autres revenus	(5 570)	(9 336)	(7 588)	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
Charges d'intérêts et autres charges	3 341	283	491	0,1 %	0,0 %	0,0 %
Gain sur la vente d'actifs	—	(700)	(10 475)	0,0 %	0,0 %	-0,3 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle	404 899	350 102	213 009	10,9 %	9,6 %	6,3 %

Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2007, nous avons achevé avec succès le déploiement de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle. Pour obtenir des renseignements généraux sur ce programme, veuillez consulter la page 8 de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation.

Intérêts sur la dette à long terme

Les intérêts débiteurs des trois derniers exercices comprennent principalement les intérêts versés sur l'emprunt utilisé pour financer le rachat, en janvier 2006, de 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE. La diminution des charges d'intérêts constatées pour l'exercice 2008, par rapport à l'exercice précédent, est la conséquence directe des remboursements effectués depuis ce temps et de la baisse des charges d'intérêts ayant fait suite à la modification de la facilité de crédit durant le quatrième trimestre de l'exercice 2007. Veuillez vous reporter à la note 10 des états financiers consolidés pour obtenir des renseignements supplémentaires sur l'encours de la dette de CGI.

Autres revenus

Les autres revenus comprennent les intérêts et les autres revenus de placement touchés sur les soldes excédentaires de trésorerie durant l'exercice, déduction faite des intérêts débiteurs. Ils comprennent aussi la plus-value de certains placements que nous gérons à titre de fiduciaire pour certains de nos employés américains. Cette plus-value a été annulée entièrement par une baisse correspondante des coûts de rémunération inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et n'a par conséquent aucun effet sur notre bénéfice avant impôt. La baisse de 3,8 millions \$, par rapport à l'exercice précédent, est surtout liée au fait que la fiducie s'est appréciée de 1,7 million \$ durant l'exercice 2007, alors que sa valeur a fléchi durant l'exercice 2008. En outre, des intérêts de 1,3 million \$ ont été touchés sur les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement reçus durant l'exercice 2007. Des modifications aux méthodes de consolidation des liquidités nous ont permis de mieux utiliser nos fonds pour atteindre des objectifs généraux de l'entreprise, y compris la réduction de la dette.

Charges d'intérêts et autres charges

Les charges d'intérêts et autres charges comprennent la variation défavorable de la valeur de la fiducie que nous détenons pour certains employés américains, décrite ci-dessus. Ce poste inclut également les intérêts versés pour la gestion de nos soldes de trésorerie au cours de l'exercice. L'écart négatif enregistré, par rapport à l'exercice 2007, résulte surtout de la fluctuation de la valeur de la fiducie, expliquée précédemment.

Gain sur la vente d'actifs

Durant l'exercice 2006, nous avons constaté un gain de 10,5 millions \$ sur la vente de nos actifs de commutation électronique.

Impôts sur les bénéfices

En baisse de 9,1 millions \$ par rapport aux impôts de 115,2 millions \$ comptabilisés pour l'exercice précédent, les impôts sur les bénéfices ont totalisé 106,1 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008. Notre taux d'imposition a également fléchi, passant de 32,9 % pour l'exercice 2007 à 26,2 % pour l'exercice 2008, en raison surtout de deux facteurs non récurrents : l'incidence de 6,3 millions \$ de la réévaluation de nos passifs et actifs d'impôts futurs, dans le contexte des nouveaux taux d'imposition promulgués au Canada ; et la contrepassation nette de provisions de 20,3 millions \$ pour les impôts sur les bénéfices des exercices antérieurs, résultant surtout de l'établissement définitif des charges d'impôts des exercices antérieurs à la suite de la conclusion d'une entente finale avec les autorités fiscales. Si ces éléments n'avaient pas été pris en compte, notre taux d'imposition se serait établi à 32,8 %. Nous prévoyons toujours que le taux d'imposition se situera entre 32 % et 34 % au cours des années à venir.

Durant l'exercice 2007, par rapport à l'exercice précédent, les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 46,0 millions \$ en raison d'une hausse des bénéfices découlant surtout de la baisse des coûts de restructuration. Le taux d'imposition de 32,9 % enregistré pour l'exercice 2007 se compare à celui de l'exercice 2006.

Participation sans contrôle

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2007, nous avons commencé à utiliser la méthode de la consolidation pour comptabiliser notre participation dans CIA. Jusque-là, cette entité pouvait être traitée comme une coentreprise et ses résultats étaient présentés dans les états financiers selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Notre participation dans CIA totalise présentement 64,7 %, tout comme à la fin de l'exercice 2007.

BÉNÉFICE NET

Le tableau ci-dessous comprend un rapprochement entre le bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques et le bénéfice net présenté conformément aux PCGR du Canada.

Exercices terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages,
les actions et les montants par action)

	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	297 898	249 338	188 504	19,5 %	32,3 %
Marge	8,0 %	6,9 %	5,6 %		
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	23 010	67 266	-100,0 %	-65,8 %
Incidence fiscale des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	—	(8 331)	(22 532)	-100,0 %	-63,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies	297 898	234 659	143 770	26,9 %	63,2 %
Marge	8,0 %	6,5 %	4,2 %		
(Perte) Bénéfice tiré(e) des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(5 134)	1 743	2 763	-394,5 %	-36,9 %
Bénéfice net	292 764	236 402	146 533	23,8 %	61,3 %
Marge	7,9 %	6,5 %	4,3 %		
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — de base	317 604 899	329 016 756	362 783 618	-3,5 %	-9,3 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — dilué	322 804 287	333 876 564	364 706 656	-3,3 %	-8,5 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,94	0,76	0,52	24,0 %	45,8 %
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (en dollars)	0,92	0,75	0,52	23,6 %	44,5 %
(Perte) Bénéfice de base par action tiré(e) des activités abandonnées (en dollars)	(0,02)	0,01	0,01	0,0 %	-30,4 %
(Perte) Bénéfice dilué(e) par action tiré(e) des activités abandonnées (en dollars)	(0,02)	0,01	0,01	0,0 %	-31,1 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,92	0,72	0,40	28,3 %	77,9 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,90	0,71	0,40	27,1 %	76,2 %

Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, la hausse de 63,2 millions \$ ou 26,9 % du bénéfice tiré des activités poursuivies est surtout attribuable à quatre facteurs : 1) notre programme de renforcement de la situation concurrentielle, maintenant achevé, qui avait occasionné des charges nettes de 14,7 millions \$ durant le premier trimestre de l'exercice 2007 ; 2) l'amélioration marquée de la rentabilité de l'exploitation ; 3) la baisse des charges d'intérêts et 4) l'incidence favorable des ajustements fiscaux totalisant 26,6 millions \$ pour l'exercice 2008.

La comparaison des exercices 2007 et 2006 indique une hausse de 90,9 millions \$ ou 63,2 % du bénéfice tiré des activités poursuivies, d'un exercice à l'autre. Cette amélioration résulte surtout de la rentabilité plus élevée de l'exploitation constatée durant l'exercice 2007 à la suite de l'achèvement du programme de renforcement de la situation concurrentielle, les frais de restructuration ayant diminué de 30,1 millions \$ par rapport à l'exercice 2006.

La perte nette tirée des activités abandonnées, durant l'exercice 2008, découle surtout de la perte de valeur de 4,1 millions \$ de l'écart d'acquisition comptabilisée en marge de la vente des actifs nets de l'unité de gestion des services de réclamations et de gestion du risque, expliquée précédemment.

Durant l'exercice 2008, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué a diminué, par rapport aux deux exercices antérieurs, en raison du rachat d'actions sur le marché libre dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et du rachat, au deuxième trimestre de l'exercice 2006, de 100 millions d'actions subalternes classe A de CGI alors détenues par BCE. L'émission d'actions classe A, dans le contexte de la levée d'options sur actions, a légèrement atténué l'effet de ces rachats.

Liquidités

CGI finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette à long terme et l'émission d'actions. L'un de nos principaux objectifs financiers est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement nos actifs, nos passifs et nos flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2008, les espèces et quasi-espèces totalisaient 50,1 millions \$, comparativement 88,9 millions \$ à la même date un an plus tôt. Le tableau qui suit présente les points saillants des trois derniers exercices.

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars)	2008	2007	2006	Variation 2008/2007	Variation 2007/2006
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	355 910	544 615	302 704	(188 705)	241 911
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(89 908)	(154 338)	(139 234)	64 430	(15 104)
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(304 077)	(416 793)	(294 080)	112 716	(122 713)
Effet des variations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	398	(3 962)	(352)	4 360	(3 610)
Diminution nette des espèces et quasi-espèces tirées des activités poursuivies	(37 677)	(30 478)	(130 962)	(7 199)	100 484

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION POURSUIVIES

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies ont totalisé 355,9 millions \$ ou 9,6 % des produits pour l'exercice 2008 alors qu'ils s'établissaient à 544,6 millions \$ ou 15,0 % des produits un an plus tôt. Ce recul est dû aux facteurs suivants : 1) les entrées de fonds avaient été anormalement élevées au premier trimestre de l'exercice 2007, incluant un montant de 51,1 millions \$ qui aurait d'ordinaire été comptabilisé pour l'exercice 2006, la fin de l'exercice ayant eu lieu durant une fin de semaine; 2) un paiement final d'impôts de 37,6 millions \$ associé à l'exercice 2007, acquitté durant le premier trimestre de l'exercice 2008 (la rentabilité ayant été plus faible durant l'exercice 2006, en raison de la restructuration effectuée, les acomptes exigibles durant l'exercice 2007 ont été moins élevés et le règlement final à effectuer au début de l'exercice suivant a été plus considérable qu'à l'habitude); 3) une hausse de 37,6 millions \$ des acomptes d'impôts à payer durant l'exercice 2008, calculés en fonction du rendement réalisé un an plus tôt, alors que les acomptes exigibles durant l'exercice 2007 se fondaient sur les bénéfices moindres de l'exercice 2006; 4) la hausse de huit jours du délai moyen de recouvrement des créances, correspondant à environ 80,0 millions \$, due aux dates de facturation de nos clients, à la suite du franchissement de jalons importants, ainsi qu'aux dates auxquelles de grands clients de nos services d'impartition ont effectué des paiements anticipés.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT POURSUIVIES

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 89,9 millions \$ durant l'exercice 2008, ce qui représente une baisse de 64,4 millions \$ par rapport à la somme de 154,3 millions \$ investie au cours de l'exercice antérieur. Les investissements ont surtout servi aux immobilisations, au développement de solutions d'affaires, à l'achat de droits d'utilisation de logiciels et aux coûts liés à des contrats.

Au cours de l'exercice 2008, nous avons reçu une somme de 29,2 millions \$ à titre de produit net de la vente de notre unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque, conclue en août 2008. Durant l'exercice 2007, nous avons investi 17,3 millions \$ au chapitre de l'acquisition d'entreprises, la majeure partie de cette somme ayant servi à la première tranche du paiement de Codesic Consulting en mai 2007. Aucun investissement comparable n'a été effectué durant l'exercice 2008.

La somme de 61,0 millions \$ affectée aux immobilisations représentait une hausse de 10,0 millions \$ par rapport à l'exercice 2007; cet écart est dû surtout au fait que nous avons acheté certains équipements que nous aurions auparavant financés au moyen de contrats de location-exploitation, l'effet combiné des impôts sur les bénéfices et des taux d'intérêt ayant rendu cette formule moins attrayante. Au cours de l'exercice, nous avons investi environ 38,0 millions \$, la plus grande partie de cette somme ayant été consacrée à l'achat d'actifs pour soutenir notre croissance et mettre à niveau l'infrastructure de nos centres de traitement des données. Nous avons aussi investi 20,0 millions \$ dans les améliorations locatives, le mobilier et les agencements, principalement pour nos bureaux américains.

La somme de 13,1 millions \$ affectée aux coûts liés à des contrats durant l'exercice 2008, qui englobe principalement les coûts de transition relatifs aux nouveaux contrats d'impartition, représente une baisse de 11,1 millions \$ par rapport aux montants investis un an plus tôt. Cet écart est attribuable aux moments auxquels les projets de transition ont été entrepris, soit avant ou après le début de l'exercice financier.

En raison notamment d'une diminution de 12,0 millions \$ des montants affectés à nos solutions d'affaires, les investissements dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et les autres actifs à long terme se sont situés à 48,0 millions \$, soit une baisse de 18,3 millions \$ par rapport à l'exercice 2007. En plus de nous assurer de la suffisance des investissements, nous réduisons sans cesse notre taux de dépenses en faisant davantage appel à nos centres d'excellence moins coûteux, en Inde et ailleurs. Tout comme un an plus tôt, 10,8 millions \$ ont été investis dans les droits d'utilisation de logiciels afin de soutenir nos contrats d'impartition.

Les frais de recherche, qui sont intégrés aux coûts des services et frais de vente et d'administration, se sont chiffrés à 28,8 millions \$ durant l'exercice 2008, comparativement à 35,7 millions \$ pour l'exercice 2007. Nous explorons des possibilités d'application des nouvelles technologies, ou nous imaginons et créons, sur le plan conceptuel, des prototypes ou des processus novateurs susceptibles de mener à des solutions utiles pour les clients établis ou nouveaux. Les frais de recherche et de développement bruts combinés, capitalisés ou passés en charges, ont totalisé 54,8 millions \$ durant l'exercice, comparativement à 73,8 millions \$ un an plus tôt.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT POURSUIVIES

Durant l'exercice 2008, 304,1 millions \$ ont été affectés aux activités de financement poursuivies. Ce montant comprend une somme nette de 106,2 millions \$ remboursée sur nos facilités de crédit, qui a fait baisser notre ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme à 13,9 % pour l'exercice 2008, alors qu'il s'établissait à 16,8 % un an plus tôt. Nous avons aussi consacré 216,2 millions \$ au rachat d'actions de CGI, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et tiré 32,4 millions \$ des actions émises dans le cadre de la levée d'options d'achat d'actions.

Durant l'exercice 2007, 416,8 millions \$ ont été consacrés aux activités de financement poursuivies. Cette somme tient compte d'un remboursement de 353,6 millions \$ sur nos facilités de crédit et d'un montant 128,5 millions \$ affecté au rachat d'actions de CGI, en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités antérieure et de celle qui est maintenant en vigueur. L'émission d'actions faisant suite à la levée d'options d'achat d'actions a dégagé un produit de 42,7 millions \$.

Obligations contractuelles

Type d'engagements (en milliers de dollars)	Total	Paiements dus par période				
		Année en cours	Deuxième et troisième années	Quatrième et cinquième années	Sixième à dixième années	Années subséquentes
Dette à long terme	369 578	93 819	97 369	157 468	20 922	—
Contrats de location-acquisition	21 513	7 098	11 401	3 014	—	—
Contrats de location-exploitation						
Location d'espaces de bureaux ¹	831 575	115 858	199 856	137 815	241 576	136 470
Matériel informatique	49 392	35 688	13 256	381	67	—
Automobiles	10 975	4 050	4 622	2 130	173	—
Ententes de service à long terme	205 382	73 462	109 150	19 600	3 170	—
Obligations contractuelles totales	1 488 415	329 975	435 654	320 408	265 908	136 470

¹ Ces engagements tiennent compte de baux visant la location d'espaces de bureaux d'une valeur de 22,2 millions \$ provenant de sociétés acquises antérieurement.

Nous assumons des obligations contractuelles totalisant 1 488,4 millions \$, assorties de dates d'échéance variées. Ces obligations sont principalement liées à la location de bureaux, au matériel informatique utilisé pour exécuter les contrats d'impartition et aux ententes de service à long terme. Durant l'exercice 2008, les obligations contractuelles ont globalement diminué de 178,1 millions \$, en raison surtout du remboursement d'une portion de la dette à long terme et des loyers payés dans le cours normal de nos activités.

En outre, à la suite de la modification de l'entente avec les actionnaires de CIA effectuée durant le troisième trimestre de l'exercice 2007, CGI s'est engagée à acheter les actions résiduelles de CIA, soit 39,3 % des actions, avant le 1er octobre 2011. Au 30 septembre 2008, 35,3 % des actions de CIA n'avaient pas encore été acquises. Le prix d'achat des actions résiduelles sera calculé selon une formule définie dans l'entente des actionnaires.

Ressources en capital

(en milliers de dollars)	Engagement total	Montants disponibles au 30 septembre 2008	Montants prélevés au 30 septembre 2008
	\$	\$	\$
Espèces et quasi-espèces	—	50 134	—
Facilités de crédit renouvelables non garanties ¹	1 500 000	1 325 665	174 335 ²
Marges de crédit et autres facilités ¹	25 000	25 000	—
Total	1 525 000	1 400 799	174 335²

1 À l'exclusion de toute facilité de crédit qui pourrait être détenue par des entités dont CGI n'est pas l'actionnaire majoritaire.

2 Se compose de la tranche utilisée des facilités de crédit (158,0 millions \$) et de lettres de crédit (16,3 millions \$).

Notre situation de trésorerie et nos marges de crédit bancaires suffisent au financement de notre stratégie de développement. Au 30 septembre 2008, les espèces et quasi-espèces se chiffraient à 50,1 millions \$ et les facilités de crédit disponibles totalisaient 1 350,7 millions \$. Le montant disponible en vertu de la facilité de crédit était de 1 325,7 millions \$ et la Société avait accès à une autre somme de 25,0 millions \$ en vertu d'une autre marge de crédit remboursable à vue. La facilité est aussi assortie d'une disposition accordéon prévoyant qu'à n'importe quel moment au cours de la période de renouvellement, nous pouvons demander qu'elle soit augmentée de 250 millions \$. Cette augmentation est uniquement soumise à l'obtention d'un engagement supplémentaire de la part du consortium bancaire ou d'autres participants. Les ententes de crédit à long terme sont assorties de clauses restrictives nous obligeant à maintenir certains ratios financiers. Au 30 septembre 2008, CGI respectait les ratios financiers prescrits en vertu de ses ententes de crédit à long terme. Les quasi-espèces comprennent généralement des effets de commerce, des billets, des fonds du marché monétaire et des dépôts à terme, ainsi que des acceptations bancaires et des billets de dépôt au porteur émis par des grandes banques.

La Société a également accès à une facilité de crédit renouvelable partagée avec Innovaposte, une coentreprise, pour un montant total de 5,0 millions \$ et portant intérêt au taux préférentiel du Canada. Au 30 septembre 2008, aucun montant n'avait été retiré de cette facilité.

La dette à long terme totale a diminué de 82,1 millions \$ au cours du trimestre pour s'établir à 391,1 millions \$ au 30 septembre 2008, comparativement à 473,2 millions \$ au 30 septembre 2007. La variation est surtout attribuable au remboursement net d'une tranche de 106,2 millions \$ de nos facilités de crédit et aux fluctuations des taux de change des devises étrangères par rapport au dollar canadien.

À compter du 21 décembre 2007, la Société a retiré la désignation des notes principales non garanties en devises américaines de 192 millions \$US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes à l'étranger et est devenue partie à des contrats à terme visant à bloquer à 194,2 millions \$ le capital à rembourser en vertu des notes principales non garanties en devises américaines.

Indicateurs de la situation de trésorerie et des ressources en capital

	Au 30 septembre 2008	Au 30 septembre 2007	Au 30 septembre 2006
Ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme	13,9 %	16,8 %	27,2 %
Délai moyen de recouvrement des créances (en jours)	50	42	50
Rendement du capital investi ¹	13,9 %	11,7 %	8,4 %

1 Le taux de rendement du capital investi représente le BAI ajusté après impôts et frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, divisé par la moyenne des quatre derniers trimestres du capital investi. Le capital investi est défini comme étant la somme de l'avoir des actionnaires et de la dette à long-terme (incluant la portion à court-terme), déduction faite de la valeur marchande des contrats à terme et d'espèces et quasi-espèces.

Grâce à nos efforts de réduction de la dette tout au long de l'exercice 2008, le ratio de la dette nette par rapport aux capitaux propres et à la dette à long terme s'est établi à 13,9 % au 30 septembre 2008, en baisse par rapport à 16,8 % à la même date un an plus tôt.

Le délai moyen de recouvrement des créances s'est situé à 50 jours, soit une hausse de huit jours par rapport à l'exercice antérieur, en conséquence surtout des moments auxquels nous avons facturé nos clients à la suite du franchissement de jalons importants, ainsi que des moments auxquels de grands clients ont effectué des paiements anticipés. On calcule le délai moyen de recouvrement des créances en soustrayant les produits reportés et les crédits d'impôt à recevoir de la somme des débiteurs et des travaux en cours. Les paiements reçus à l'avance en contrepartie de travaux exécutés ultérieurement peuvent fluctuer d'une période à l'autre en fonction des moments auxquels nos clients effectuent les paiements liés à nos services d'impartition.

Le taux de rendement du capital investi s'est établi à 13,9 % pour le trimestre, soit une amélioration par rapport à 11,7 % pour la période correspondante un an plus tôt. Notre croissance rentable soutenue et les retombées favorables de notre programme de rachat d'actions sont les principales causes de ce progrès.

Instruments de financement hors bilan et garanties

Nous n'utilisons pas d'instruments de financement hors bilan sauf dans le cas des contrats de location-exploitation visant les bureaux, le matériel informatique et les véhicules. Conformément aux PCGR, ni les passifs liés à ces contrats ni les actifs sous-jacents ne sont constatés au bilan car les modalités des baux ne correspondent pas aux critères qui justifieraient leur capitalisation. De temps à autre, nous concluons des ententes en vertu desquelles nous fournissons à des tiers des engagements liés à notre performance opérationnelle ou financière dans le cadre de la vente d'actifs, de garanties accordées lors de cessions d'entreprises et de contrats conclus avec le gouvernement américain.

Dans le cadre de ventes d'actifs et de cessions d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des remboursements ou des indemnités à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que plusieurs des ententes précisent une limite de responsabilité, totalisant globalement environ 67,5 millions \$, plusieurs ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible d'estimer raisonnablement les montants maximaux qu'il pourrait être nécessaire de verser en vertu de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2008, aucun montant n'a été porté aux bilans consolidés relativement à ce type d'indemnité. La Société estime que l'obligation totale qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur ses résultats consolidés.

La Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

Dans le cours normal de nos activités, il peut arriver que nous fournissions à certains clients, principalement des entités gouvernementales, des cautionnements de soumissions et d'exécution. En règle générale, nous ne serions responsables des cautionnements de soumissions que si nous refusons de réaliser les projets après que nos soumissions aient été acceptées. Nous serions également responsables des cautionnements d'exécution en cas de défaut dans l'exécution de nos engagements. Au 30 septembre 2008, nous avons engagé un montant total de 137,1 millions \$ dans ce type de cautionnements. À notre connaissance, nous nous sommes conformés aux obligations d'exécution qui nous incombaient en vertu de tous les contrats de services assortis de cautionnements de soumissions et d'exécution auxquels nous étions parties; nous estimons également que les charges totales que nous serions susceptibles d'assumer en raison de ces cautionnements, le cas échéant, n'auraient pas d'incidence importante sur nos résultats d'exploitation consolidés ni sur notre situation financière.

Au 30 septembre 2008, la Société avait aussi conclu des ententes comprenant des indemnités en faveur de tiers d'une valeur totale de 3,9 millions \$, principalement des indemnités fiscales. Par ailleurs, nous avons fourni une garantie de 5,9 millions \$ sur la valeur résiduelle d'équipement loué, comptabilisé en tant que contrat de location-exploitation, à l'échéance du contrat.

Capacité de livrer les résultats

Nous estimons que nous possédons les ressources en capital et les liquidités nécessaires pour tenir nos engagements et respecter nos obligations présentes tout en soutenant notre exploitation et en finançant nos stratégies de croissance. Nous croyons également que nous disposons des ressources non financières nécessaires pour atteindre nos objectifs de croissance continue. Ces ressources comprennent une équipe de direction solide dont le taux de roulement historique est très faible, des cadres évolués de gestion assurant l'observation continue de normes élevées de service à la clientèle et la formation continue des gestionnaires, ainsi que des systèmes internes et des processus de qualité qui nous aident à intégrer et à conserver les nouveaux membres que nous accueillons à la suite de l'obtention de grands contrats d'impartition ou d'acquisitions.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, CGI est partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %. Le tableau qui suit présente la part revenant à CGI des activités d'Innovaposte et des soldes qui en découlent, constatés aux prix du marché.

INNOVAPOSTE

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars)

	2008	2007	2006
Produits	124 461	120 010	100 994
Débiteurs	12 050	9 310	9 490
Travaux en cours	5 939	3 648	1 528
Coûts liés à des contrats	11 206	13 746	16 239
Produits reportés	2 715	1 868	509

Résultats du quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2008, CGI a mis l'accent sur la signature de nouveaux contrats et de prolongations, dans le but d'assurer la croissance du chiffre d'affaires. Ayant réalisé les gains découlant de notre programme de renforcement de la situation concurrentielle durant l'exercice 2007, nous avons aussi maintenu notre engagement à gérer nos activités de manière efficace afin d'augmenter notre rentabilité globale.

VARIATION DES PRODUITS ET PRODUITS SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Le tableau qui suit présente la croissance totale de nos produits et la croissance de nos produits selon les secteurs d'exploitation, entre l'exercice 2008 et l'exercice 2007, en isolant l'incidence de la variation des taux de change. Les produits par secteur d'exploitation pour l'exercice 2007 correspondent aux taux de change réels de cette période.

Trois mois terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)

	2008	2007	Variation
Produits	929 198	903 702	2,8 %
Variation avant effet des variations des taux de change	2,6 %	11,6 %	
Effet des variations des taux de change	0,2 %	-2,3 %	
Variation par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur	2,8 %	9,3 %	
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada avant effet des variations des taux de change	559 348	568 354	-1,6 %
Effet des variations des taux de change	497	—	0,1 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	559 845	568 354	-1,5 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde avant effet des variations des taux de change	298 200	268 589	11,0 %
Effet des variations des taux de change	(1 402)	—	-0,5 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	296 798	268 589	10,5 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique avant effet des variations des taux de change	70 059	66 759	4,9 %
Effet des variations des taux de change	2 496	—	3,7 %
Produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	72 555	66 759	8,6 %
Produits	929 198	903 702	2,8 %

Au quatrième trimestre de l'exercice 2008, les produits de la Société se sont établis à 929,2 millions \$, ce qui représente une croissance de 2,6 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en devises constantes. La variation des taux de change a eu une incidence minime de 0,2 %, les retombées positives d'un raffermissement de l'euro ayant atténué l'impact négatif des fluctuations du dollar américain et de la livre britannique. En devises constantes, les secteurs cibles où nous avons enregistré les croissances les plus fortes sont les suivants : distribution et détail (9 %), gouvernements et services de santé (7 %) et services financiers (5 %).

CANADA

Au quatrième trimestre de l'exercice 2008, le secteur d'exploitation canadien a enregistré des produits de 559,8 millions \$ représentant, en dollars constants, un recul de 1,6 % ou 9,0 millions \$ par rapport au même trimestre de l'exercice 2007. Cette baisse est due principalement au ralentissement des activités réalisées pour BCE, qui se réorganise en prévision de sa privatisation en décembre 2008, ainsi qu'à une diminution des revenus associés aux droits d'utilisation de nos solutions destinées au secteur pétrolier et gazier. Les effets de ces facteurs négatifs ont été atténués surtout par l'intensification des activités réalisées pour nos clients du secteur cible des services financiers ainsi que du secteur cible de distribution et détail.

ÉTATS-UNIS ET INDE

Durant le trimestre terminé le 30 septembre 2008, les produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde ont totalisé 296,8 millions \$, comparativement à 268,6 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. En devises constantes, cette progression représente une croissance de 11,0 % ou 29,6 millions \$. Bien que freinée par l'achèvement de certains contrats, la croissance est surtout attribuable à l'intensification des activités pour des clients nouveaux et établis du secteur cible des gouvernements et des services de santé.

EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Les produits réalisés par le secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique ont totalisé 72,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2008, comparativement à 66,8 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice 2007. En devises constantes, ceci représente une croissance de 4,9 % résultant surtout de la hausse des travaux d'intégration de systèmes et de services-conseils effectués pour nos clients du secteur cible des télécommunications de l'Europe centrale ainsi que des produits supplémentaires associés au nouveau contrat d'impartition conclu avec Daimler Financial Services dans le secteur cible des services financiers. La hausse a été amoindrie par la baisse des produits associés à un contrat que nous avons renouvelé avec un client du secteur cible des services financiers et qui témoigne de notre engagement continu à réduire les coûts de nos clients. Par rapport au même trimestre l'an dernier, l'effet positif du renforcement de l'euro et l'effet négatif de la variation de la livre britannique se sont conjugués pour créer des retombées favorables de 2,5 millions \$ ou 3,7 % au chapitre de la variation des taux de change.

BAIL AJUSTÉ SELON LES SECTEURS D'EXPLOITATION

Trois mois terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages)

	2008	2007	Variation
Canada	69 210	76 670	-9,7 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Canada	12,4 %	13,5 %	
États-Unis et Inde	41 168	31 053	32,6 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation États-Unis et Inde	13,9 %	11,6 %	
Europe et Asie-Pacifique	6 911	6 509	6,2 %
En pourcentage des produits attribuables au secteur d'exploitation Europe et Asie-Pacifique	9,5 %	9,7 %	
Siège social	(12 167)	(13 515)	-10,0 %
En pourcentage des produits	-1,3 %	-1,5 %	
BAIL ajusté	105 122	100 717	4,4 %
Marge	11,3 %	11,1 %	

CANADA

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2008, le BAIL ajusté du secteur d'exploitation canadien s'est situé à 69,2 millions \$, soit une baisse de 7,5 millions \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2007. La marge du BAIL ajusté a aussi diminué, passant de 13,5 % à 12,4 %. La baisse du BAIL ajusté découle surtout du ralentissement des travaux effectués pour BCE ainsi que de la hausse des indemnités de départ octroyées durant le trimestre (totalisant environ 4,4 millions \$) afin d'améliorer la productivité de nos centres de traitement des données.

ÉTATS-UNIS ET INDE

Durant le trimestre terminé le 30 septembre 2008, le BAIL ajusté du secteur d'exploitation États-Unis et Inde a atteint 41,2 millions \$, en hausse de 32,6 % par rapport au même trimestre un an plus tôt. En pourcentage des produits, la rentabilité de ce secteur a été de 13,9 %, alors qu'elle s'établissait à 11,6 % un an plus tôt. Cette amélioration notable résulte du déploiement de programmes d'amélioration de la productivité et de la rentabilité qui ont optimisé notre modèle mondial de prestation des services, minimisé les heures non facturables et resserré les mécanismes de gestion des marges bénéficiaires des projets.

EUROPE ET ASIE-PACIFIQUE

Le BAIL ajusté du secteur Europe et Asie-Pacifique s'est situé à 6,9 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2008, soit une hausse de 0,4 million \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La marge du BAIL ajusté a quant à elle diminué, passant de 9,7 % à 9,5 %. Cette évolution découle de la croissance des produits, décrite plus haut, dont l'effet a été amoindri par les coûts engagés durant le trimestre afin de perfectionner notre organisation européenne.

SIÈGE SOCIAL

La diminution des charges du siège social, durant le trimestre terminé le 30 septembre 2008, traduit notre engagement constant à renforcer la situation concurrentielle de la Société en maîtrisant les coûts et en investissant dans l'amélioration de nos outils et processus afin d'accroître notre efficacité.

BÉNÉFICE NET

Trois mois terminés les 30 septembre
(en milliers de dollars sauf les pourcentages, les actions et les montants par action)

	2008	2007	Variation
BAll ajusté	105 122	100 717	4,4 %
Marge	11,3 %	11,1 %	
Intérêts sur la dette à long terme	6 372	8 330	-23,5 %
Autres revenus	(997)	(3 511)	-71,6 %
Charges d'intérêts et autres charges	1 683	133	1 165,4 %
Gain sur la vente d'actifs	—	(700)	-100,0 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle	98 064	96 465	1,7 %
Impôts sur les bénéfices	22 666	31 222	-27,4 %
Taux d'imposition	23,1 %	32,4 %	
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	229	198	15,7 %
(Perte) bénéfice tiré(e) des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices	(1 675)	532	-414,8 %
Bénéfice net	73 494	65 577	12,1 %
Marge	7,9 %	7,3 %	
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — de base	309 295 434	327 727 002	-5,6 %
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — dilué	313 749 478	334 520 373	-6,2 %
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,24	0,20	20,0 %
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,23	0,20	15,0 %

Le bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices et participation sans contrôle a augmenté de 1,6 million \$ ou 1,7 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2007. Cette hausse est surtout la conséquence de l'amélioration de notre rentabilité, dont le BAll ajusté témoigne, et de la diminution des charges d'intérêt sur notre dette à long terme. Les intérêts touchés sur les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement reçus durant l'exercice précédent ont toutefois atténué l'effet de ces facteurs.

De plus, durant le quatrième trimestre de l'exercice 2008, nous avons bénéficié d'un gain fiscal non récurrent de 9,5 millions \$ lié à l'établissement définitif des charges d'impôts des exercices antérieurs à la suite de la conclusion d'une entente finale avec les autorités fiscales. Si cet élément ponctuel n'avait pas été pris en compte, les impôts exigibles auraient été de 32,2 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition de 32,8 % — comparable à notre taux normalisé de 32 % à 34 %.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2008, la Société a consacré 31,9 millions \$ au rachat de 3 177 520 actions subalternes classe A de CGI à un prix moyen de 10,03 \$.

POINTS SAILLANTS DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2008				2007			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Carnet de commandes (en millions de dollars)	11 645	11 638	11 672	11 690	11 696	11 825	11 921	12 229
Nouveaux contrats signés (en millions de dollars)	982	986	1 043	1 134	803	789	848	750
Produits								
Produits (en milliers de dollars)	929 198	950 468	930 770	895 427	903 702	914 023	932 620	883 600
Variation par rapport au même trimestre de l'exercice antérieur, avant effet des variations des taux de change	2,6 %	6,5 %	5,4 %	6,3 %	11,6 %	8,4 %	8,9 %	1,4 %
Coûts des services et frais de vente et d'administration (en milliers de dollars)	781 528	798 883	781 379	750 175	750 225	770 911	787 023	745 580
En pourcentage des produits	84,1 %	84,1 %	83,9 %	83,8 %	83,0 %	84,3 %	84,4 %	84,4 %
Rentabilité								
Marge du BAII ajusté	11,3 %	11,7 %	11,6 %	11,8 %	11,1 %	11,4 %	11,0 %	11,1 %
Bénéfice net (en milliers de dollars)	73 494	77 897	68 785	72 588	65 577	64 433	62 711	43 681
Marge bénéficiaire nette	7,9 %	8,2 %	7,4 %	8,1 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %	4,9 %
Marge bénéficiaire nette avant frais de réorganisation liée à des éléments spécifiques	7,9 %	8,2 %	7,4 %	8,1 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %	6,6 %
Bénéfice tiré des activités poursuivies (en milliers de dollars)	75 169	81 675	69 110	71 944	65 045	63 967	62 881	42 766
Marge du bénéfice tiré des activités poursuivies	8,1 %	8,6 %	7,4 %	8,0 %	7,2 %	7,0 %	6,7 %	4,8 %
Bénéfice de base par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,24	0,26	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19	0,13
Bénéfice dilué par action tiré des activités poursuivies (en dollars)	0,24	0,25	0,21	0,22	0,19	0,19	0,19	0,13
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,24	0,25	0,21	0,22	0,20	0,20	0,19	0,13
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,23	0,24	0,21	0,22	0,20	0,19	0,19	0,13
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — de base (en milliers)	309 295	315 385	321 835	323 927	327 727	328 831	329 057	330 451
Nombre moyen pondéré d'actions subalternes classe A et d'actions classe B en circulation — dilué (en milliers)	313 749	320 745	326 942	329 785	334 520	335 529	332 898	331 589

En devises constantes, les produits ont progressé durant chacun des quatre trimestres de l'exercice 2008. C'est au troisième trimestre, alors que les produits dépassaient de 6,5 % ceux du troisième trimestre de l'exercice 2007, que le taux de croissance a été le plus élevé par rapport à la même période de l'exercice antérieur.

Grâce à notre croissance interne, à l'attention que nous portons à notre structure de coûts et à la diminution continue de notre dette, notre marge du bénéfice net avant frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques s'est améliorée, passant de 6,6 % au premier trimestre de l'exercice 2007 à 7,9 % au dernier trimestre de l'exercice 2008.

Depuis le 30 septembre 2006, le nombre d'actions en circulation a diminué de manière soutenue tandis que nous poursuivions notre programme de rachat d'actions en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Durant l'exercice 2008, nous avons racheté 19 910 068 actions subalternes classe A de CGI sur le marché libre et émis 4 107 823 actions subalternes classe A dans le contexte de la levée d'options.

VARIATIONS TRIMESTRIELLES

Certains facteurs entraînent des variations trimestrielles qui ne sont pas forcément révélatrices des résultats futurs de la Société. Premièrement, les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils ont un caractère saisonnier et les résultats trimestriels de ces activités se ressentent de certains éléments comme les vacances et le nombre de jours fériés au cours d'un trimestre donné. Les variations saisonnières sont plus légères dans le cas des contrats d'impartition, y compris les contrats de gestion des processus d'affaires. Deuxièmement, le volume de travail émanant de certains clients peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction de leur cycle conjoncturel et du caractère saisonnier de leurs propres activités. Troisièmement, les économies que nous réalisons pour un client dans le cadre d'un contrat d'impartition peuvent réduire temporairement nos revenus car ces économies ne sont pas nécessairement compensées sur-le-champ par une augmentation des travaux réalisés pour ce client.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont susceptibles de fluctuer considérablement d'un trimestre à l'autre en fonction du moment auquel d'importants clients effectuent leurs paiements mensuels, des besoins de liquidités associés aux grandes acquisitions et aux contrats d'impartition majeurs, ainsi que des dates de réception des divers crédits d'impôt, de versement des primes d'intéressement attribuées aux membres et de paiement des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques.

Les mouvements des taux de change occasionnent également des écarts trimestriels qui sont susceptibles d'augmenter proportionnellement à la contribution des produits en devises étrangères au chiffre d'affaires total de la Société. Cependant, les marges de CGI sont automatiquement protégées, dans une certaine mesure, contre le risque de change, surtout à cause des charges en dollars US — liées par exemple à l'achat de droits d'utilisation, à l'entretien, aux assurances et aux intérêts — qui sont comptabilisées au Canada.

Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés vérifiés pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006 comprennent tous les ajustements que la direction de CGI juge nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée au cours de la période actuelle, y compris l'incidence du retraitement des activités abandonnées et de la modification de la sectorisation.

Modifications comptables

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel qui s'appliquent aux périodes intermédiaires débutant le 1er octobre 2007 ou après cette date :

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers — Informations à fournir* — Ce chapitre établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre et le chapitre 3863, *Instruments financiers — Présentation*, ont remplacé le chapitre 3861, *Instruments financiers — Informations à fournir*.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers — Présentation* — Ce chapitre établit les normes de présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital* — Ce chapitre établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital d'une entité et sur la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital, et sinon, les conséquences de cette dérogation.

Les informations additionnelles à fournir en conséquence de l'adoption de ces normes sont présentées dans les notes 27 et 28 des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008.

ESTIMATIONS COMPTABLES IMPORTANTES

La note 2 accompagnant les états financiers consolidés vérifiés au 30 septembre 2008 décrit les estimations comptables importantes que la Société utilise. La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs, des passifs inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le procédé de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés.

On considère qu'une estimation comptable est importante si elle repose sur des hypothèses que la direction a dû faire au moyen de renseignements très incertains au moment où l'estimation a été formulée, si plusieurs estimations différentes auraient raisonnablement pu être utilisées pour la période considérée ou encore, si on peut raisonnablement s'attendre à ce que l'estimation comptable subisse des modifications qui auraient une incidence importante sur la présentation de notre situation financière, sur l'évolution de notre situation financière ou sur nos résultats d'exploitation.

Éléments sur lesquels les estimations ont une incidence	Bilans consolidés	États consolidés des résultats			
		Produits	Coûts des services et frais de vente et d'administration	Amortissement/Radiation	Impôts sur les bénéfices
Écart d'acquisition	■			■	
Impôts sur les bénéfices	■				■
Éventualités et autres passifs	■		■		
Passifs liés aux intégrations	■		■		
Constatation des produits	■ ¹	■			
Rémunérations à base d'actions	■		■		
Crédits d'impôt à l'investissement et aide gouvernementale	■		■		
Perte de valeur d'actifs à long terme	■			■	

1 Débiteurs, travaux en cours et produits reportés

ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, au niveau de l'unité d'exploitation concernée, au moins une fois l'an et en cas d'événements ou de circonstances nouvelles risquant d'empêcher la Société de récupérer sa valeur comptable. Les tests de dépréciation nécessitent une comparaison entre la juste valeur et la valeur comptable de chaque unité d'exploitation. Les unités faisant l'objet d'un test de perte de valeur sont nos trois secteurs d'exploitation. L'estimation de la juste valeur d'une unité d'exploitation se fonde sur l'analyse des flux de trésorerie actualisés au moyen d'hypothèses importantes approuvées par la direction telles que les flux de trésorerie futurs, les prévisions relatives à la croissance, les valeurs finales, les taux d'actualisation et les données du secteur. Toute modification des estimations utilisées pourrait avoir une incidence importante sur le calcul de la juste valeur et de la charge de perte de valeur qui en résulte. Des modifications importantes des estimations ou des hypothèses servant aux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition n'auraient pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La Société établit les actifs et les passifs d'impôts futurs à court terme et à long terme conformément aux législations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur qui s'appliqueront vraisemblablement au moment où il est prévu que l'actif sera réalisé ou le passif réglé. Les lois et règles fiscales qui s'appliquent sont soumises à l'interprétation de la Société, qui évalue périodiquement la valeur finale de réalisation des impôts futurs résultant d'écarts temporaires entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes fiscales reportées. Pour déterminer s'il est plus probable qu'improbable qu'un actif d'impôts futurs se réalisera, la Société doit estimer ses revenus imposables futurs. Les montants ultimes des impôts futurs et de la charge d'impôts pourraient différer substantiellement des montants portés au bilan car ils dépendent des résultats d'exploitation futurs de la Société ainsi que de ses interprétations des lois fiscales.

ÉVENTUALITÉS ET AUTRES PASSIFS

La Société comptabilise des charges à payer pour tenir compte des coûts de restructuration et d'intégration des entreprises qu'elle a acquises et d'autres passifs dont l'estimation repose pour une grande part sur le jugement. Quand la Société établit une provision en marge d'une poursuite entamée ou éventuelle, d'obligations liées à une garantie ou d'autres passifs possibles, elle se fonde sur la possibilité d'un gain ou d'une perte dont elle demeurera incertaine jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou ne se réalisent pas. La résolution de cette incertitude peut confirmer la diminution ou la constatation d'un passif. La Société calcule les charges à payer sur la base des précédents historiques, des tendances courantes et d'autres hypothèses qui lui semblent raisonnables dans les circonstances.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent surtout de provisions associées à des baux visant des locaux que des entreprises acquises occupaient et que la Société a l'intention de quitter. La direction de la Société estime les coûts liés à la résiliation des baux à la date de l'acquisition de l'entreprise et rectifie la provision initiale dès qu'elle obtient tous les renseignements pertinents. Les taux d'actualisation et la possibilité de sous-louer les locaux à des tiers font partie des principales hypothèses utilisées pour déterminer cette provision. Pour calculer la valeur actualisée des paiements prévus, la Société a utilisé l'hypothèse que le taux d'actualisation correspondrait au taux d'intérêt applicable à ses billets non garantis. La possibilité de sous-louer les bureaux inoccupés a été évaluée sur la base de l'expérience de la direction de la Société et des connaissances de ses conseillers relativement aux régions considérées et aux caractéristiques des locaux. De plus, à la date de clôture de chaque période comptable, la Société estime les charges liées aux bureaux fermés dans le contexte de son programme de restructuration.

De plus, diverses réclamations et poursuites ont été entamées contre la Société dans le cours normal de ses activités ou héritées d'entreprises acquises. Certaines de ces procédures pourraient occasionner des coûts importants. La Société détermine s'il est pertinent de comptabiliser une perte ou de faire état de la réclamation ou de la poursuite dans ses états financiers en tenant compte, entre autres, de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits, du degré de probabilité d'une issue défavorable et de la possibilité d'estimer la perte avec une justesse raisonnable.

CONSTATATION DES PRODUITS

Nos produits sont en majeure partie constatés au moyen de critères qui ne nous obligent pas à utiliser des estimations importantes. Néanmoins, CGI fournit certains services assortis de mécanismes particuliers d'établissement des prix, par exemple des ententes structurées selon la méthode du degré d'avancement des travaux et des ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client. La méthode du degré d'avancement des travaux se fonde sur des estimations des coûts et des bénéfices tout au long de l'exécution des ententes, y compris l'estimation des ressources et des coûts nécessaires pour achever les travaux. En outre, s'il est plus probable qu'improbable que les coûts totaux liés à un contrat seront plus élevés que les produits totaux émanant de ce contrat, on comptabilise une provision équivalant à la perte et ce, dès la période durant laquelle la perte est décelée. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices résultant de ces ententes atteindront la valeur sur laquelle la constatation des produits repose.

Dans le cas de contrats visant des prestations multiples, la Société évalue également si la ventilation des produits entre les diverses catégories correspond à la juste valeur relative de chacune des catégories, telle que déterminée au moyen d'estimations internes ou de preuves objectives provenant de fournisseurs particuliers. Elle constate ensuite les produits attribuables à chaque catégorie, comme s'il s'agissait de plusieurs contrats distincts visant chacun une seule catégorie de services.

La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des ententes et les estimations sous-jacentes. En raison de la variation des volumes, des changements technologiques et d'autres facteurs impossibles à prévoir au moment de la conclusion d'un contrat, il peut exister un écart important entre les produits estimés initialement et les produits résultant réellement d'une entente.

RÉMUNÉRATIONS À BASE D'ACTIONS

CGI comptabilise son régime de rémunération à base d'actions selon les normes du chapitre 3870 du Manuel de l'ICCA. Conformément aux recommandations de ce chapitre, CGI a décidé d'utiliser le modèle d'évaluation Black-Scholes pour déterminer la valeur des options accordées dans le cadre de ses paiements à base d'actions. Ce modèle se fonde entre autres sur les variables suivantes : la volatilité prévue de l'action durant la période des octrois, le taux d'extinction attendu, la durée de vie prévue des options et le taux d'intérêt sans risque. Compte tenu des diverses hypothèses utilisées et des circonstances nouvelles qui pourraient survenir, les résultats d'exploitation réels pourraient être sensiblement différents des résultats indiqués.

CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT ET AIDE GOUVERNEMENTALE

La Société considère les crédits d'impôt remboursables sur les salaires ainsi que les crédits d'impôt sur les frais de recherche et de développement qu'elle reçoit comme des crédits d'impôt à l'investissement car ils en respectent les critères. La Société est soumise à des vérifications annuelles visant à déterminer si elle exerce des activités admissibles à des crédits d'impôt en vertu de divers programmes gouvernementaux et, le cas échéant, à quels montants elle a droit. La Société évalue périodiquement les charges admissibles aux crédits d'impôt ainsi que la conformité de ses activités aux critères des programmes gouvernementaux.

PERTE DE VALEUR D'ACTIFS À LONG TERME

La Société évalue la possibilité de recouvrer les actifs à long terme, tels que les actifs incorporels à durée de vie limitée, les coûts liés à des contrats et les immobilisations, annuellement dans le cas des solutions d'affaires, ou si des événements ou des circonstances nouvelles risquent de l'empêcher de récupérer leur valeur comptable. Dans le cas des actifs incorporels à durée de vie limitée tels que les solutions d'affaires, les droits d'utilisation de logiciels et les relations avec les clients, les estimations et hypothèses incluent le calcul de la durée appropriée de la période d'amortissement des coûts capitalisés, sur la base de la vie utile estimée de ces actifs, l'estimation des flux de trésorerie futurs attribuables à ces actifs, ainsi que l'évaluation de ces éléments par rapport aux soldes non amortis. Dans le cas des logiciels internes faisant partie des actifs incorporels à durée de vie limitée et dans le cas des immobilisations, on détermine la durée appropriée de la période d'amortissement en estimant durant quel laps de temps la Société pourra utiliser ces actifs de façon continue. Pour évaluer la possibilité de recouvrer les coûts capitalisés des logiciels, la Société doit estimer les produits futurs, les coûts ainsi que les flux de trésorerie futurs, positifs et négatifs. Pour évaluer les possibilités de recouvrement des coûts liés à des contrats, la Société calcule la valeur non actualisée des flux de trésorerie estimés du contrat sur sa durée restante et compare le résultat de cette opération à la valeur comptable du contrat. Si les estimations ou les hypothèses utilisées dans le cadre des tests de perte de valeur des actifs à long terme étaient modifiées, cela n'aurait pas d'incidence sur les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de la Société.

Modifications comptables futures

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'adopter les normes internationales d'information financière (« IFRS ») pour l'établissement des états financiers relatifs aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux normes internationales d'information financière. Nous en sommes présentement à l'étape du diagnostic, qui comprend un examen des différences entre les PCGR canadiens actuels et les normes internationales d'information financière, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. Cette étape nous permettra de déterminer les conséquences du changement. Ceci fait, nous évaluerons les impacts de l'adoption des normes internationales sur les autres volets importants de la conversion, soit les modifications à apporter à nos conventions comptables, les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle internes de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

Tout au long de l'exercice 2009, nos rapports de gestion des périodes intermédiaires feront le point sur les principaux éléments et sur les dates clés de notre plan de conversion aux normes internationales d'information financière.

En février 2008, l'ICCA a publié le chapitre 3064 de son Manuel, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, qui s'applique aux périodes intermédiaires débutant le 1er octobre 2008 ou après cette date. Remplaçant le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, ainsi que le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*, le chapitre 3064 précise les normes de constatation, de mesure et de présentation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels. Les critères de détermination et de comptabilisation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne, qui y sont stipulés sont conformes aux normes internationales d'information financière (normes IFRS) correspondantes. L'ICCA a aussi modifié le chapitre 1000 de son Manuel, *Fondements conceptuels des états financiers*, afin de l'harmoniser aux nouvelles normes du chapitre 3450. La Société a déterminé que cette norme n'aura pas une incidence importante.

L'ICCA a modifié son chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, pour y incorporer les critères permettant de déterminer et de présenter la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. Les nouvelles exigences s'appliquent aux périodes intermédiaires commençant le 1er octobre 2008 ou après cette date. L'adoption des dispositions de ce chapitre n'aura pas d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation. Les gains ou les pertes de change provenant des investissements nets dans les filiales autonomes à l'étranger sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat étendu. S'il y a lieu, les gains ou les pertes de change réalisés et non réalisés sur les instruments qui couvrent la dette libellée en dollars américains sont également comptabilisés au poste des autres éléments du résultat étendu.

Risques et incertitudes

Nous sommes confiants quant aux perspectives d'avenir à long terme de la Société. Néanmoins, il faut tenir compte des risques et incertitudes décrits ci-dessous, qui pourraient avoir une incidence sur notre capacité de réaliser notre vision stratégique et nos objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération afin d'évaluer les perspectives d'avenir de la Société à titre de placement.

RISQUES LIÉS À NOTRE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Concurrence pour l'obtention des contrats — Nous gérons toutes les dimensions de nos affaires de façon disciplinée. Nos méthodes sont presque toutes codifiées dans le cadre de la certification ISO 9001. Nos processus de gestion ont été mis au point pour nous permettre de respecter nos normes élevées en nous assurant que nos employés livrent de façon constante des biens et des services conformes aux spécifications. Ils se fondent sur les valeurs solides qui sous-tendent notre culture d'entreprise axée sur les clients. Ils contribuent au taux élevé de succès de CGI en matière d'obtention et de renouvellement des contrats. En outre, nous comprenons à fond les enjeux stratégiques propres aux cinq secteurs économiques que nous ciblons, ce qui améliore notre position concurrentielle. CGI est un chef de file du secteur des services en TI et en gestion des processus d'affaires au Canada, et nous continuons à renforcer notre position sur le marché américain en conjuguant la croissance interne et les acquisitions. Nos revenus provenant des États-Unis et des marchés internationaux ont augmenté notablement au fil des ans et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra. Cependant, la concurrence demeurant très vive sur le marché des services en TI et de l'impartition des processus d'affaires, nul ne peut garantir que nous continuerons à remporter de nouveaux contrats.

Durée du cycle de vente des grands contrats d'impartition — Les contrats d'impartition devenant de plus en plus considérables et complexes, la Société constate un allongement des cycles de vente. Alors que le cycle moyen durait auparavant de 6 à 18 mois, il dure à présent de 12 à 24 mois. L'allongement du cycle de vente pourrait nous empêcher d'atteindre nos cibles de croissance.

Disponibilité et conservation des professionnels qualifiés — Le personnel qualifié fait l'objet d'une forte demande au sein du secteur des TI. Au fil des ans, nous avons réussi à attirer et à retenir un personnel hautement compétent grâce à notre culture d'entreprise, à nos valeurs solides, à l'importance que nous accordons au développement professionnel ainsi qu'à notre programme de rémunération axé sur le rendement. De surcroît, nous avons mis en œuvre un programme complet visant le recrutement et la conservation de professionnels qualifiés et dévoués. Nous croyons que CGI est un employeur de premier choix du secteur des services en TI. Nous recrutons également des professionnels qualifiés par l'entremise des contrats d'impartition que nous remportons et des acquisitions d'entreprises. Le marché de l'emploi étant très compétitif dans le secteur des TI, il est possible que nous ne puissions pas engager et conserver les employés dont nous avons besoin, ce qui augmenterait notre dépendance envers des sous-traitants externes et pourrait avoir une incidence sur nos marges d'exploitation.

Capacité de l'entreprise de développer et d'élargir sa gamme de services pour suivre l'évolution de la demande et les tendances technologiques — Nous nous efforçons de demeurer à l'avant-garde du secteur des TI et de nous mouler ainsi à l'évolution des besoins de nos clients. Nous y parvenons en tablant sur divers moyens : une spécialisation dans cinq secteurs économiques cibles ; des alliances commerciales non exclusives avec d'importants fournisseurs de logiciels et d'équipements, ainsi que des alliances stratégiques avec des partenaires majeurs ; le développement de solutions en TI exclusives ; la formation permanente de notre personnel et des transferts continus de compétences entre bureaux et professionnels de la Société ; et les acquisitions d'entreprises qui nous procurent un savoir-faire supplémentaire ou une portée géographique accrue.

Risque d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui — Nous ne pouvons pas avoir la certitude que nos services et nos offres ne portent pas atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'autrui et il peut arriver que des poursuites alléguant une violation de ces droits soient intentées contre nous. Ces poursuites pourraient s'avérer coûteuses, nuire à notre réputation et nous empêcher de fournir certains services ou offres. Nous établissons avec nos clients des contrats de licence leur accordant le droit d'utiliser la propriété intellectuelle ; ces contrats comprennent un engagement à indemniser le titulaire de la licence contre la responsabilité et les dommages résultant des réclamations de tiers touchant des manquements à l'égard des brevets, des droits d'auteur, des marques de commerce ou des secrets commerciaux. Dans certaines circonstances, le montant de ces réclamations pourrait être plus élevé que les revenus provenant du client. Que nous soyons tenus responsables ou non de dommages, les réclamations et les poursuites en ce domaine pourraient entraîner des coûts élevés et des pertes de temps importantes, ternir notre réputation ou nous obliger à conclure des ententes en matière de redevances ou des contrats de licence. Si nous étions empêchés de vendre ou d'utiliser des produits ou des services incorporant un logiciel ou une technologie faisant l'objet d'un litige, cela pourrait nous faire perdre des revenus ou nous obliger à assumer des charges supplémentaires afin de modifier ces produits et services avant de les intégrer à de nouveaux projets.

Clauses d'étalonnage dans certains contrats — Les contrats de certains clients de nos services d'impartition permettent aux clients d'utiliser, pour certains services précisés dans le contrat, des mécanismes d'établissement des prix fondés sur l'étalonnage des prix exigés, pour des services similaires, par d'autres fournisseurs formant un groupe de comparaison valable. Ces mécanismes tiennent compte des caractéristiques uniques de l'environnement de chaque client et si les résultats indiquent la présence d'un écart supérieur au seuil de tolérance convenu, nous travaillons avec le client afin d'établir une nouvelle grille de prix pour les services. Ces clauses peuvent avoir des conséquences favorables ou défavorables sur nos résultats futurs.

Risques liés à la protection de nos droits de propriété intellectuelle — Notre réussite est tributaire, entre autres, de notre capacité de protéger nos méthodologies, processus, savoir-faire, outils et techniques exclusifs, ainsi que d'autres biens intellectuels dont nous nous servons pour fournir nos services. En règle générale, CGI cherche à utiliser les brevets, les droits d'auteur, les marques de commerce, les secrets de fabrication et les autres moyens raisonnables et nécessaires de protection et d'optimisation de ses actifs intellectuels. Par exemple, toutes les solutions d'affaires de CGI seront protégées par le droit d'auteur et brevetées si possible. De plus, afin de mettre ses biens intellectuels à l'abri de toute appropriation ou violation, CGI exige que les clients, partenaires et sous-traitants avec qui la Société établit une relation d'affaires signent un accord de secret. CGI fait aussi reconnaître ses droits liés à la possession et à l'utilisation de sa raison sociale, des noms de ses produits, de ses logotypes et des autres signes dont elle se sert pour identifier ses produits et services sur le marché. Dans le cours normal de nos activités, nous demandons et obtenons l'inscription de nos marques de commerce auprès du *U.S. Patent and Trademark Office* et des autres organismes responsables du droit des marques dans le monde. Nous prenons les mêmes mesures en ce qui concerne le nom de domaine CGI sur Internet. Toutes ces mesures permettent à CGI de faire valoir ses droits sur ses biens intellectuels, si le besoin se présente. Néanmoins, dans certains pays où nous exerçons nos activités, il peut arriver que les lois ne protègent pas entièrement nos droits de propriété intellectuelle. De plus, malgré nos efforts, les mesures que nous prenons pour protéger nos droits de propriété intellectuelle peuvent s'avérer insuffisantes pour prévenir ou décourager les atteintes à ces droits ou empêcher l'appropriation illicite de nos biens intellectuels. Il peut aussi arriver que nous ne détectons pas l'utilisation non autorisée de nos biens intellectuels ou que nous ne prenions pas les mesures convenables pour assurer le respect de nos droits de propriété intellectuelle.

RISQUES LIÉS À NOTRE ENTREPRISE

Fluctuations liées aux secteurs d'activité — Les acquisitions et d'autres transactions peuvent faire fluctuer la composition de nos produits, en ce qui a trait à l'apport relatif des projets de plus courte durée (les projets d'intégration de systèmes et de services-conseils) et à celui des contrats de plus longue durée (les mandats d'impartition). Si le poids relatif des projets d'intégration de systèmes et de services-conseils augmentait, il pourrait en résulter une variation plus prononcée des produits d'un trimestre à l'autre.

Risque financier et risque d'exploitation associés aux marchés internationaux — Nous gérons des activités dans 16 pays et moins de 10 % de notre chiffre d'affaires provient de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Nous croyons que nos assises de gestion favorisent l'efficacité et l'homogénéité de notre exploitation à l'échelle mondiale; ces assises comprennent des cadres de gestion et des processus dont les dirigeants de nos unités d'affaires se servent pour gérer leurs rapports avec nos membres et nos clients. Cependant, l'envergure de nos activités internationales nous rend tributaires de plusieurs facteurs qui pourraient intervenir : les fluctuations des taux de change; le fardeau résultant de l'obligation d'observer un vaste éventail de lois nationales et locales différentes; les incertitudes liées à la diversité des cultures et des pratiques commerciales dans les différentes régions du monde; la multiplicité et le caractère parfois contradictoire des lois et des règlements, notamment en matière de fiscalité; les pertes d'exploitation que la Société pourrait subir dans certains pays dans le cadre du développement de son infrastructure mondiale de prestation des services et le fait que ces pertes ne seraient pas nécessairement déductibles des revenus aux fins de l'impôt; l'absence, sur certains territoires, de lois efficaces pour protéger nos droits de propriété intellectuelle; les restrictions sur la circulation d'espèces ou d'autres actifs; les restrictions touchant l'importation ou l'exportation de certaines technologies; les restrictions visant le rapatriement des bénéfices; l'instabilité politique, sociale et économique, y compris les menaces liées au terrorisme et aux pandémies. Nous avons mis en place une stratégie d'opérations de couverture visant à nous protéger, dans la mesure du possible, du risque de change. À l'exception des produits financiers utilisés dans le cadre de notre stratégie d'opérations de couverture, nous ne participons pas au marché des instruments financiers dérivés. Même si nous estimons disposer de processus efficaces de gestion dans tous nos bureaux partout dans le monde, n'importe lequel des risques auxquels nos activités internationales nous exposent ou l'ensemble de ces risques pourraient se réaliser et provoquer une baisse de notre rentabilité.

Capacité d'intégrer avec succès les entreprises acquises et les mandats d'impartition — Ayant acquis un grand nombre de sociétés depuis la fondation de CGI, nous estimons que l'intégration d'équipes et d'activités fait maintenant partie de nos compétences de base. Notre approche de gestion disciplinée, fondée pour une large part sur nos cadres de gestion, joue un rôle important dans l'intégration harmonieuse des ressources humaines des sociétés acquises et des activités qui nous sont confiées en impartition.

Changements importants touchant les principales entreprises clientes, résultant par exemple de l'évolution de leur situation financière, de fusions ou d'acquisitions d'entreprises — Un seul des clients de la Société fournit plus de 10 % de ses produits totaux.

Risque de résiliation anticipée des contrats — Si nous n'exécutons pas nos mandats conformément aux ententes contractuelles conclues avec nos clients, certains clients pourraient décider de résilier leurs contrats avant la date d'échéance prévue, ce qui aurait pour effet de réduire notre bénéfice ainsi que nos flux de trésorerie et pourrait avoir une incidence sur la valeur de notre carnet de commandes. Notre feuille de route démontre notre capacité de combler ou de surpasser les attentes de nos clients. Nous gérons nos activités d'une manière professionnelle. Nous rédigeons nos contrats de façon à délimiter clairement nos responsabilités et à atténuer les risques. En outre, certains de nos contrats d'impartition comportent des dispositions permettant aux clients de les résilier pour des raisons de commodité, en cas de changement d'intention de leur part ou en cas de changement de contrôle de CGI.

Risque de crédit associé à la concentration des créances clients — Plus de 10 % de nos produits (12,2 % durant l'exercice 2008) proviennent des filiales et sociétés affiliées de BCE. Nous estimons toutefois que nous ne sommes pas exposés à un risque important de crédit, compte tenu de notre bassin vaste et diversifié de clients.

Risques liés à l'estimation des coûts — Pour que nous puissions dégager des marges acceptables, il faut que nous sachions établir les prix de nos services en nous fondant sur une estimation exacte des coûts et des heures de travail nécessaires pour réaliser les projets ou exécuter les contrats d'impartition à long terme. De plus, une portion substantielle de nos contrats visant la réalisation de projets est réalisée en contrepartie de prix fixes. Dans ces cas, la facturation des travaux s'effectue selon les modalités du contrat signé avec le client et les revenus sont constatés en fonction du pourcentage de l'effort engagé par rapport aux coûts totaux estimés pour la durée du contrat. Nos estimations se fondent sur notre appréciation de l'efficacité avec laquelle nous pourrions déployer nos méthodologies et nos professionnels pour réaliser le contrat considéré. CGI gère tous ses contrats conformément à son Cadre de gestion du partenariat client, un ensemble structuré de processus qui aide les équipes à appliquer des normes homogènes d'excellence à tous les contrats. En vertu de ce cadre de gestion, la Société procède avec beaucoup de rigueur afin d'estimer avec justesse les coûts des mandats. Cependant, des facteurs imprévus, y compris certains facteurs indépendants de notre volonté, pourraient avoir des répercussions sur les coûts ou les calendriers de réalisation et nous empêcher ainsi d'atteindre les marges bénéficiaires prévues.

Capacité de nos partenaires de respecter leurs engagements — En raison de l'envergure et de la complexité croissantes des contrats, il se peut que nous devions nous appuyer sur des sous-traitants externes, y compris des fournisseurs de logiciels et de matériel, pour respecter nos engagements. Notre réussite dépend de la capacité de ces tiers à remplir leurs obligations conformément aux budgets et aux calendriers convenus. Si nos partenaires ne s'acquittent pas de leurs obligations, notre aptitude à exécuter un contrat peut être compromise, ce qui peut avoir une incidence défavorable sur notre rentabilité.

Risque associé aux garanties — Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des ententes qui peuvent comporter des engagements d'indemnisation ou des garanties lors de transactions telles que la prestation de services-conseils ou de services d'impartition, la cessation d'activités commerciales, les contrats de location ou la constitution d'engagements financiers. Ces engagements d'indemnisation ou garanties peuvent nous obliger à dédommager nos cocontractants des coûts ou des pertes résultant de diverses circonstances telles que le défaut de respecter les engagements ou la violation d'une garantie, l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle, les réclamations qui peuvent surgir dans le cadre de la prestation des services ou des poursuites qui pourraient être entamées contre les cocontractants.

Risque associé aux affaires émanant des administrations publiques — Les réorientations des politiques de dépenses publiques ou des priorités budgétaires des gouvernements fédéraux, provinciaux ou d'états pourraient avoir une incidence directe sur nos résultats financiers. Plusieurs facteurs sont susceptibles de réduire l'ampleur de nos activités auprès des administrations publiques, notamment : la réduction des contrats accordés par les gouvernements à des firmes de services-conseils et de services en TI; une diminution substantielle des dépenses touchant l'ensemble des gouvernements ou certains ministères ou organismes en particulier; l'adoption de nouvelles lois ou de nouveaux règlements visant les sociétés qui fournissent des services aux gouvernements; les délais d'acquiescement de nos factures par les bureaux de paiement gouvernementaux; la conjoncture économique et politique en général. Ces facteurs et d'autres pourraient avoir pour effet de diminuer nos revenus futurs en incitant les ministères et organismes gouvernementaux à diminuer leurs contrats d'achat, à exercer leur droit de mettre fin à des contrats, à émettre des ordres de suspension temporaire des travaux ou à s'abstenir d'exercer leur droit de renouveler des contrats. Notre clientèle du secteur gouvernemental est très diversifiée puisque nous avons des contrats en vigueur avec plusieurs ministères et organismes gouvernementaux différents, aux États-Unis et au Canada. Néanmoins, en cas de réduction des dépenses des gouvernements ou de compressions budgétaires au sein de ces ministères et organismes, il pourrait arriver que la rentabilité continue de ces contrats ou la possibilité d'obtenir des contrats supplémentaires des mêmes sources soient compromises.

Poursuites liées à nos travaux — Nous créons, déployons et entretenons des solutions en TI qui sont souvent essentielles aux activités commerciales de nos clients. Il peut arriver que des retards, des renégociations, de nouvelles exigences des clients ou des délais nous empêchent de réaliser de grands projets de la manière prévue. De tels problèmes pourraient donner lieu à des poursuites qui auraient une incidence défavorable sur nos activités commerciales, sur nos résultats d'exploitation, sur notre situation financière et sur notre réputation professionnelle. Nos contrats contiennent ordinairement des dispositions limitant le risque de poursuites liées à nos services et aux applications que nous réalisons. Il se pourrait que ces dispositions ne nous protègent pas ou ne soient pas applicables dans certaines circonstances ou en vertu des lois en vigueur à certains endroits.

RISQUES LIÉS AUX ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition — Le succès de notre stratégie de croissance est lié pour une bonne part à notre capacité d'acquérir de plus petites entreprises servant des segments particuliers, afin d'approfondir nos compétences et d'élargir nos offres de service, ainsi que de grandes entreprises qui augmentent notre masse critique aux États-Unis et en Europe. Nous ne pouvons pas garantir que nous continuerons à trouver des cibles d'acquisition, que nous réaliserons de nouvelles acquisitions ni que les sociétés que nous acquerrons, le cas échéant, s'intégreront harmonieusement à CGI et augmenteront tangiblement la valeur de l'entreprise conformément aux attentes. En l'absence d'acquisitions supplémentaires, il est peu probable que notre croissance future corresponde à notre croissance passée ou aux prévisions.

La tâche que la direction est appelée à accomplir afin d'instaurer des normes, des mécanismes de contrôle, des procédures et des politiques uniformes dans toutes nos unités d'affaires est fort complexe et potentiellement accaparante. L'intégration d'entreprises peut occasionner des difficultés d'exploitation inattendues, des dépenses non planifiées et des problèmes de responsabilité. En outre, dans la mesure où la direction est tenue d'accorder beaucoup de temps, d'attention et de ressources à l'intégration d'activités, d'équipes et de technologies, il est possible que nous n'arrivions pas à maintenir la qualité habituelle du service offert aux clients établis et que cela ait un impact défavorable sur nos revenus ainsi que sur nos bénéfices.

RISQUES DE MARCHÉ

Risque économique — Un ralentissement économique pourrait occasionner une diminution de nos produits. L'intensité des activités de nos clients, qui est tributaire de la conjoncture économique, a une incidence sur nos résultats d'exploitation. Nous ne pouvons prédire ni les répercussions de la conjoncture économique actuelle sur nos revenus futurs, ni le moment où une reprise marquée surviendra. Durant les périodes de récession, il arrive fréquemment que nos clients et nos clients éventuels annulent, réduisent ou reportent des contrats en cours, ou encore qu'ils retardent l'octroi de nouveaux mandats. Généralement, les entreprises réduisent aussi l'ampleur des projets informatiques qu'elles entreprennent durant les périodes de difficultés économiques, ce qui se traduit par une réduction du nombre d'implantations technologiques et de l'importance des mandats. En raison du nombre plus restreint de mandats durant un ralentissement, la concurrence s'intensifie ordinairement. Il peut alors arriver que les prix diminuent si certains concurrents, surtout ceux qui disposent de ressources financières importantes, réduisent leurs taux pour maintenir ou accroître leur part du marché. De telles circonstances pourraient déclencher des ajustements de prix visant à respecter les dispositions de nos contrats relatives à l'étalement. Ces facteurs pourraient entraîner une baisse de nos prix, de nos produits et de notre rentabilité.

Intégrité de la présentation des résultats

Notre direction assume la responsabilité de maintenir des systèmes d'information, des procédures et des mécanismes de contrôle appropriés, garantissant que les renseignements diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la Société sont complets et fiables. Les devoirs du conseil d'administration englobent l'évaluation de l'intégrité des contrôles internes et des systèmes d'information de la Société.

La Politique d'entreprise de CGI en matière de communication de l'information, un document que la Société a officiellement entériné et qui fait partie de ses Textes fondamentaux, vise à sensibiliser le conseil d'administration, la haute direction et les employés à l'égard de l'approche de CGI en matière de divulgation. Le conseil d'administration a créé le Comité de supervision de la politique de communication de l'information qui veille à satisfaire aux exigences en matière de divulgation des organismes de réglementation et supervise les pratiques de divulgation de la Société.

Le Comité de vérification et de gestion des risques de CGI se compose entièrement d'administrateurs indépendants respectant les exigences de la Bourse de New York et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières en matière d'indépendance et d'expérience. Le Comité de vérification et de gestion des risques assume notamment les responsabilités suivantes : a) revoir tous nos documents publics présentant des résultats financiers vérifiés et non vérifiés ; b) répertorier et examiner les risques financiers et les risques d'exploitation auxquels nous sommes exposés et revoir les diverses politiques et pratiques ayant pour but de gérer ces risques ; c) examiner et évaluer l'efficacité de nos principes et pratiques comptables en ce qui a trait à la présentation des résultats financiers ; d) examiner et surveiller nos procédures, programmes et politiques de contrôle interne, et évaluer leur pertinence ainsi que leur efficacité ; e) vérifier la suffisance de nos ressources de vérification interne, y compris le mandat et les objectifs du vérificateur interne ; f) soumettre au conseil d'administration de CGI des recommandations relatives à la nomination des vérificateurs externes, attester leur indépendance, réviser les modalités de leur mission et discuter régulièrement avec eux ; g) examiner les procédures de vérification ; h) examiner les opérations entre apparentés ; i) assumer toute autre responsabilité généralement attribuée aux comités de vérification et de gestion des risques ou confiée au Comité par notre conseil d'administration.

La Société a évalué au 30 septembre 2008 l'à-propos et l'efficacité des procédés qu'elle utilise pour communiquer l'information et des mécanismes internes dont elle se sert pour contrôler la communication de l'information financière, sous la supervision et avec la participation du chef de la direction et du chef de la direction financière. Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que ces procédés et mécanismes sont appropriés et efficaces, et qu'ils procurent un degré raisonnable d'assurance que les renseignements importants sur la Société et ses filiales consolidées leur seraient communiqués par d'autres personnes au sein de ces entités.

Poursuites judiciaires

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si le dénouement de ces demandes ne peuvent être prévisibles avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Au 30 septembre 2008, la Société fait l'objet de réclamations d'environ 140,0 millions \$ et de demandes reconventionnelles de plus de 160,0 millions \$.

Rapports de la direction et des vérificateurs

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et de l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation. Elle répond de l'intégrité de l'information qu'ils contiennent. Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et les résultats d'exploitation présentés dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation sont en accord avec les états financiers consolidés.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection du patrimoine de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Les systèmes de contrôle interne et les registres financiers sont soumis à l'examen des vérificateurs indépendants, Deloitte & Touche, s.r.l., nommés par les actionnaires pour vérifier les états financiers consolidés et les systèmes de contrôle interne de la Société. Le rapport des vérificateurs indépendants est présenté ci-dessous. En outre, le Comité de gestion de la Société revoit l'information diffusée par l'entreprise et supervise la mise en œuvre des contrôles et des procédés auxquels la Société a recours en matière d'information.

Les membres du Comité de vérification et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les vérificateurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des mécanismes de contrôle interne régissant la reddition de comptes ainsi que de sujets touchant la vérification et l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les vérificateurs indépendants peuvent consulter librement et en tout temps le Comité de vérification et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation et les a approuvés.

Le 9 novembre 2008



Michael E. Roach

Le président et chef de la direction



R. David Anderson

Le vice-président exécutif et
chef de la direction financière

RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations de la Société et les cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

L'évaluation de la direction comporte une exclusion. La participation dans une coentreprise a été exclue de l'évaluation car la direction n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. La participation de la Société dans la coentreprise représente 1,1 % de l'actif total consolidé et 2,4 % des produits consolidés au 30 septembre 2008 et pour l'exercice terminé à cette date. Malgré cette exclusion, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été évalué, en ce qui a trait à l'inclusion de la quote-part de la Société dans cette coentreprise et de ses résultats pour l'exercice dans les états financiers consolidés.

À la fin de l'exercice 2008 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2008, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2008 a été vérifiée par les vérificateurs indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 34.

Le 9 novembre 2008



Michael E. Roach
Le président et chef de la direction



R. David Anderson
Le vice-président exécutif et
chef de la direction financière

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. et ses filiales (la « Société ») au 30 septembre 2008, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*. Comme il est décrit dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la direction a exclu de son évaluation le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une coentreprise, car la Société n'est en mesure ni de dicter, ni de modifier ni, en pratique, d'évaluer les mécanismes de contrôle interne de cette entité à l'égard de l'information financière. La participation dans la coentreprise représente 1,1 % et 2,4 %, respectivement, des actifs totaux et des produits totaux figurant dans les états financiers consolidés au 30 septembre 2008 et pour l'exercice terminé à cette date. Par conséquent, le rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de cette coentreprise a été exclu de notre vérification. Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, tel qu'inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification publiées par le *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre vérification a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne basé sur l'évaluation du risque, et à mettre en œuvre d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires selon les circonstances. Nous sommes d'avis que notre vérification constitue une base raisonnable sur laquelle nous pouvons fonder notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus dont la conception est réalisée ou supervisée par les principaux dirigeants et les principaux chefs financiers d'une société, ou par des personnes occupant des postes semblables, et dont la mise en œuvre est assurée par le conseil d'administration, la direction et d'autres membres du personnel de cette société de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication externe, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les politiques et les procédures qui : 1) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de la manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisées d'actifs de la Société qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites inhérentes au contrôle interne à l'égard de l'information financière, notamment la possibilité de collusion ou que la direction passe outre aux contrôles, des inexactitudes importantes résultant d'une erreur ou d'une fraude pourraient survenir et ne pas être décelées en temps opportun. De plus, les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À notre avis, la Société maintenait un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2008, à tous les égards importants, selon les critères établis dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission*.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, les états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2008 et pour l'exercice terminé à cette date. Notre rapport, daté du 9 novembre 2008, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers et comprend un rapport indépendant intitulé Commentaires des comptables agréés inscrits indépendants aux lecteurs américains au sujet des différences entre les normes canadiennes et américaines.



Deloitte & Touche s.r.l.
Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal (Québec)
Le 9 novembre 2008

RAPPORT DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS


Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés ci-joints du Groupe CGI inc. et de ses filiales (la « Société ») aux 30 septembre 2008 et 2007 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2008. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. À notre avis, nos vérifications fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2008 et 2007 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2008, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Nous avons également vérifié, conformément aux normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière au 30 septembre 2008, sur la base des critères établis dans le document intitulé *Internal Control — Integrated Framework*, publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* et, dans notre rapport daté du 9 novembre 2008, nous avons exprimé une opinion sans réserve sur l'efficacité du contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière.



Deloitte & Touche s.r.l.


Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal (Québec)

Le 9 novembre 2008

COMMENTAIRES DES COMPTABLES AGRÉÉS INSCRITS INDÉPENDANTS AUX LECTEURS AMÉRICAINS AU SUJET DES DIFFÉRENCES ENTRE LES NORMES CANADIENNES ET AMÉRICAINES

Aux États-Unis, les normes du *Public Company Accounting Oversight Board* obligent les vérificateurs à ajouter un paragraphe explicatif (immédiatement après le paragraphe d'énoncé d'opinion) lorsque les principes comptables sont modifiés et que les changements apportés ont un effet important sur la comparabilité des états financiers consolidés, comme c'est le cas pour les changements décrits à la note 2 des présents états financiers. Même si nous avons effectué nos vérifications selon les normes de vérification généralement reconnues du Canada et les normes du *Public Company Accounting Oversight Board* des États-Unis, notre rapport au conseil d'administration et aux actionnaires en date du 9 novembre 2008 est formulé conformément aux normes canadiennes de présentation des rapports, qui n'exigent pas que le rapport des vérificateurs mentionne les changements apportés aux principes comptables, pourvu que ces changements soient convenablement pris en compte et présentés de manière appropriée dans les états financiers.



Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés inscrits indépendants

Montréal (Québec)

Le 9 novembre 2008

États financiers consolidés

États consolidés des résultats

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Produits	3 705 863	3 633 945	3 393 382
Charges d'exploitation			
Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 18)	3 111 965	3 053 739	2 919 007
Amortissements (note 14)	163 944	175 029	168 381
Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (note 16)	–	23 010	67 266
Intérêts sur la dette à long terme	27 284	41 818	43 291
Autres revenus	(5 570)	(9 336)	(7 588)
Intérêts et autres charges	3 341	283	491
Gain sur la vente d'actifs	–	(700)	(10 475)
	3 300 964	3 283 843	3 180 373
Bénéfice tiré des activités poursuivies, avant impôts, et participation sans contrôle	404 899	350 102	213 009
Impôts sur les bénéfices (note 17)	106 133	115 192	69 239
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	868	251	–
Bénéfice tiré des activités poursuivies	297 898	234 659	143 770
(Perte) bénéfice tiré(e) des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices (note 20)	(5 134)	1 743	2 763
Bénéfice net	292 764	236 402	146 533
Bénéfice (perte) de base par action			
Activités poursuivies (note 13)	0,94	0,71	0,39
Activités abandonnées	(0,02)	0,01	0,01
	0,92	0,72	0,40
Bénéfice (perte) dilué(e) par action			
Activités poursuivies (note 13)	0,92	0,70	0,39
Activités abandonnées	(0,02)	0,01	0,01
	0,90	0,71	0,40

Se reporter aux notes complémentaires

États consolidés du résultat étendu

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Bénéfice net	292 764	236 402	146 533
Gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	67 561	(118 785)	(47 857)
(Pertes) gains net(te)s non réalisé(e)s sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome	(538)	22 848	8 794
Pertes nettes non réalisées sur les éléments de couverture des flux de trésorerie	(1 200)	–	–
Autres éléments du résultat étendu avant impôts	65 823	(95 937)	(39 063)
Charge (recouvrement) d'impôts sur les autres éléments du résultat étendu	1 174	913	(623)
Autres éléments du résultat étendu (note 15)	64 649	(96 850)	(38 440)
Résultat étendu	357 413	139 552	108 093

Se reporter aux notes complémentaires.

États consolidés des bénéfices non répartis

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	752 847	587 201	895 267
Bénéfice net	292 764	236 402	146 533
Coût de rachat des actions (note 11)	–	–	(6 760)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées (note 11)	(121 890)	(70 756)	(447 839)
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	923 721	752 847	587 201

Se reporter aux notes complémentaires.

Bilans consolidés

Aux 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)

2008

2007

\$

\$

Actif

À court terme

Espèces et quasi-espèces (note 3)	50 134	88 879
Débiteurs (note 4)	487 563	466 042
Travaux en cours	228 510	176 417
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	82 992	67 625
Impôts sur les bénéfices	4 189	4 849
Impôts futurs (note 17)	34 031	30 434
Actifs destinés à la vente (note 20)	1 398	53 631

888 817 887 877

Immobilisations (note 5)

178 435 142 405

Coûts liés à des contrats (note 6)

166 911 192 722

Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme (note 7)

422 078 445 824

Impôts futurs (note 17)

7 747 4 673

Écart d'acquisition (note 8)

1 689 362 1 646 929

Total de l'actif avant fonds détenus pour des clients

3 353 350 3 320 430

Fonds détenus pour des clients

330 623 155 378

3 683 973 3 475 808

Passif

À court terme

Créditeurs et charges à payer	339 765	331 123
Rémunération à payer	127 151	130 830
Produits reportés	133 688	150 211
Impôts sur les bénéfices	79 260	108 272
Impôts futurs (note 17)	25 529	21 825
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 10)	100 917	9 815
Passifs destinés à la vente (note 20)	657	12 095

806 967 764 171

Impôts futurs (note 17)

184 686 202 718

Dette à long terme (note 10)

290 174 463 376

Autres passifs à long terme (note 9)

72 181 71 897

Total du passif avant obligations liées aux fonds des clients

1 354 008 1 502 162

Obligations liées aux fonds des clients

330 623 155 378

1 684 631 1 657 540

Engagements, éventualités et garanties (note 26)

Capitaux propres

Bénéfices non répartis	923 721	752 847
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 15)	(321 424)	(386 073)

602 297 366 774

Capital-actions (note 11)

1 319 672 1 369 029

Surplus d'apport (note 12b)

77 373 82 465

1 999 342 1 818 268

3 683 973 3 475 808

Se reporter aux notes complémentaires.

Approuvé par le conseil


Michael E. Roach
Administrateur


Serge Godin
Administrateur

États consolidés des flux de trésorerie

Exercices terminés les 30 septembre (en milliers de dollars canadiens)	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Bénéfice tiré des activités poursuivies	297 898	234 659	143 770
Ajustements pour :			
Amortissements (note 14)	186 892	198 335	197 375
Tranche hors caisse des frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	–	–	1 311
Crédits reportés	–	–	(781)
Impôts futurs (note 17)	(22 839)	10 054	(34 225)
Perte de change	1 846	3 833	1 412
Rémunération à base d'actions (note 12 a)	5 131	13 933	12 895
Gain sur la vente d'actifs	–	(700)	(10 475)
Participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices	868	251	–
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 22 a)	(113 886)	84 250	(8 578)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation poursuivies	355 910	544 615	302 704
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises (déduction faite des espèces acquises) (note 19)	–	(17 298)	(25 620)
Produit tiré de la vente d'actifs et d'entreprises (déduction faite des espèces cédées) (notes 19 et 20)	29 238	–	30 114
Acquisitions d'immobilisations	(60 983)	(50 967)	(40 696)
Produit tiré de cessions d'immobilisations	–	1 371	562
Paiement des coûts liés à des contrats	(13 138)	(24 189)	(33 990)
Remboursement des coûts liés à des contrats à la suite de la résiliation d'un contrat	–	2 143	–
Acquisitions d'actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	(48 044)	(66 306)	(72 281)
Diminution des autres actifs à long terme	3 019	908	2 677
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement poursuivies	(89 908)	(154 338)	(139 234)
Activités de financement			
Utilisation de la facilité de crédit	90 305	30 113	746 170
Remboursement de la facilité de crédit	(196 533)	(353 643)	(158 944)
Remboursement de la dette à long terme	(14 064)	(7 466)	(13 124)
Rachat d'actions subalternes classe A (note 11)	(216 208)	(128 541)	(926 145)
Émission d'actions (déduction faite des coûts d'émission des actions) (note 11)	32 423	42 744	57 963
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement poursuivies	(304 077)	(416 793)	(294 080)
Incidence de la variation des taux de change sur les espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	398	(3 962)	(352)
Diminution nette des espèces et quasi-espèces des activités poursuivies	(37 677)	(30 478)	(130 962)
Montant net des espèces et quasi-espèces (affectées aux) provenant des activités abandonnées (note 20)	(1 068)	3 628	6 232
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	88 879	115 729	240 459
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice (note 3)	50 134	88 879	115 729

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 22)
Se reporter aux notes complémentaires.

Notes complémentaires

Exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

Note 1 > Description des activités

Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), à savoir des services d'impartition, des services d'intégration de systèmes, des services-conseils, des licences d'utilisation de logiciels et des services de maintenance, ainsi que des services en gestion des processus d'affaires (« GPA »), afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée.

Note 2 > Sommaire des principales conventions comptables

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, lesquels diffèrent à certains égards importants des PCGR des États-Unis. Un rapprochement entre les PCGR du Canada et des États-Unis est présenté à la note 29.

Certains chiffres correspondants des exercices précédents ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice 2008, y compris l'impact du retraitement des activités abandonnées (note 20) et la modification de la sectorisation (note 8).

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

La Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA »), qui s'appliquent aux exercices intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2007 ou après cette date.

- a) Le chapitre 3862, *Instruments financiers — Informations à fournir* — Ce chapitre établit les informations à fournir pour évaluer l'importance des instruments financiers par rapport à la situation financière et à la performance financière de l'entité, ainsi que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée, ainsi que la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre ainsi que le chapitre 3863, *Instruments financiers — Présentation*, ont remplacé le chapitre 3861, *Instruments financiers — Informations à fournir et présentation*.
- b) Le chapitre 3863, *Instruments financiers — Présentation* — Ce chapitre établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers.
- c) Le chapitre 1535, *Informations à fournir concernant le capital* — Ce chapitre établit des normes relatives à la présentation d'informations sur le capital de l'entité et à la façon dont il est géré. Il décrit les informations à fournir sur les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité, ainsi que les données quantitatives utilisées aux fins du calcul du capital. Il exige que l'entité indique si elle s'est conformée aux exigences en matière de capital et, sinon, les conséquences de cette dérogation.

Les informations additionnelles à fournir en vertu de l'adoption de ces normes sont présentées dans les notes complémentaires des états financiers consolidés (notes 27 et 28).

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada exige que la direction fasse des estimations et établisse des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif, de passif et de capitaux propres inscrits et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants inscrits au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Étant donné que le processus de présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations, les résultats réels pourraient différer des résultats présentés. Les éléments faisant l'objet d'estimations importantes incluent, sans s'y limiter, l'écart d'acquisition, les impôts sur les bénéfices, les éventualités et les autres passifs, les passifs liés aux intégrations, la constatation des produits, la rémunération à base d'actions, les crédits d'impôt à l'investissement et l'aide gouvernementale ainsi que la dépréciation des actifs à long terme.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et transactions intersociétés ont été éliminés. Les entreprises qui sont sous contrôle conjoint sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

CONSTATATION DES PRODUITS, TRAVAUX EN COURS ET PRODUITS REPORTÉS

La Société génère des produits essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en GPA.

Les services en TI proposent un vaste éventail de services en technologies de l'information : i) des services d'impartition ; ii) des services d'intégration de systèmes et des services-conseils ; iii) des licences d'utilisation de logiciels ; et iv) des services de maintenance. Les services en GPA incluent notamment la gestion des processus d'affaires pour le secteur des services financiers, ainsi que d'autres services comme la gestion de la paie et la gestion de documents.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre de contrats contenant divers mécanismes de détermination des prix. La Société constate les produits lorsqu'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, les services ont été rendus ou les biens livrés au client, la contrepartie qui sera obtenue pour les biens vendus est fixe ou mesurable et le recouvrement final est raisonnablement sûr.

Les contrats de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services mentionnés ci-dessus. Si une entente inclut des prestations multiples, la valeur totale de l'entente est répartie entre les différentes unités de comptabilisation lorsque : 1) les services fournis ou les biens livrés ont une valeur en soi pour le client ; 2) il existe des preuves objectives et fiables de la juste valeur des services non fournis ou des biens non livrés ; et 3) l'entente prévoit un droit de retour général relativement aux services fournis ou aux biens livrés, et la prestation des services non fournis ou la réalisation des biens non livrés est jugée probable et dépend pour l'essentiel de la Société. Si ces critères sont respectés, les honoraires totaux de l'entente sont répartis entre les différentes unités de comptabilisation en fonction de leurs justes valeurs. La juste valeur est établie selon des preuves internes et externes en fonction du prix demandé pour chaque composante d'une entente. Certains accords de services visant la prestation de licences d'utilisation de logiciels sont toutefois assujettis à certaines conventions comptables spécifiques, décrites ci-dessous à la section intitulée « Licences d'utilisation de logiciels ».

Dans les cas où une juste valeur existe pour les services non fournis ou les biens non livrés, mais qu'aucune preuve semblable existe pour les services fournis ou les biens livrés, la méthode du montant résiduel est utilisée pour répartir la contrepartie de l'accord. En vertu de cette méthode, le montant total du produit attribué aux services fournis ou aux biens livrés est égal au montant total de la contrepartie de l'accord moins la juste valeur totale de tous les services non fournis ou les biens non livrés.

Pour tous les types d'accords, la méthode appropriée de constatation des produits est appliquée, telle que décrite ci-dessous, pour chaque unité de comptabilisation selon les types d'accords et de services compris dans chaque unité de comptabilisation. Tous les services fournis ou biens livrés qui ne répondent pas aux critères de séparation sont regroupés dans une unité de comptabilisation et la méthode la plus appropriée de constatation des produits est appliquée.

Certains accords de la Société peuvent inclure une clause qui prévoit l'acceptation du client. Chaque clause est analysée pour déterminer si le processus de génération des produits est complété lorsque le service est rendu. Si l'acceptation du client est incertaine, le produit n'est pas constaté tant que l'acceptation du client n'a pas été reçue. L'approbation formelle du client n'est pas toujours nécessaire pour constater le produit, pourvu que la Société démontre objectivement que les critères mentionnés dans les clauses d'acceptation sont satisfaits. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les provisions pour pertes estimatives d'un contrat, s'il y a lieu, sont constatées dans l'exercice au cours duquel la perte est déterminée. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des produits estimatifs du contrat.

Ententes d'impartition et de gestion des processus d'affaires

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources ou sur des prix unitaires sont constatés aux prix stipulés dans les contrats à mesure que les services sont rendus. Si les prix unitaires contractuels fluctuent au cours de la durée de l'entente, alors la Société détermine s'il est plus approprié de constater les produits en fonction des prix unitaires moyens sur la durée du contrat ou selon les montants réels facturés.

Les produits tirés des services d'impartition et de gestion des processus d'affaires dans le cadre d'ententes fondées sur des prix fixes sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée de l'entente, sans égard aux montants facturés, à moins qu'il n'existe une meilleure façon de mesurer le rendement ou la prestation de services.

Services d'intégration de systèmes et services-conseils

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes fondées sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis. Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes fondées sur les coûts sont constatés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils dans le cadre d'ententes à prix fixes et les ententes de licences d'utilisation de logiciels, dont les services de mise en œuvre sont essentiels au fonctionnement du logiciel ou lorsque le logiciel nécessite une importante adaptation, sont comptabilisés en fonction de la méthode de l'avancement des travaux au cours de la période de mise en œuvre. La Société emploie les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail engagées pour mesurer le degré d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations des coûts totaux de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures engagées pour évaluer le pourcentage du produit gagné. La direction révisé régulièrement les estimations relatives aux coûts totaux de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévu. Les révisions des estimations sont constatées dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle les faits à l'origine de la révision deviennent connus.

Les produits tirés des services d'intégration de systèmes et des services-conseils en vertu d'ententes axées sur la rentabilité sont constatés uniquement dans la mesure où il est prévisible, avec un degré raisonnable de certitude, que les bénéfices générés par ces ententes atteindront la valeur à partir de laquelle la constatation des produits repose.

Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des ententes de licences d'utilisation de logiciels de la Société sont comptabilisées tel que décrit précédemment dans la section « Services d'intégration de systèmes et services-conseils ». De plus, la Société détient des ententes de licences d'utilisation de logiciels dont les services de mise en œuvre ne sont pas essentiels au fonctionnement du logiciel ou le logiciel ne nécessite pas une importante adaptation mais qui inclut des prestations multiples comme l'intégration et le soutien post-contractuel au client. Les produits tirés des licences d'utilisation de logiciels de ces types d'ententes sont constatés lorsque le logiciel a été livré au client, s'il y a des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, si le paiement des honoraires par le client est probable, si les honoraires sont fixes ou peuvent être établis et s'il existe une preuve objective de la juste valeur, propre au fournisseur, de l'existence d'un accord permettant de répartir les honoraires totaux entre les différentes composantes d'une entente en fonction des preuves objectives de la juste valeur propres au fournisseur. La méthode du montant résiduel, telle que définie ci-dessus, peut être utilisée pour répartir la contrepartie d'une entente. Les preuves objectives de la juste valeur propres au fournisseur s'appuient habituellement sur le prix demandé lorsqu'une composante est vendue séparément. Les produits tirés des services de maintenance des logiciels sous licence fournis et mis en œuvre sont constatés de façon proportionnelle sur la durée du contrat.

Travaux en cours et produits reportés

Les montants comptabilisés à titre de produits excédant les montants facturés sont classés dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les produits reportés.

REMBOURSEMENTS

Les remboursements, y compris les remboursements relatifs aux frais de déplacement et aux autres frais semblables, ainsi que d'autres frais de tiers, tels que les frais de vente de matériel et de logiciel, sont compris dans les produits, et les charges correspondantes sont incluses dans les coûts des services lorsque la Société juge que les charges remplissent les critères de constatation des produits.

ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES

Les espèces et quasi-espèces comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements à court terme dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties sur les durées de vie utiles estimatives suivantes, selon la méthode de l'amortissement linéaire :

Bâtiments	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Moindre de la durée de vie utile ou de la durée du bail plus la première option de renouvellement
Mobilier et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de documents fiscaux et de services de réclamations, la Société recueille les fonds aux fins de versement des paies, des impôts et des réclamations; garde temporairement ces fonds jusqu'à ce que le paiement soit requis; verse les fonds aux employés des clients, aux autorités fiscales compétentes et aux bénéficiaires des réclamations; produit les documents fiscaux destinés au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge les différentes correspondances et révisions. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients ainsi que les obligations relatives à ces fonds.

COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats de services en TI et en GPA à long terme. Ces actifs sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des incitatifs et des coûts de transition.

Il arrive que des incitatifs soient accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs peuvent être accordés sous la forme de paiements en espèces, d'émission d'instruments de capitaux propres ou de réductions accordées principalement pendant une période de transition stipulée dans le contrat. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi. Pour les réductions, le coût est mesuré selon la valeur des engagements financiers accordés et un montant correspondant est enregistré à titre de produits reportés dans les autres passifs à long terme. À mesure que les services sont rendus au client, le montant est amorti et comptabilisé en réduction des produits.

Les immobilisations acquises d'un client dans le cadre de contrats d'impartition sont capitalisées comme telles et amorties conformément aux politiques en matière d'amortissement décrites précédemment. L'excédent du montant versé sur la juste valeur des immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat d'impartition est considéré comme un incitatif accordé au client et est comptabilisé de la manière décrite dans le paragraphe précédent.

Les coûts de transition comprennent les frais liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des établissements des clients. Pour les contrats de services en GPA, les coûts comprennent principalement les frais liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts différentiels se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages sociaux connexes, de même que les frais de sous-traitance.

Les coûts liés à l'acquisition et à la mise en œuvre de contrats de services en TI et en GPA à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont comptabilisés à la dépense au fur et à mesure qu'ils sont engagés sauf dans les cas où il est presque certain que le contrat sera octroyé à la Société. Les coûts de contrat admissibles sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats respectifs.

ACTIFS INCORPORELS À DURÉE DE VIE LIMITÉE

Les actifs incorporels à durée de vie limitée comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients.

Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées à l'interne aux fins de commercialisation sont capitalisées si elles répondent aux critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur l'estimation des produits nets qu'elles pourront dégager dans le futur. Les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus.

La Société amortit les actifs incorporels à durée de vie limitée selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Les autres actifs à long terme (note 7) sont constitués principalement d'ententes à long terme de maintenance, d'actifs liés aux régimes de rémunération différés, de contrats à terme à la juste valeur et de frais de financement reportés. La Société amortit ses ententes de maintenance à long terme selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée du contrat.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Dans le cas où des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme tels que les immobilisations, les coûts liés à des contrats et les actifs incorporels à durée de vie limitée pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimés, non actualisés, sont projetés sur la durée de vie restante et comparés à la valeur comptable. Lorsque de telles projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés ne sont pas suffisants pour récupérer la valeur comptable des actifs sous-jacents, une charge est comptabilisée afin de réduire la valeur comptable au montant des flux de trésorerie actualisés prévus.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉCART D'ACQUISITION

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société comptabilise le coût d'acquisition dans les actifs corporels et incorporels acquis ainsi que dans les passifs pris en charge en fonction de la juste valeur estimative de ces éléments à la date de l'acquisition, et affecte l'excédent du coût d'acquisition à l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation, pour chaque unité d'exploitation, au moins une fois par année ou lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que la juste valeur de l'unité d'exploitation pourrait être moindre que sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation est supérieure à sa juste valeur.

PASSIFS LIÉS AUX INTÉGRATIONS

Les passifs liés aux intégrations se composent de passifs pour des frais engagés lors du regroupement d'entreprises et d'activités de restructuration, tels que les prestations de cessation d'emploi de certains employés des entreprises acquises qui exercent des fonctions déjà remplies dans la structure existante, et les provisions liées à des contrats de location portant sur des locaux que les entreprises acquises occupaient et que la Société compte quitter.

BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction de la moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation au cours de la période. L'effet dilutif des options sur actions est établi en utilisant la méthode du rachat d'actions.

FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexes, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés. La société utilise la méthode de réduction du coût pour la comptabilisation des crédits d'impôt. En vertu de cette méthode, les crédits d'impôt relatifs aux dépenses courantes sont reconnus dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leurs réalisations. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs lorsqu'il y a une assurance raisonnable de leurs réalisations. Des frais de recherche totalisant 28 775 000 \$ (35 661 000 \$ pour l'exercice 2007 et 27 909 000 \$ pour l'exercice 2006) sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement connexe, sont imputés aux résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, à moins qu'ils ne remplissent les critères de capitalisation relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Au cours de l'exercice, la Société a engagé 54 759 000 \$ de frais directs de recherche et de développement de logiciels (73 775 000 \$ pour l'exercice 2007 et 68 700 000 \$ pour l'exercice 2006).

Les frais de développement de logiciels sont comptabilisés comme actif incorporel à durée de vie limitée pour un montant de 25 984 000 \$ (37 911 000 \$ pour l'exercice 2007). Des crédits d'impôt totalisant 854 000 \$ ont été comptabilisés en réduction de ces actifs pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008 (853 000 \$ pour l'exercice 2007).

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices sont comptabilisés en utilisant la méthode de l'actif et du passif fiscal. Les actifs et passifs d'impôts futurs sont déterminés à partir des écarts temporaires déductibles ou taxables entre les montants inscrits pour la présentation des états financiers et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et en utilisant les taux en vigueur ou pratiquement en vigueur pendant l'année où il est prévu que ces différences seront renversées. Une provision pour moins-value est constatée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'une partie de l'actif des impôts futurs ne pourra pas être réalisée.

CONVERSION DES DEVICES

Les produits et les charges libellés en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net.

Les filiales autonomes qui exercent des activités économiques largement indépendantes de la Société sont comptabilisées selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs de filiales libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont enregistrés à titre de gains (pertes) net(te)s non réalisé(e)s découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes dans les états consolidés du résultat étendu. En conséquence des écarts découlant de la conversion des états financiers des filiales étrangères, le cumul des autres éléments du résultat étendu a diminué de 67 023 000 \$ avant les impôts sur les bénéfices et a augmenté de 95 937 000 \$ avant les impôts sur les bénéfices pendant les exercices 2008 et 2007, respectivement. Ces variations sont principalement attribuables à la conversion de l'écart d'acquisition libellé en dollars américains.

Les comptes des filiales étrangères, qui sont dépendantes de la Société du point de vue financier ou de l'exploitation, sont comptabilisés selon la méthode temporelle. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et les passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les gains ou les pertes de change de ces filiales sont inclus dans le bénéfice net.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La rémunération à base d'actions est comptabilisée selon la méthode de la juste valeur. Cette méthode consiste à comptabiliser aux résultats une charge répartie sur la durée de levée des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés est créditée au capital-actions et la juste valeur comptabilisée de l'option est virée du surplus d'apport au capital-actions.

OPÉRATIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des cours de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins de négociation.

À compter du 21 décembre 2007, la Société a retiré la désignation des notes principales non garanties de 192 000 000 \$ US comme instrument de couverture d'une tranche de l'investissement net de la Société dans ses filiales autonomes et est devenue partie à des contrats à terme visant à couvrir les remboursements contractuels du capital des notes principales non garanties en devises américaines. L'objectif des opérations de couverture est de couvrir le risque lié à la variabilité de l'équivalent en monnaie fonctionnelle des flux de trésorerie rattachés aux remboursements du capital de la dette en devises (note 10). Les couvertures ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures. La couverture est considérée comme étant hautement efficace car les conditions des contrats à terme correspondent aux conditions des remboursements des trois tranches de la dette.

Les contrats à terme sont des instruments dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans le bilan à titre d'autres actifs ou passifs à long terme et la partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments dérivés est constatée sous les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices. Pour chaque période, un montant annulant le gain ou la perte de conversion faisant suite à la réévaluation de la partie de la dette qui est désignée doit être reclassé des autres éléments du résultat étendu au bénéfice. Les primes et escomptes sur les contrats à terme utilisés pour couvrir des dettes à long terme en devises sont amortis à titre d'ajustement des intérêts sur la durée des contrats à terme. Pour déterminer la juste valeur des contrats à terme, des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés employant des données observables sur le marché sont utilisés. Au 30 septembre 2008, les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés liés à des contrats à terme n'étaient pas importants.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'ICCA a publié les nouveaux chapitres suivants de son Manuel.

i) Le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, applicable pour les périodes intermédiaires débutant le ou après le 1^{er} octobre 2008. Ce chapitre remplaçant le chapitre 3062, *Écarts d'acquisitions et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*, établit des normes pour la constatation, la mesure et la présentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Les critères de détermination et de constatation initiale des actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne, qui y sont stipulés sont conformes aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») correspondantes. Le chapitre 1000, *Fondements conceptuels des états financiers*, a aussi été modifié afin d'être uniforme avec le nouveau chapitre. La Société a évalué que l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés de la Société ne sera pas importante.

ii) Le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, applicable pour les périodes intermédiaires débutant le 1^{er} octobre 2008. Ce chapitre établit les conditions pour évaluer et présenter la capacité de la Société d'exercer ses activités selon l'hypothèse de la continuité d'exploitation. L'adoption de ce nouveau chapitre n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

En outre, en février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que l'adoption des IFRS deviendra obligatoire pour les sociétés publiques canadiennes pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2011. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aurait l'adoption des IFRS sur ses états financiers consolidés.

Note 3 > Espèces et quasi-espèces

	2008	2007
	\$	\$
Espèces	33 433	50 218
Quasi-espèces	16 701	38 661
	50 134	88 879

Note 4 > Débiteurs

	2008	2007
	\$	\$
Clients	399 397	377 771
Autres ¹	88 166	88 271
	487 563	466 042

¹ Les autres débiteurs comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés aux programmes de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal, du Carrefour de la nouvelle économie, du développement des affaires électroniques, de recherche et de développement ainsi qu'à d'autres programmes de crédits d'impôt. Les crédits d'impôt représentent un montant d'environ 54 822 000 \$ et 66 003 000 \$ des autres débiteurs pour les exercices 2008 et 2007, respectivement.

La Société est définie comme une société admissible qui exerce des « activités admissibles » en vertu des modalités prévues dans divers programmes de crédits d'impôt du gouvernement du Québec, relativement aux salaires liés aux employés admissibles travaillant principalement dans des zones désignées dans la province de Québec, au Canada. La Société doit obtenir annuellement un certificat d'admissibilité auprès du gouvernement du Québec. Ces programmes ont été conçus afin d'appuyer la création d'emplois et les efforts de revitalisation de certaines zones urbaines.

Pour être admissible aux crédits d'impôt de la Cité du commerce électronique, de la Cité Multimédia de Montréal, du Carrefour de la nouvelle économie et autres, la Société a également transféré un certain nombre de ses employés dans des immeubles désignés. Le coût du loyer des immeubles désignés est considérablement plus élevé que celui de ses installations antérieures. Au 30 septembre 2008, le solde des engagements pour le coût des loyers pour ces établissements, qui s'étendent sur une période de deux à 15 ans, s'établissait à 399 816 000 \$.

Les crédits d'impôt sont calculés à des taux variant de 30 % à 40 % sur les salaires versés au Québec, jusqu'à concurrence de 12 500 \$ à 20 000 \$ par année par employé admissible. Depuis le 1er avril 2008, la société est admissible à un crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques qui remplace certains programmes actuels de crédits d'impôt du Québec. Les mesures fiscales permettent aux corporations ayant un établissement dans la province de Québec qui ont des activités admissibles dans le secteur de la technologie d'obtenir un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % des salaires admissibles jusqu'à un maximum de 20 000 \$ par année par employé admissible jusqu'au 31 décembre 2015.

Note 5 > Immobilisations

	2008			2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain et bâtiments	13 804	2 900	10 904	10 561	2 037	8 524
Améliorations locatives	142 740	63 120	79 620	131 903	50 200	81 703
Mobilier et agencements	40 433	18 405	22 028	31 023	13 834	17 189
Matériel informatique	138 123	72 240	65 883	87 595	52 606	34 989
	335 100	156 665	178 435	261 082	118 677	142 405

Les immobilisations comprennent des actifs acquis en vertu de contrats de location-acquisition totalisant 23 426 000 \$ (10 268 000 \$ pour l'exercice 2007), déduction faite de l'amortissement cumulé de 9 236 000 \$ (4 705 000 \$ pour l'exercice 2007). La charge d'amortissement des immobilisations acquises en vertu des contrats de locations-acquisition était de 4 530 000 \$ et de 1 185 000 \$ pour les exercices 2008 et 2007, respectivement.

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations proviennent de contrats de location-exploitation d'immeubles à bureaux qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux dans leur état initial à l'échéance des contrats. Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de 2 529 000 \$ (1 735 000 \$ pour l'exercice 2007), qui sont comptabilisées dans les autres passifs à long terme, ont été basées sur des flux de trésorerie estimatifs de 3 465 000 \$ (2 736 000 \$ pour l'exercice 2007) et ont été actualisées en utilisant un taux d'intérêt de 4,35 % (5,12 % pour l'exercice 2007). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne sur une période de un à 15 ans.

Note 6 > Coûts liés à des contrats

	2008			2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Incitatifs	241 951	164 527	77 424	241 764	142 989	98 775
Coûts de transition	152 793	63 306	89 487	143 139	49 192	93 947
	394 744	227 833	166 911	384 903	192 181	192 722

Note 7 > Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	84 764	47 467	37 297
Solutions d'affaires	300 024	150 214	149 810
Licences d'utilisation de logiciels	134 162	94 572	39 590
Relations clients et autres	348 893	199 189	149 704
Actifs incorporels à durée de vie limitée	867 843	491 442	376 401
Frais de financement reportés			4 933
Régime de rémunération différée (note 25)			11 657
Contrats de maintenance à long terme			13 531
Contrats à terme (note 27)			8 758
Balance de prix de vente (note 19 b) et autres			6 798
Autres actifs à long terme			45 677
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			422 078

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	75 639	35 529	40 110
Solutions d'affaires	271 146	118 739	152 407
Licences d'utilisation de logiciels	114 666	80 702	33 964
Relations clients et autres	339 392	158 011	181 381
Actifs incorporels à durée de vie limitée	800 843	392 981	407 862
Frais de financement reportés			6 481
Régime de rémunération différée (note 25)			12 206
Contrats de maintenance à long terme			16 159
Autres			3 116
Autres actifs à long terme			37 962
Total des actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme			445 824

L'amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée inclus dans les états consolidés des résultats se détaille comme suit :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Logiciels pour utilisation interne	12 307	10 673	10 672
Solutions d'affaires	34 607	49 868	36 257
Licences d'utilisation de logiciels	17 997	22 422	29 980
Relations clients et autres	37 121	40 194	42 575
Amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée (note 14)	102 032	123 157	119 484

Note 8 > Écart d'acquisition

Lors des exercices précédents, la direction révisait les résultats d'exploitation de la Société selon ses deux lignes d'affaires, les services en TI et les services en GPA. Au cours de l'exercice 2008, la Société a vendu son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque (note 19 b) et a intégré sa ligne d'affaire des services en GPA à l'intérieur de celle des services en TI. À la suite de cette modification, la présentation des secteurs d'exploitation a été changée comme suit : Canada, États-Unis et Inde, et Europe et Asie-Pacifique.

Compte tenu de la nouvelle présentation des secteurs d'exploitation, la Société a réalisé deux tests de dépréciation de l'écart d'acquisition : avant et après le changement de sectorisation. La Société a effectué le test de dépréciation annuel au 30 septembre 2008. Suite aux résultats de ce test, aucune charge de dépréciation n'a été constatée.

Les variations de l'écart d'acquisition se présentent comme suit :

	2008			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 159 431	390 676	96 822	1 646 929
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 19)	(701)	(9 215)	–	(9 916)
Écart de conversion	–	49 668	2 681	52 349
Solde à la fin de l'exercice	1 158 730	431 129	99 503	1 689 362

	2007			
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début de l'exercice	1 163 201	465 479	97 423	1 726 103
Acquisitions (note 19)	–	19 620	–	19 620
Ajustements liés au coût d'acquisition (note 19)	(3 770)	(1 265)	68	(4 967)
Écart de conversion	–	(93 158)	(669)	(93 827)
Solde à la fin de l'exercice	1 159 431	390 676	96 822	1 646 929

Note 9 > Autres passifs à long terme

	2008	2007
	\$	\$
Rémunération à payer	22 068	21 404
Passifs liés aux intégrations et restructurations	12 145	29 955
Participation sans contrôle	5 922	4 979
Produits reportés	13 441	6 596
Avantages incitatifs liés aux contrats de location	14 150	6 155
Autres	4 455	2 808
	72 181	71 897

Note 10 > Dette à long terme

	2008	2007
	\$	\$
Notes principales non garanties en devises américaines, portant intérêt au taux moyen pondéré de 4,97 %, remboursables par des versements de 90 091 500 \$ en 2009, de 92 211 300 \$ en 2011 et de 21 198 000 \$ en 2014, déduction faite des intérêts imputés de 1 072 491 \$ ¹	202 428	189 525
Facilité à terme renouvelable engagée non garantie, portant intérêt au taux LIBOR majoré de 0,63 % ou au taux de l'acceptation bancaire majoré de 0,63 % et échéant en 2012 ²	157 468	263 696
Obligation portant intérêt au taux de 2,34 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant en 2010	9 037	–
Obligation portant intérêt au taux de 1,60 %, remboursable par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échus en 2008	–	1 214
Soldes des coûts d'acquisition liés aux acquisitions d'entreprises, ne portant pas intérêt. Le solde au 30 septembre 2008 est remboursable en 2009 et a été comptabilisé à la valeur actualisée selon un taux d'intérêt de 5,60 %. Le solde au 30 septembre 2007 inclut certains montants comptabilisés à la valeur actualisée selon un taux d'intérêt de 7,00 % qui ont été remboursés en 2008	645	10 112
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition, portant intérêt au taux moyen pondéré de 5,35 %, remboursables par versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2013	21 513	8 644
	391 091	473 191
Tranche à court terme	100 917	9 815
	290 174	463 376

1 La dette privée de 192 000 000 \$ US financée par des investisseurs institutionnels américains comprend trois tranches de billets de premier rang non garantis, échéant en janvier 2009, 2011 et 2014, et a été émise le 29 janvier 2004, avec une échéance moyenne pondérée de 6,4 années. Les notes principales non garanties en devises américaines contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2008, la Société respecte ces ratios financiers.

2 La Société possède une entente de crédit renouvelable non garantie d'une durée de cinq ans totalisant 1 500 000 000 \$ qui expire en août 2012. Le terme de cinq ans peut être prolongé annuellement. Au 30 septembre 2008, une somme de 158 000 000 \$ a été retirée de cette facilité. De plus, un montant de 16 335 000 \$ de cette facilité a été mis en garantie pour couvrir diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. Outre cette entente de crédit renouvelable, la Société dispose de marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$. Au 30 septembre 2008, aucun montant n'avait été retiré de ces facilités. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 28). Au 30 septembre 2008, la Société respecte ces ratios financiers. De plus, la Société détient une quote-part proportionnelle d'une facilité de crédit renouvelable reliée à sa coentreprise d'un montant de 5 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel canadien. Au 30 septembre 2008, aucun montant n'avait été retiré de cette facilité.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
2009	93 819
2010	4 641
2011	92 728
2012	157 468
2013	–
Suivants	20 922
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	369 578

Versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition :

	Capital	Intérêts	Paiement
	\$	\$	\$
2009	7 098	1 023	8 121
2010	6 702	609	7 311
2011	4 699	290	4 989
2012	2 302	103	2 405
2013	712	15	727
Total des versements minimums en vertu des contrats de location-acquisition	21 513	2 040	23 553

Note 11 > Capital-actions

Autorisé, un nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B ;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent ;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours des exercices 2008, 2007 et 2006, les actions subalternes classe A et classe B ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Solde au 30 septembre 2005	397 448 329	1 718 105	33 772 168	44 868	431 220 497	1 762 973
Rachetées et annulées ¹	(108 315 500)	(466 994)	–	–	(108 315 500)	(466 994)
Rachetées et non annulées ¹	–	(4 028)	–	–	–	(4 028)
Options levées ²	1 220 820	11 818	–	–	1 220 820	11 818
Options levées en contrepartie de bons de souscription ³	7 021 096	60 260	546 131	3 577	7 567 227	63 837
Converties en contrepartie de bons de souscription ³	110 140	721	(110 140)	(721)	–	–
Solde au 30 septembre 2006	297 484 885	1 319 882	34 208 159	47 724	331 693 044	1 367 606
Rachetées et annulées ¹	(12 484 000)	(52 203)	–	–	(12 484 000)	(52 203)
Rachetées et non annulées ¹	–	(3 461)	–	–	–	(3 461)
Options levées ²	5 544 830	57 087	–	–	5 544 830	57 087
Solde au 30 septembre 2007	290 545 715	1 321 305	34 208 159	47 724	324 753 874	1 369 029
Rachetées et annulées ¹	(20 488 168)	(90 748)	–	–	(20 488 168)	(90 748)
Rachetées et non annulées ¹	–	(847)	–	–	–	(847)
Options levées ²	4 107 823	42 238	–	–	4 107 823	42 238
Solde au 30 septembre 2008	274 165 370	1 271 948	34 208 159	47 724	308 373 529	1 319 672

1 Le 5 février 2008, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société et le rachat, au cours de l'année suivante, de jusqu'à 10 % des actions subalternes classe A de la Société. La Société a par la suite obtenu de la Bourse de Toronto l'autorisation de procéder à cette offre publique de rachat. L'offre publique de rachat permettait à la Société d'acheter jusqu'à 28 502 941 actions subalternes classe A sur le marché libre, par l'entremise de la Bourse de Toronto, afin de les annuler. L'achat d'actions subalternes classe A en vertu de l'offre publique de rachat a commencé le 7 février 2008 et devait se terminer au plus tard le 6 février 2009, ou plus tôt si la Société complétait le rachat ou décidait de mettre fin à l'offre publique de rachat avant son échéance. Pendant l'exercice 2007, sous un programme similaire, 29 091 303 actions subalternes classe A pouvaient être rachetées entre le 5 février 2007 et le 4 février 2008. Au cours de l'exercice 2008, la Société a racheté 19 910 068 actions subalternes classe A (12 339 400 pendant l'exercice 2007 et 8 374 400 pour l'exercice 2006), pour une contrepartie de 213 485 000 \$ (126 420 000 \$ pour l'exercice 2007 et 59 631 000 \$ pour l'exercice 2006). L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, au montant de 121 890 000 \$ (70 756 000 \$ pour l'exercice 2007 et 22 364 000 \$ pour l'exercice 2006) a été enregistré dans les bénéfices non répartis. Au 30 septembre 2008, 182 400 actions subalternes classe A rachetées (760 500 pendant l'exercice 2007 et 905 100 pendant l'exercice 2006) d'une valeur comptable de 847 000 \$ (3 461 000 \$ pour l'exercice 2007 et 4 028 000 \$ pour l'exercice 2006) et d'une valeur de rachat de 1 817 000 \$ (8 538 000 \$ pour l'exercice 2007 et 6 661 000 \$ pour l'exercice 2006) étaient détenues par la Société et étaient annulées après la fin de l'exercice. Après le 30 septembre 2008, les actions annulées étaient payées (après le 30 septembre 2007, 4 540 000 \$ des actions annulées étaient payées et après le 30 septembre 2006, toutes les actions annulées étaient payées).

Le 12 janvier 2006, la Société a conclu une transaction en vertu de laquelle la Société a racheté de BCE, pour annulation, 100 000 000 d'actions subalternes classe A au prix de 8,5923 \$ par action, pour un montant total de 859 230 000 \$. L'excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions subalternes classe A rachetées, qui s'élevait à 425 475 000 \$, de même que le coût de rachat des actions de 6 760 000 \$, ont été comptabilisés dans les bénéfices non répartis.

2 La valeur comptable des actions subalternes classe A inclut un montant de 10 223 000 \$ (13 904 000 \$ pour l'exercice 2007 et 3 421 000 \$ pour l'exercice 2006) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur de l'exercice des options liées à la rémunération à base d'actions depuis son début ainsi que la valeur des options exercées dans le cadre d'acquisitions.

3 Le 22 mars 2006, un bon de souscription a été exercé par un porteur pour racheter 4 000 000 d'actions subalternes classe A de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 26 200 000 \$. La valeur comptable de ces actions subalternes classe A inclut un montant de 14 271 000 \$ qui a été enregistré auparavant sous la rubrique Bons de souscription représentant le coût lié aux bons de souscription. Le 6 avril 2006, des bons de souscription ont été exercés par un autre porteur, donnant lieu à une émission de 3 021 096 actions subalternes classe A et de 110 140 actions classe B de la Société, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 20 510 000 \$. Au même moment, ce porteur a converti 110 140 actions classe B en 110 140 actions subalternes classe A, au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 721 000 \$. De plus, le 28 avril 2006, les détenteurs des actions classe B de la Société ont exercé leurs bons de souscription totalisant 435 991 actions classe B au prix de 6,55 \$ l'action, pour un montant total de 2 856 000 \$.

Note 12 > Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription

A) OPTIONS SUR ACTIONS

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, octroyer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix de levée est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture d'une action subalterne classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date de l'octroi. Les options deviennent généralement acquises de un à trois ans après la date d'octroi, conditionnellement à l'atteinte d'objectifs, et doivent être levées dans un délai de dix ans, sauf en cas de retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2008, 46 239 306 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options d'achat d'actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours octroyées par la Société pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2008		2007		2006	
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré par action
		\$		\$		\$
En cours au début de l'exercice	24 499 886	8,52	29 956 711	8,57	26 538 654	8,79
Octroyées	7 798 388	11,39	3 960 405	7,74	8 738 601	8,06
Levées	(4 107 823)	7,79	(5 544 830)	7,79	(1 220 820)	6,87
Éteintes	(1 094 052)	10,65	(3 872 400)	8,92	(4 099 724)	9,27
Échues	(338 661)	12,20	–	–	–	–
En cours à la fin de l'exercice	26 757 738	9,34	24 499 886	8,52	29 956 711	8,57
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	19 398 753	8,56	18 507 376	8,90	21 588 443	8,80

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2008 :

			Options en cours		Options pouvant être levées	
		Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix de levée moyen pondéré		Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré
Fourchette des prix de levée	Nombre d'options					
		\$	\$			\$
2,12 à 3,99	37 559	2,22	2,12		37 559	2,12
5,20 à 6,98	3 429 944	5,86	6,46		3 429 944	6,46
7,00 à 7,96	5 532 333	6,49	7,74		5 532 333	7,74
8,00 à 8,99	7 722 629	5,16	8,63		7 689 094	8,63
9,05 à 10,90	1 285 714	2,75	9,85		1 285 714	9,85
11,34 à 14,85	7 813 798	8,52	11,53		488 348	13,70
15,01 à 19,58	920 121	1,06	16,23		920 121	16,23
24,51 à 26,03	15 640	1,32	25,97		15 640	25,97
	26 757 738	6,25	9,34		19 398 753	8,56

Le tableau suivant présente les hypothèses moyennes pondérées qui ont été utilisées pour calculer la charge de rémunération à base d'actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2008	2007	2006
Rémunération à base d'actions (\$)	5 131	13 933	12 895
Taux de dividende (%)	0,00	0,00	0,00
Volatilité prévue (%)	23,70	29,48	36,13
Taux d'intérêt sans risque (%)	4,09	3,90	3,97
Durée de vie prévue (années)	5,00	5,00	5,00
Juste valeur moyenne pondérée à la date d'octroi (\$)	3,37	2,60	3,13

Note 12 > Options sur actions, surplus d'apport et bons de souscription (SUITE)

B) SURPLUS D'APPORT

Le tableau suivant présente la variation du surplus d'apport depuis le 30 septembre 2005 :

	\$
Solde au 30 septembre 2005	67 578
Coût de rémunération lié aux options levées et prises en compte dans le cadre d'acquisitions	(152)
Coût de rémunération lié aux options levées	(3 269)
Juste valeur des options octroyées	12 895
Valeur comptable des bons de souscription échus ¹	5 384
Solde au 30 septembre 2006	82 436
Coût de rémunération lié aux options levées	(13 904)
Juste valeur des options octroyées	13 933
Solde au 30 septembre 2007	82 465
Coût de rémunération lié aux options levées	(10 223)
Juste valeur des options octroyées	5 131
Solde au 30 septembre 2008	77 373

1 Le 13 juin 2006, 1 118 210 bons de souscription d'un des porteurs sont venus à échéance, engendrant un transfert de leur valeur comptable de 5 384 000 \$ de la rubrique Bons de souscription à la rubrique Surplus d'apport.

Note 13 > Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action tiré des activités poursuivies pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2008			2007			2006		
	Bénéfice net tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice net tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies	Bénéfice net tiré des activités poursuivies	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ¹	Bénéfice par action tiré des activités poursuivies
	\$		\$	\$		\$	\$		\$
	297 898	317 604 899	0,94	234 659	329 016 756	0,71	143 770	362 783 618	0,39
Options dilutives ²		5 199 388			4 859 808			1 224 463	
Bons de souscription dilutifs ²		—			—			698 575	
	297 898	322 804 287	0,92	234 659	333 876 564	0,70	143 770	364 706 656	0,39

1 Les 19 910 068 actions subalternes classe A rachetées au cours de l'exercice (12 339 400 pendant l'exercice 2007 et 108 374 400 pendant l'exercice 2006) ont été exclues du calcul du bénéfice par action à compter de la date de leur rachat.

2 Le calcul des conversions hypothétiques exclut les options et les bons de souscription dont l'effet est antidilutif puisque leur prix de levée est plus élevé que la valeur marchande moyenne de l'action subalterne classe A de la Société pour chacune des périodes présentées dans le tableau. Le nombre d'options exclues était de 8 764 136, 3 162 074 et 18 255 009 pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006, respectivement. Le nombre de bons de souscription exclus était nul pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006.

Note 14 > Amortissements

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations	43 455	32 396	33 983
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	18 457	19 476	14 914
Amortissement des actifs incorporels à durée de vie limitée (note 7)	102 032	123 157	119 484
	163 944	175 029	168 381
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présenté à titre de réduction des produits)	21 682	21 946	26 602
Amortissement des autres actifs à long terme (présenté dans les coûts des services et frais de vente et d'administration et dans les intérêts sur la dette à long terme)	1 266	1 360	2 392
	186 892	198 335	197 375

Note 15 > Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Solde au 1 ^{er} octobre 2007	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2008
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(440 262)	67 561	(372 701)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome	54 547	(538)	54 009
Pertes nettes non réalisées sur les éléments de couverture des flux de trésorerie	–	(1 200)	(1 200)
Charge d'impôts sur les autres éléments du résultat étendu	(358)	(1 174)	(1 532)
	(386 073)	64 649	(321 424)

	Solde au 1 ^{er} octobre 2006	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2007
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(321 477)	(118 785)	(440 262)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome	31 699	22 848	54 547
Charge d'impôts sur les autres éléments du résultat étendu	555	(913)	(358)
	(289 223)	(96 850)	(386 073)

	Solde au 1 ^{er} octobre 2005	Variation nette au cours de l'exercice	Solde au 30 septembre 2006
	\$	\$	\$
Pertes nettes non réalisées découlant de la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes	(273 620)	(47 857)	(321 477)
Gains nets non réalisés sur la conversion de la dette à long terme désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger autonome	22 905	8 794	31 699
Recouvrement d'impôts sur les autres éléments du résultat étendu	(68)	623	555
	(250 783)	(38 440)	(289 223)

Note 16 > Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques

Le 29 mars 2006, la Société a annoncé un plan de réorganisation affectant des membres localisés principalement à Montréal et à Toronto. Une part importante des suppressions de postes découlait du fait que le volume de travail provenant de BCE était moins important que prévu. Environ 1 150 postes ont été abolis. Le plan de réorganisation a été complété le 31 décembre 2006. En vertu de l'accord signé le 12 janvier 2006 entre BCE et la Société, BCE a accepté de partager les coûts de cessation d'emploi applicables au-delà de 100 suppressions de postes, et sa contribution maximale a été établie à 10 000 000 \$.

Les frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques engagés ont totalisé 90 276 000 \$, dont 61 986 000 \$ (déduction faite de la contribution de BCE au montant de 10 000 000 \$) pour la cessation d'emploi et 28 290 000 \$ pour la consolidation et la fermeture d'installations. Le montant de 90 276 000 \$ a été séparé par secteur d'exploitation comme suit : 64 212 000 \$ pour le Canada, 6 815 000 \$ pour les É.-U. et l'Inde, 6 478 000 \$ pour l'Europe et l'Asie-Pacifique et 12 771 000 \$ pour le siège social. Les frais de réorganisation se sont élevés à 23 010 000 \$ et 67 266 000 \$ en 2007 et 2006, respectivement.

Note 16 > Frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques (SUITE)

Le tableau suivant présente les composantes de la provision pour frais de réorganisation incluses dans la rémunération à payer, les créiteurs et charges à payer, ainsi que dans les autres passifs à long terme :

	Cessation d'emploi	Consolidation et fermeture d'installations	Total
	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2006	8 602	5 445	14 047
Nouveaux frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques	11 015	12 474	23 489
Écart de conversion	27	154	181
Paiements effectués pendant l'exercice 2007	(18 455)	(8 684)	(27 139)
Solde au 30 septembre 2007 ¹	1 189	9 389	10 578
Ajustements de la provision initiale	(241)	(1 407)	(1 648)
Écart de conversion	(2)	19	17
Paiements effectués pendant l'exercice 2008	(599)	(3 201)	(3 800)
Solde au 30 septembre 2008¹	347	4 800	5 147

1 Du solde restant, 347 000 \$ (1 189 000 \$ pour l'exercice 2007) sont inclus dans la rémunération à payer, 1 811 000 \$ (3 987 000 \$ pour l'exercice 2007) sont inclus dans les créiteurs et charges à payer et 2 989 000 \$ (5 402 000 \$ pour l'exercice 2007) sont inclus dans les autres passifs à long terme.

Note 17 > Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts s'établit comme suit :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Exigibles	128 972	105 138	103 464
Futurs	(22 839)	10 054	(34 225)
	106 133	115 192	69 239

Le taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices tirés des activités poursuivies est différent du taux d'imposition combiné prévu par les lois fédérales et provinciales et il s'établit comme suit :

	2008	2007	2006
	%	%	%
Taux d'imposition statutaire de la Société	31,2	32,0	31,7
Effet des écarts des taux d'imposition provinciaux et étrangers	2,7	2,9	2,5
Bénéfice résultant du placement dans des filiales	(3,3)	(3,2)	(4,0)
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	(3,7)	—	—
Options sur actions non déductibles	0,1	0,8	1,9
Autres éléments non déductibles	0,9	1,0	1,0
Congé d'impôt fiscal corporatif	(0,2)	(1,1)	—
Incidence sur le solde d'impôts futurs résultant du changement des taux d'imposition	(1,7)	0,4	(0,9)
Provision pour moins-value se rapportant aux économies d'impôts découlant des pertes	0,2	0,1	—
Autres	—	—	0,4
Taux d'imposition effectif	26,2	32,9	32,6

Les actifs et passifs d'impôts futurs se détaillent comme suit aux 30 septembre :

	2008	2007
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs :		
Passifs liés aux charges d'intégration et créditeurs et charges à payer	10 191	12 155
Économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes	41 579	56 019
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	10 915	4 394
Rémunération à payer	26 077	24 731
Provision pour créances douteuses	2 733	2 533
Frais de financement et coûts d'émission des actions	173	137
Autres	2 718	1 446
	94 386	101 415
Provision pour moins-value	(25 473)	(21 166)
	68 913	80 249
Passifs d'impôts futurs :		
Immobilisations, coûts liés à des contrats et actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	178 928	210 666
Travaux en cours	12 964	19 145
Écart d'acquisition	21 576	17 149
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	20 434	19 572
Autres	3 448	3 153
	237 350	269 685
Impôts futurs, montant net	(168 437)	(189 436)

La charge d'impôts s'établit comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs à court terme	34 031	30 434
Actifs d'impôts futurs à long terme	7 747	4 673
Passifs d'impôts futurs à court terme	(25 529)	(21 825)
Passifs d'impôts futurs à long terme	(184 686)	(202 718)
Passifs d'impôts futurs, montant net	(168 437)	(189 436)

Au 30 septembre 2008, la Société dispose de reports prospectifs de pertes nettes d'exploitation totalisant 105 334 000 \$, dont 93 418 000 \$ ayant des échéances diverses jusqu'en 2024 et 11 916 000 \$ n'ayant aucune échéance. De plus, la Société avait des reports prospectifs de pertes en capital de 35 009 000 \$ ayant aucune date d'échéance. La Société a constaté des économies d'impôts découlant des reports prospectifs de pertes de 41 579 000 \$ et a constaté une provision pour moins-value de 25 473 000 \$ en relation avec ces pertes. Les économies d'impôts nettes de 16 106 000 \$ représentent le montant dont la réalisation est jugée plus probable qu'improbable. Si cette provision pour moins-value se renverse, l'écart d'acquisition serait réduit d'approximativement 18 209 000 \$ et la charge d'impôts sur les bénéfices serait réduite de 7 264 000 \$ approximativement.

Le bénéfice étranger de certaines filiales de la Société sera imposé seulement lorsqu'il sera rapatrié au Canada. La Société n'a constaté aucun passif d'impôts futurs pour ces bénéfices non répartis puisque la direction ne s'attend pas à ce qu'ils soient rapatriés. Un passif d'impôts futurs sera constaté quand la Société estimera qu'elle récupérera ces bénéfices non distribués sous une forme imposable, telle qu'une vente de l'investissement ou lors d'une réception de dividendes. Au moment du paiement, certains pays imposent des retenues d'impôts qui, sous certaines conditions, peuvent ensuite être utilisées en tant que crédits d'impôt pour réduire les impôts fédéraux ou provinciaux sur les bénéfices à payer, le cas échéant.

Note 18 > Coûts des services et frais de vente et d'administration

Les crédits d'impôt et la perte de change inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration se détaillent comme suit :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Coûts des services et frais de vente et d'administration	3 193 030	3 137 524	2 979 996
Crédits d'impôt (note 4)	(82 510)	(87 242)	(62 903)
Perte de change	1 445	3 457	1 914
	3 111 965	3 053 739	2 919 007

Note 19 > Investissements dans les filiales et les coentreprises

Dans le cas de toutes les acquisitions d'entreprises, la Société a comptabilisé les résultats d'exploitation des entreprises à la date de la prise d'effet respective de chacune des acquisitions.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2008

a) Acquisition

Il n'y a eu aucune acquisition pendant l'exercice 2008.

b) Cession

Le 19 juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de gestion des services de réclamations et de gestion du risque pour une contrepartie de 38 050 000 \$. Ces services étaient auparavant inclus dans le secteur des services en GPA. La Société a reçu un montant de 31 671 000 \$ en août 2008. Du solde restant, 879 000 \$ seront payés au cours du prochain exercice et 5 500 000 \$ seront payés le ou avant le 5 août 2014 et portant intérêt au taux de 10 % payable annuellement (note 7). L'actif net cédé comprenait un écart d'acquisition de 7 732 000 \$, déduction faite d'une dépréciation de 4 051 000 \$. Cette transaction a entraîné une perte de 965 000 \$.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

American Management Systems, Incorporated (« AMS ») a été acquis durant l'exercice 2004. Pour AMS, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	Consolidation et fermeture d'installations	Cessation d'emploi	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2007	15 226	1 395	16 621
Ajustements de la provision initiale ¹	(4 962)	–	(4 962)
Écart de conversion	686	84	770
Paiements effectués pendant l'exercice 2008	(3 676)	(95)	(3 771)
Solde au 30 Septembre 2008²	7 274	1 384	8 658

¹ Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

² Du solde restant, 4 310 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 4 348 000 \$ sont inclus dans les autres passifs à long terme.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des passifs liés aux intégrations, de la tranche à court terme de la dette à long terme, de la dette à long terme, des actifs d'impôts futurs et des passifs liés aux réorganisations de 5 801 000 \$, 3 287 000 \$, 2 685 000 \$, 2 145 000 \$ et 320 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette de l'encaisse et de la participation sans contrôle de 43 000 \$ et 75 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 9 916 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2008, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 3 954 000 \$.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007

a) Acquisition

La Société a réalisé l'acquisition suivante :

- Codesic Consulting (« Codesic ») — Le 3 mai 2007, la Société a acquis toutes les actions en circulation de Codesic, une firme de services en technologies de l'information de Seattle, Washington. Reconnu pour sa profonde connaissance des affaires et des technologies de l'information, Codesic aide ses clients en gérant leurs initiatives stratégiques, en intégrant les technologies à leurs fonctions d'affaires et en assurant le soutien d'environnements informatiques essentiels.

L'acquisition de la société a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La ventilation du prix d'acquisition présentée ci-après était préliminaire et se fonde sur les meilleures estimations de la direction de la Société. De la contrepartie totale de 24 034 000 \$, une tranche de 15 055 000 \$ a été payée. Le montant du solde à payer dépendra du rendement de Codesic au cours des deux prochaines années, selon une formule stipulée dans l'entente. La ventilation finale du prix d'acquisition a été complétée et ces modifications sont présentées à la note 19 d) des transactions réalisées au cours de l'exercice 2008.

	Codesic
	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	1 303
Immobilisations	146
Relations clients et autres	6 023
Écart d'acquisition ¹	16 094
Impôts futurs	355
	23 921
Situation de trésorerie acquise	113
Actifs nets acquis	24 034
Contrepartie	
Espèces	14 778
Solde conditionnel	8 979
Coûts d'acquisition	277
	24 034

¹ L'écart d'acquisition est déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre de l'acquisition complétée pendant l'exercice 2007, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration de l'entreprise acquise. Conséquemment, la Société a établi une provision de 332 000 \$, liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés de l'entreprise acquise dont les fonctions étaient déjà remplies dans la structure existante.

b) Modification à la coentreprise

Le 19 avril 2007, la Société a modifié son entente avec les actionnaires de Conseillers en informatique d'affaires (« CIA »), un fournisseur de services informatiques qui exerce ses activités principalement dans les domaines gouvernementaux et financiers. À la suite de cette modification, la Société est en position d'exercer un contrôle unilatéral sur CIA. La Société utilise maintenant la méthode de consolidation intégrale pour comptabiliser son investissement de 60,69 %. Avant le 19 avril 2007, l'investissement était considéré comme une coentreprise et était comptabilisé selon la méthode de la consolidation proportionnelle. En vertu de l'entente, la Société s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA, soit 39,31 % des actions de CIA, avant le 1^{er} octobre 2011. Après le 19 avril 2007, la Société a augmenté son investissement dans les actions de CIA à 64,66 %. La modification de la méthode de consolidation a entraîné une augmentation nette des actifs de 215 000 \$ et une diminution de l'encaisse du même montant. À la suite de ces modifications, la valeur de l'écart d'acquisition de CIA s'élève à 3 526 000 \$. La Société a décrit ses engagements pour l'achat des actions restantes à la note 26 a).

Note 19 > Investissements dans les filiales et les coentreprises (SUITE)

c) Solde des passifs liés aux intégrations

COGNICASE Inc. (« Cognicase ») a été acquis durant l'exercice 2003. Pour AMS et Cognicase, les éléments des passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	Consolidation et fermeture d'installations	Cessation d'emploi	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2006	35 010	2 287	37 297
Ajustements de la provision initiale ¹	(3 860)	(754)	(4 614)
Écart de conversion	(1 517)	(17)	(1 534)
Paielements effectués pendant l'exercice 2007	(9 577)	(121)	(9 698)
Solde au 30 Septembre 2007 ²	20 056	1 395	21 451

1 Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

2 Du solde restant, 6 247 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 15 204 000 \$ sont inclus dans les autres passifs à long terme. La majorité du solde restant de Cognicase a été payé durant l'exercice 2008.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution nette des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations, de l'encaisse et des éléments hors caisse du fonds de roulement de 3 021 000 \$, 8 045 000 \$, 130 000 \$ et 118 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients de 191 000 \$, tandis que l'écart d'acquisition a diminué de 4 967 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2007, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition de certaines entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 011 000 \$.

TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2006**a) Acquisitions**

La Société a réalisé les acquisitions suivantes :

- Pangaea Systems Inc. (« Pangaea ») — Le 1^{er} mars 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une entreprise de services en technologies de l'information située en Alberta, au Canada. Pangaea est spécialisée en développement de solutions internet et de services connexes pour le secteur public principalement, ainsi que pour les secteurs de l'énergie et des services financiers.
- ERS Informatique Inc. (« ERS ») — Le 7 avril 2006, l'une des coentreprises de la Société a acquis la totalité des actions en circulation d'une société de services en technologies de l'information située au Québec, au Canada. ERS se spécialise dans le développement de logiciels d'applications, destinés principalement au secteur public.
- Plaut Consulting SAS (« Plaut ») — Le 1^{er} juin 2006, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'une société française de conseil en gestion et nouvelles technologies. Reconnue pour son expertise dans la mise en œuvre de solutions SAP, Plaut accompagne sa clientèle internationale dans leurs projets de transformation des organisations et des systèmes d'information.

Les acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. La ventilation des prix d'acquisition présentée ci-après était préliminaire et se fondait sur les meilleures estimations de la direction de la Société. La Société a subséquemment complété la ventilation finale des prix d'acquisition et les modifications sont présentées à la note 19 d) des transactions réalisées au cours de l'exercice 2007 et 2008.

	Plaut	Autres	Total
	\$	\$	\$
Éléments hors caisse du fonds de roulement	(580)	(2 298)	(2 878)
Immobilisations	28	656	684
Relations clients et autres	5 565	358	5 923
Écart d'acquisition ¹	11 328	6 742	18 070
Prise en charge de la dette à long terme	–	(80)	(80)
Impôts futurs	1 698	738	2 436
	18 039	6 116	24 155
Prise en charge du découvert bancaire	(300)	(49)	(349)
Actifs nets acquis	17 739	6 067	23 806
Contrepartie			
Espèces	16 052	5 161	21 213
Soldes du prix d'acquisition	1 242	516	1 758
Coûts d'acquisition	445	390	835
	17 739	6 067	23 806

1 L'écart d'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

Dans le cadre des acquisitions complétées pendant l'exercice 2006, la Société a adopté certains plans de restructuration et d'intégration des entreprises acquises. Conséquemment, la Société a établi une provision de 936 000 \$ relative à des contrats de location de locaux des entreprises acquises que la Société compte libérer, et une provision de 1 518 000 \$ liée à des coûts de cessation d'emploi planifiée de certains employés des entreprises acquises, dont les fonctions étaient déjà remplies dans la structure existante.

b) Cession

Le 31 décembre 2005, la Société a vendu ses actifs de commutation électronique à Everlink Payment Services Inc. pour une contrepartie en espèces de 27 559 000 \$. Les actifs nets vendus incluaient un écart d'acquisition de 13 172 000 \$ et la transaction a entraîné un gain de 10 475 000 \$.

c) Solde des passifs liés aux intégrations

Pour AMS et Cognicase, les éléments de passifs liés aux intégrations des entreprises acquises inclus dans les créditeurs et charges à payer et les autres passifs à long terme s'établissent comme suit :

	Consolidation et fermeture d'installations	Cessation d'emploi	Total
	\$	\$	\$
Solde au 1 ^{er} octobre 2005	57 118	5 194	62 312
Ajustements de la provision initiale ¹	(10 188)	(1 688)	(11 876)
Écart de conversion	(998)	152	(846)
Paiements effectués pendant l'exercice 2006	(10 922)	(1 371)	(12 293)
Solde au 30 septembre 2006 ²	35 010	2 287	37 297

1 Comptabilisés comme diminution de l'écart d'acquisition.

2 Du solde restant, 8 212 000 \$ sont inclus dans les créditeurs et charges à payer et 29 085 000 \$ sont inclus dans les autres passifs à long terme.

d) Modifications de la ventilation des prix d'acquisition

La Société a révisé la ventilation des prix d'acquisition et a effectué des ajustements liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs d'impôts futurs, des passifs liés aux intégrations et de l'encaisse de 4 477 000 \$, 8 661 000 \$ et 1 087 000 \$, respectivement, et à une augmentation nette des relations clients, de la dette à long terme et des éléments hors caisse du fonds de roulement de 325 000 \$, 463 000 \$ et 3 533 000 \$, respectivement, entraînant une diminution de l'écart d'acquisition de 6 492 000 \$.

e) Contrepartie des prix d'acquisition

Durant l'exercice 2006, la Société a payé les soldes des prix d'acquisition liés à certaines acquisitions d'entreprises, ce qui a donné lieu à une diminution de la dette à long terme de 2 136 000 \$.

Note 20 > Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2008, les résultats relatifs aux services canadiens de réclamations et de gestion du risque et aux services actuariels de la Société ont été classés comme activités abandonnées. En juillet 2008, la Société a vendu son unité canadienne de services de réclamations et de gestion du risque (note 19 b).

Le tableau suivant présente un résumé de l'information financière concernant les activités abandonnées :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Produits	64 851	77 621	84 241
Charges d'exploitation ¹	(68 747)	(72 157)	(77 359)
Amortissement	(1 624)	(2 619)	(2 385)
Perte (bénéfice) avant impôts sur les bénéfices	(5 520)	2 845	4 497
(Recouvrement) charge d'impôts sur les bénéfices ²	(386)	1 102	1 734
(Perte) bénéfice tiré(e) des activités abandonnées	(5 134)	1 743	2 763

1 Les charges d'exploitation provenant des activités abandonnées tiennent compte d'une perte de valeur relative à l'écart d'acquisition de 4 051 000 \$ et d'une perte sur disposition de 965 000 \$.

2 La charge d'impôts sur les bénéfices ne présente pas des taux d'impôt proportionnels aux pertes (bénéfices) car la vente inclut un écart d'acquisition de 7 732 000 \$ qui n'a pas de valeur fiscale.

Le tableau suivant présente l'actif et le passif liés aux activités abandonnées :

	2008	2007
	\$	\$
Actif à court terme		
Débiteurs	1 304	12 938
Travaux en cours	–	14 638
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	–	95
Impôts sur les bénéfices	39	343
Immobilisations	55	3 947
Actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme	–	9 887
Écart d'acquisition	–	11 783
Total des actifs destinés à la vente	1 398	53 631
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	295	5 707
Rémunération et charges à payer	41	1 192
Produits reportés	321	2 457
Impôts sur les bénéfices	–	160
Impôts futurs	–	2 579
Total des passifs destinés à la vente	657	12 095

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités d'exploitation	(818)	5 930	6 355
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(250)	(2 302)	(123)
Total des flux de trésorerie affectés aux (provenant des) activités abandonnées	(1 068)	3 628	6 232

Note 21 > Renseignements supplémentaires sur les coentreprises

La quote-part des activités des coentreprises revenant à la Société, incluse dans les états financiers consolidés, s'établit comme suit :

	2008	2007
	\$	\$
Bilans		
Actifs à court terme	36 543	40 303
Actifs à long terme	3 294	6 517
Passifs à court terme	15 040	16 879
Passifs à long terme	1 119	726

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
États des résultats			
Produits	87 887	94 111	90 122
Charges	77 749	80 015	82 191
Bénéfice net	10 138	14 096	7 931

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
États des flux de trésorerie			
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :			
Activités d'exploitation	4 879	16 327	1 578
Activités d'investissement	(412)	(2 669)	(13 955)
Activités de financement	(13 720)	(11 956)	1 430

Note 22 > Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Débiteurs	(13 164)	(8 441)	7 855
Travaux en cours	(43 785)	(5 049)	12 125
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	(12 692)	6 063	(11 439)
Créditeurs et charges à payer	5 762	(21 449)	(30 586)
Rémunération à payer	(5 327)	24 220	1 124
Produits reportés	(13 323)	39 020	(14 521)
Impôts sur les bénéfices	(31 357)	49 886	26 864
	(113 886)	84 250	(8 578)

b) Les activités d'exploitation, d'investissement et de financement liées aux activités poursuivies sans effet sur la trésorerie s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Activités d'exploitation			
Débiteurs	408	(438)	–
Charges payées d'avance et autres actifs à court terme	–	–	(3 006)
Créditeurs et charges à payer	(2 723)	(4 540)	(6 661)
	(2 315)	(4 978)	(9 667)
Activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	(17 559)	(9 609)	–
(Acquisitions) dispositions d'actifs incorporels à durée de vie limitée	(13 185)	–	3 006
	(30 744)	(9 609)	3 006
Activités de financement			
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-acquisition	30 744	9 609	–
Émission d'actions	(408)	438	–
Rachat d'actions subalternes classe A	2 723	4 540	6 661
	33 059	14 587	6 661

c) Les intérêts et les impôts sur les bénéfices payés s'établissent comme suit pour les exercices terminés les 30 septembre :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Intérêts payés	26 847	37 925	40 255
Impôts sur les bénéfices payés	139 803	37 763	61 365

Note 23 > Information sectorielle

La Société compte les trois secteurs d'exploitation suivants, outre les activités du siège social : Canada, États-Unis et Inde, et Europe et Asie-Pacifique (note 8). Ces secteurs d'exploitation sont structurés en fonction du lieu de prestation des services ; leurs résultats englobent les activités qu'ils exercent pour les clients de leurs régions respectives ainsi que les activités réalisées par nos centres d'excellence dans le cadre de notre modèle mondial de prestations de services.

Le tableau ci-après présente l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion. La Société a retraité les éléments correspondants de l'information sectorielle des périodes précédentes afin de refléter la nouvelle structure de l'information sectorielle.

2008					
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 335 566	1 086 513	283 784	–	3 705 863
Bénéfice net avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, intérêts et autres charges, participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices, perte tirée des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices et impôts sur les bénéfices ¹	332 295	129 401	24 692	(56 434)	429 954
Total de l'actif	2 203 320	1 115 899	197 026	167 728	3 683 973

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 111 180 000 \$, 54 358 000 \$, 5 069 000 \$ et 15 019 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008.

2007					
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 251 326	1 115 449	267 170	–	3 633 945
Bénéfice net avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, intérêts et autres charges, gain à la vente d'actifs, frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, participation sans contrôle, déduction faite des impôts sur les bénéfices, bénéfice tiré des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices et impôts sur les bénéfices ¹	321 390	123 512	23 152	(62 877)	405 177
Total de l'actif	2 009 611	1 080 260	195 328	190 609	3 475 808

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 124 970 000 \$, 54 548 000 \$, 5 123 000 \$ et 12 334 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2007.

2006					
	Canada	É.-U. et Inde	Europe et Asie-Pacifique	Siège social	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	2 104 647	1 064 795	223 940	–	3 393 382
Bénéfice net avant intérêts sur la dette à long terme, autres revenus, intérêts et autres charges, gain à la vente d'actifs, frais de réorganisation liés à des éléments spécifiques, bénéfice tiré des activités abandonnées, déduction faite des impôts sur les bénéfices et impôts sur les bénéfices ¹	243 352	112 436	29 121	(78 915)	305 994

¹ L'amortissement inclus dans les résultats du Canada, des États-Unis et de l'Inde, de l'Europe et de l'Asie-Pacifique et du siège social est de 128 923 000 \$, 47 936 000 \$, 6 164 000 \$ et 12 590 000 \$, respectivement, pour l'exercice terminé le 30 septembre 2006.

Note 23 > Information sectorielle (SUITE)

Le tableau ci-après présente l'information sur les immobilisations en fonction des secteurs d'exploitation :

	2008	2007
	\$	\$
Immobilisations		
Canada	104 049	89 606
É.-U. et Inde	40 147	22 341
Europe et Asie-Pacifique	2 309	1 434
Siège social	31 930	29 024
	178 435	142 405

Les conventions comptables des secteurs d'exploitation sont identiques à celles décrites dans la rubrique Sommaire des principales conventions comptables (note 2). Les montants sont présentés déduction faite des ventes et des transferts intersectoriels, lesquels sont mesurés de la même manière que si ces ventes et transferts avaient eu lieu avec un tiers.

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant présente certaines informations d'ordre géographique en fonction de l'emplacement des clients :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Produits			
Canada	2 252 727	2 130 122	2 015 823
États-Unis	1 152 586	1 224 407	1 143 551
Europe et Asie-Pacifique	300 550	279 416	234 008
	3 705 863	3 633 945	3 393 382

INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente l'information en fonction des services fournis par la Société :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Produits			
Impartition			
Service en TI	1 523 562	1 565 943	1 530 653
GPA	485 454	400 989	361 371
Intégration de systèmes et services-conseils	1 696 847	1 667 013	1 501 358
	3 705 863	3 633 945	3 393 382

Note 24 > Opérations entre apparentés

Dans le cours normal de ses activités, la Société est aussi partie à des contrats conclus avec Innovaposte, une coentreprise, en vertu desquels la Société en est le fournisseur privilégié pour ses besoins en TI. La Société exerce un contrôle conjoint sur les activités d'exploitation, de financement et d'investissement d'Innovaposte en raison de sa participation de 49 %.

Les opérations et les soldes qui en découlent, constatés au prix du marché (valeur d'échange), sont présentés ci-dessous.

Les produits étaient de 124 461 000 \$, 120 010 000 \$ et 100 994 000 \$ pour les exercices terminés le 30 septembre 2008, 2007 et 2006, respectivement.

	2008	2007
	\$	\$
Débiteurs	12 050	9 310
Travaux en cours	5 939	3 648
Coûts liés à des contrats	11 206	13 746
Produits reportés	2 715	1 868

Note 25 > Avantages sociaux des employés

En règle générale, la Société n'offre pas de régime de retraite ni d'avantages complémentaires de retraite à ses employés, sauf dans les cas suivants :

- La Société maintient un régime de retraite à cotisations déterminées principalement pour certains de ses employés situés en Europe. La charge totale relative à ce régime pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006 est de 5 303 000 \$, 4 717 000 \$ et 4 076 000 \$, respectivement.
- La Société maintient un régime à cotisations déterminées du type 401(k) pour l'ensemble de ses employés situés aux États-Unis. Depuis le 1^{er} janvier 2008, la Société cotise dans la même proportion que les employés, jusqu'à concurrence de 2 500 \$ US par année. Avant cette date, le maximum était de 1 000 \$ US par année. Pour les exercices terminés les 30 septembre 2008, 2007 et 2006, la Société a cotisé des montants de 5 069 000 \$, 4 520 000 \$ et 4 697 000 \$, respectivement.
- La Société adhère à deux régimes de rémunération différée pour certains membres de la direction situés aux États-Unis. Un de ces deux régimes ne constitue pas un régime par capitalisation et le passif au titre de rémunération différée totalisait 4 066 000 \$ et 4 596 000 \$ aux 30 septembre 2008 et 2007. L'autre régime représente un régime par capitalisation pour lequel une fiducie a été établie afin que les actifs du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont assujettis aux créanciers de la Société. Ces actifs, composés de placements, sont compris dans les actifs incorporels à durée de vie limitée et autres actifs à long terme et changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur de l'actif. Aux 30 septembre 2008 et 2007, les actifs de la fiducie ainsi que les passifs sous-jacents totalisaient 11 657 000 \$ et 12 206 000 \$, respectivement.
- La Société offre un régime d'avantages postérieurs à l'emploi pour certains de ses anciens employés qui sont à la retraite. Le passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi totalisait 7 368 000 \$ et 5 591 000 \$ aux 30 septembre 2008 et 2007, respectivement.

Note 26 > Engagements, éventualités et garanties

A) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2008, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2030 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans les contrats d'impartition, se chiffrent à environ 891 942 000 \$. Les loyers minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices et suivants se répartissent comme suit :

	\$
2009	155 596
2010	123 762
2011	93 972
2012	76 343
2013	63 983
Suivants	378 286

La Société a conclu des ententes de service à long terme représentant un engagement total de 205 382 000 \$. Les versements minimaux exigibles en vertu de ces ententes pour les cinq prochains exercices et suivants s'échelonnent comme suit :

	\$
2009	73 462
2010	76 981
2011	32 169
2012	15 380
2013	4 220
Suivants	3 170

À partir du 19 avril 2007, dans le cadre de l'entente entre les actionnaires de CIA, la Société s'est engagée à acheter les actions restantes de CIA, soit 39,31 % des actions, avant le 1^{er} octobre 2011 (note 19 b) des transactions de 2007). Au 30 Septembre 2008 et 2007, 35,34 % des actions de CIA n'avaient pas été achetées. Le prix d'achat des actions restantes sera calculé tel que défini dans la convention avec les actionnaires.

B) ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de réclamations et de litiges dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces procédures pourraient entraîner des coûts importants. Même si le dénouement de ces procédures ne peuvent être prévisibles avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'un de ces litiges pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Au 30 septembre 2008, la Société fait l'objet de réclamations d'environ 140 000 000 \$ et de demandes reconventionnelles de plus de 160 000 000 \$.

Note 26 > Engagements, éventualités et garanties (SUITE)

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats font l'objet d'exigences légales et réglementaires étendues et, de temps à autre, des agences gouvernementales enquêtent afin de s'assurer que les activités de la Société sont conduites selon les exigences requises. En règle générale, le gouvernement peut changer la portée ou mettre fin à ces contrats à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un projet important avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société.

C) GARANTIES

Vente d'actifs et cession d'entreprises

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société peut être obligée de verser des paiements à des contreparties, par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte à la propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines conventions limitent le montant maximal à verser à un total approximatif de 67 500 000 \$, d'autres engagements ne fixent pas de plafond quant au montant, ni de limite quant à la durée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces sommes dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Aucun passif n'a été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation au 30 septembre 2008. La Société ne s'attend pas à verser de paiements, en vertu de ces garanties, qui auraient une incidence négative importante sur ses états financiers consolidés.

Autres transactions

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En général, la Société serait seulement responsable du montant des cautionnements de soumission si la Société refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable pour des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. En date du 30 septembre 2008, la Société a fourni pour un total de 137 052 000 \$ de ces garanties. À sa connaissance, la Société est conforme à toutes ces garanties et ce, pour tous les contrats de services pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties, le cas échéant, n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

De plus, la Société fournit une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location-exploitation, au terme du contrat de location. La Société a aussi conclu des ententes qui totalisent 3 875 000 \$ et qui comprennent des indemnités en faveur de tiers, principalement des indemnités fiscales.

Note 27 > Instruments financiers

La Société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer sa position et le risque de change. La Société ne détient ni n'émet d'instruments financiers aux fins de négociation.

JUSTE VALEUR

Tous les actifs financiers classés détenus jusqu'à l'échéance ou les prêts et les créances, de même que les passifs financiers classés dans les autres passifs sont initialement évalués selon leur juste valeur et par la suite, au coût après amortissement en fonction de la méthode du taux d'intérêt effective. Tous les actifs et passifs financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon leur juste valeur. Les gains et les pertes liés aux réévaluations périodiques sont constatés dans le bénéfice net.

La Société a fait la classification suivante :

- Les espèces et quasi-espèces ainsi que l'actif et le passif du régime de rémunération différée (note 25) sont classés comme étant détenus à des fins de transaction, pour tenir compte des intentions de la direction.
- Les débiteurs, les travaux en cours et la balance de prix de vente (note 7) et les fonds détenus pour des clients sont classés comme étant des prêts et des créances.
- Les créditeurs et les charges à payer, la rémunération à payer, les passifs liés aux intégrations (note 9), la dette à long terme (note 10), les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 5), la facilité de crédit (note 10) et les obligations liées aux fonds des clients sont classés comme étant d'autres passifs.

Les coûts de transaction comprennent les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Aux 30 septembre 2008 et 2007, la juste valeur estimative des espèces et quasi-espèces, de l'actif et du passif du régime de rémunération différée, des débiteurs, des travaux en cours, de la balance de prix de vente, des fonds détenus pour des clients, des créditeurs et charges à payer, de la rémunération à payer, des passifs liés aux intégrations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, de la facilité à terme renouvelable et des obligations liées aux fonds détenus des clients, se rapproche de leur valeur comptable respective.

Les justes valeurs estimatives de la dette à long terme, à l'exception des notes principales non garanties en devises américaines, ne sont pas sensiblement différentes de leur valeur comptable respective aux 30 septembre 2008 et 2007.

La juste valeur des notes principales non garanties en devises américaines, évaluée en actualisant les flux de trésorerie prévus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, est de 201 618 000 \$ (185 462 000 \$ pour l'exercice 2007). La juste valeur des contrats de change servant à couvrir les remboursements des notes principales non garanties en devises américaines est de 8 758 000 \$ (aucune pour l'exercice 2007) (note 7).

RISQUE DE MARCHÉ (RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET RISQUE DE CHANGE)

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change ont une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée à un risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme (note 10) et n'a actuellement recours à aucun instrument financier qui réduirait ce risque. Une fluctuation des taux d'intérêt de 50 points de base n'aura pas de répercussions importantes sur le montant actuel des emprunts. Par conséquent, une analyse de sensibilité des effets de telles fluctuations sur le bénéfice net et le résultat étendu n'a pas été fournie.

Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change des devises. La Société réduit ce risque principalement avec la dette étrangère et des contrats de change. De temps à autre, la Société a recours à des contrats de change pour couvrir des flux de trésorerie prévus ou des flux de trésorerie contractuels dans d'autres devises que la devise fonctionnelle des filiales de la Société (note 2). Les relations de couverture sont désignées et documentées lors de leur mise en place et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation du dollar américain et de l'euro. Au 30 septembre 2008, la portion des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des travaux en cours, des créditeurs et charges à payer, et de la rémunération à payer libellés en dollars américains s'élève à 83 987 000 \$ US, 133 930 000 \$ US, 117 697 000 \$ US, 59 643 000 \$ US, 43 185 000 \$ US, respectivement. De plus, au 30 septembre 2008, la portion de ces mêmes éléments libellés en euros est de 17 987 000 €, 17 145 000 €, 5 591 000 €, 13 121 000 € et 5 127 000 €, respectivement.

Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat étendu de la Société à une appréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité comprend des éléments monétaires libellés en devises étrangères et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une variation de 10 % des taux de change. Pour une dépréciation de 10 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien, il y aurait une incidence égale et inversée sur le bénéfice net et le résultat étendu.

	2008	
	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro
Augmentation du bénéfice net	9 761	906
Augmentation du résultat étendu	108 649	8 324

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation, l'utilisation de ses facilités de crédit, l'émission de dette et l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant efficacement les actifs, les passifs et les flux de trésorerie.

Au 30 septembre 2008, la Société détient des créditeurs et charges à payer et de la rémunération à payer de 339 765 000 \$ et 127 151 000 \$ respectivement, dus au cours des 12 prochains mois. La date d'échéance contractuelle de la dette à long terme et de l'entente de crédit renouvelable est présentée à la note 10, les autres passifs à long terme et les engagements à la note 26 et les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la note 5. Les avantages sociaux futurs accordés aux employés sont présentés à la note 25; cependant la nature des ces obligations ne permet pas un classement par échéance. Les dates d'échéances des éléments de passifs liés aux intégrations varient entre deux et neuf ans.

Au 30 septembre 2008, la Société détenait des espèces et quasi-espèces équivalant à 50 134 000 \$ et détenait des facilités de crédit renouvelables non garanties de 1 325 665 000 \$ et des marges de crédit remboursables à vue de 25 000 000 \$ (note 10). Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec les moments auxquels les paiements des obligations sont dus, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

Note 27 > Instruments financiers (SUITE)

RISQUE DE CRÉDIT

La Société assume le risque de crédit, c'est-à-dire le risque lié à la possibilité qu'un client ne puisse pas régler en entier les montants dus à la Société aux moments requis. Les instruments financiers qui exposent la Société à une concentration du risque de crédit sont composés des quasi-espèces, des débiteurs et des travaux en cours.

Les quasi-espèces comprennent principalement des placements à court terme susceptibles d'être réalisés rapidement comme des dépôts sur le marché monétaire (note 3). Aucune des quasi-espèces n'est comprise dans les actifs soutenus par le papier commercial. La Société a déposé les quasi-espèces auprès d'institutions financières de bonne réputation et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La direction ne croit pas que la Société est sujette à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients. Pour l'exercice terminé le 30 septembre 2008, la Société a généré 12,2 % de ses revenus auprès des filiales et sociétés affiliées de BCE. Toutefois, la Société a des débiteurs et des travaux en cours provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique spécifique. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les débiteurs.

En moyenne, 15 % à 20 % des débiteurs provenant de clients sont dus au-delà des termes normaux, mais ceux-ci ne sont pas douteux. La Société détermine les débiteurs provenant de clients en souffrance selon l'historique des modalités de paiement, le type de client et le secteur économique dans lequel il poursuit ses activités. La valeur comptable des débiteurs est réduite par une provision et le montant de la perte est reconnu aux états consolidés des résultats dans les coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'un débiteur est considéré comme irrécouvrable, il est renversé en réduction de la provision pour créances douteuses. Par la suite, les recouvrements des montants antérieurement renversés sont crédités en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration des états consolidés des résultats. Toutefois, la direction ne croit pas que ces provisions sont importantes.

Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou région géographique représente un risque de crédit important pour la Société.

Note 28 > Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux des politiques et des procédures de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée sont décrits ci-après.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital soient suffisantes tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre l'endettement et les avoirs. Au 30 septembre 2008, le total du capital géré s'élevait à 2 440 567 000 \$. Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche à court terme (note 10), d'espèces et quasi-espèces (note 3) ainsi que des capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque les besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité de vérification et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque en capital demeure la même qu'au cours des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette/capitalisation
- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette représente la dette à long terme, incluant la tranche à court terme. La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures sortant du cadre des PCGR. La dette nette représente la dette (incluant la juste valeur des contrats à terme) moins les espèces et quasi-espèces. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est calculé à partir du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôts plus les intérêts sur la dette à long terme et la charge d'amortissement. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers en regard de la facilité de crédit et de ses notes principales non garanties en devises américaines. Pour la facilité de crédit, les ratios sont :

- le ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre trimestres les plus récents.
- le ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIIAL pour les quatre trimestres les plus récents sur le total de la charge d'intérêts et des frais de location d'exploitation pour la même période. Le BAIIAL est une mesure sortant du cadre des PCGR et est constitué du BAIIA plus les frais de location.
- la valeur nette minimale requise, où les capitaux propres, déduction faite des ajustements de conversion de devises étrangères inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les facilités de crédit sont calculés sur une base consolidée, excluant Innovaposte qui est une coentreprise.

Pour les notes principales non garanties en devises américaines, les ratios sont :

- le ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale ajustée pour les frais de location d'exploitation sur le BAIIAL pour les quatre trimestres les plus récents.
- le ratio de couverture des charges fixes, qui est le ratio du BAIIAL sur le total de la charge d'intérêts plus les frais de location d'exploitation pour les quatre trimestres les plus récents.
- la valeur nette minimale requise, où les capitaux propres, déduction faite des ajustements de conversion de devises étrangères inclus dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Les ratios pour les notes principales non garanties en devises américaines sont calculés en se basant sur certaines filiales de la Société qui représentent une partie importante des opérations consolidées de la Société.

La Société se conforme aux clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité de vérification et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposé par des tiers.

Note 29 > Rapprochement des résultats selon les PCGR du Canada et des États-Unis

Les différences importantes entre les PCGR du Canada et des États-Unis qui touchent les états financiers consolidés de la Société sont les suivantes :

	2008	2007	2006
	\$	\$	\$
Rapprochement du bénéfice net :			
Bénéfice net — PCGR du Canada	292 764	236 402	146 533
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (i)	(4 127)	—	—
Bons de souscription (ii)	(5 721)	1 404	1 405
Renversment de la provision d'impôts sur les bénéfices (iii)	(7 452)	—	—
Autres	584	1 441	1 238
Bénéfice net — PCGR des États-Unis	276 048	239 247	149 176
Bénéfice de base par action — PCGR des États-Unis	0,87	0,73	0,41
Bénéfice dilué par action — PCGR des États-Unis	0,86	0,72	0,41
Bénéfice net — PCGR des États-Unis	276 048	239 247	149 176
Autres éléments du résultat étendu	64 649	(96 850)	(38 440)
Résultat étendu — PCGR des États-Unis	340 697	142 397	110 736
Rapprochement des capitaux propres :			
Capitaux propres — PCGR du Canada	1 999 342	1 818 268	1 748 020
Ajustements pour :			
Rémunération à base d'actions (x)	58 411	58 411	58 411
Bons de souscription (ii)	(9 392)	(3 671)	(5 075)
Renversment de la provision d'impôts sur les bénéfices (iii)	(7 452)	—	—
Rémunération non gagnée (iv)	(3 694)	(3 694)	(3 694)
Coûts d'intégration (v)	(6 606)	(6 606)	(6 606)
Écart d'acquisition (vi)	28 078	28 078	28 078
Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable (vii)	9 715	9 715	9 715
Autres	(6 200)	(6 784)	(8 225)
Capitaux propres — PCGR des États-Unis	2 062 202	1 893 717	1 820 624

(i) Rémunération à base d'actions

Au cours de l'exercice 2008, la Société a émis des options sur actions avec une période d'acquisition des droits de trois ans et des critères de performance. En vertu des PCGR du Canada, la charge de rémunération pour ce genre d'options a été comptabilisée sur une base linéaire puisque la totalité de l'attribution avec un calendrier d'acquisition graduelle des droits sur les options a une durée de vie prévue similaire. Selon les PCGR des États-Unis, la méthode de l'acquisition graduelle des droits aux options doit être utilisée. L'ajustement représente la variation de la charge de rémunération entre l'utilisation de la méthode linéaire et la méthode d'acquisition graduelle des droits. Cet ajustement n'a pas d'impact sur les capitaux propres.

(ii) Bons de souscription

En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des bons de souscription émis relativement à des contrats d'impartition à long terme est comptabilisée dans les coûts liés à des contrats et amortie selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale du contrat. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des instruments de capitaux propres émis a été soustraite du produit initial reçu afin de déterminer les produits. Les ajustements pour 2008, 2007 et 2006 résultent de la contre-passation de l'amortissement des coûts liés à des contrats, déduction faite des impôts sur les bénéfices, considérée comme une réduction du bénéfice net consolidé en vertu des PCGR du Canada.

De plus, l'ajustement de 2008 inclut les ententes finales avec les autorités fiscales et l'échéance des délais de prescription de passifs d'impôts des exercices précédents associés à l'émission de bons de souscription qui a entraîné un renversement de passifs d'impôts de 7 125 000 \$ au cours de l'exercice 2008. Le renversement de ce recouvrement a été considéré comme une réduction aux états consolidés des résultats des PCGR du Canada.

(iii) Renversement de la provision d'impôts sur les bénéfices

Au cours de l'exercice 2008, la Société a renversé une provision non récurrente d'impôts sur les bénéfices ayant trait à des ententes finales avec les autorités fiscales et à l'échéance des délais de prescription de passifs d'impôts des exercices précédents associés à l'acquisition de AMS. Le renversement de cette provision a été considéré comme une réduction aux états consolidés des résultats des PCGR du Canada. En vertu des PCGR des États-Unis, l'ajustement a été imputé à l'écart d'acquisition attribuable à l'acquisition.

(iv) Rémunération non gagnée

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} juillet 2001, les options sur actions non acquises qui avaient été accordées à la suite d'un regroupement d'entreprises n'ont pas été enregistrées. L'ajustement tient compte de la valeur intrinsèque des options sur actions non acquises (se reporter à l'alinéa (vi) ci-dessous) qui, en vertu des PCGR des États-Unis, aurait été comptabilisée comme composante distincte des capitaux propres. Cette rémunération non gagnée a été amortie sur une durée approximative de trois ans, ce qui représente la période approximative restante d'acquisition des droits sur les options.

(v) Coûts d'intégration

En vertu des PCGR du Canada, antérieurement au 1^{er} janvier 2001, certains coûts de restructuration liés à l'acheteur pouvaient être constatés dans la répartition du prix d'acquisition lors de la comptabilisation des regroupements d'entreprises, à certaines conditions. En vertu des PCGR des États-Unis, seuls les coûts liés directement aux entreprises acquises peuvent être pris en compte dans la répartition du prix d'acquisition. Cet ajustement représente l'imputation au bénéfice net consolidé, déduction faite de l'amortissement de l'écart d'acquisition de 2001, enregistré à l'égard des PCGR du Canada et déduction faite des impôts sur les bénéfices.

(vi) Écart d'acquisition

L'ajustement des capitaux propres lié à l'écart d'acquisition est principalement le résultat de la différence dans la valeur attribuée aux options sur actions accordées aux employés d'IMRglobal Corp. En vertu des PCGR du Canada, la juste valeur des options sur actions en cours pour lesquelles les droits sont acquis est comptabilisée comme partie intégrante du prix d'acquisition à répartir. En vertu des PCGR des États-Unis, la juste valeur des options sur actions accordées à la suite de l'acquisition d'entreprises aurait été enregistrée, que les droits soient acquis ou non. Se reporter à l'alinéa (iv) pour une analyse plus approfondie de cet élément.

(vii) Impôts sur les bénéfices et ajustements pour modification de convention comptable

Le 1^{er} octobre 1999, la Société a adopté les recommandations du chapitre 3465 du Manuel de l'ICCA, *Impôts sur les bénéfices*. Les recommandations du chapitre 3465 sont similaires aux dispositions du SFAS n° 109, *Accounting for Income Taxes*, publié par le *Financial Accounting Standards Board* (« FASB »). À la suite de la mise en application du chapitre 3465, la Société a enregistré un ajustement pour tenir compte de l'écart entre la valeur attribuée et la valeur fiscale des actifs acquis lors d'un regroupement d'entreprises, ce qui se traduit par des passifs d'impôts futurs. La Société a enregistré ce montant au moyen d'une réduction des bénéfices non répartis, comme partie intégrante de l'ajustement cumulatif. En vertu des PCGR des États-Unis, ce montant aurait été inclus à titre d'augmentation de l'écart d'acquisition.

(viii) Consolidation proportionnelle

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Selon les PCGR des États-Unis, les entités dans lesquelles la Société détient une participation majoritaire seraient entièrement consolidées, et les entités dans lesquelles elle ne détient pas une participation majoritaire, mais sur lesquelles elle exerce une influence notable, seraient comptabilisées selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. Ce traitement aurait entraîné le reclassement des postes des bilans et des états des résultats consolidés aux 30 septembre 2008 et 2007 et pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans terminée le 30 septembre 2008. Cependant, comme les écarts ont été jugés négligeables en ce qui a trait aux coentreprises à participation majoritaire, ils n'ont pas fait l'objet d'une présentation (se reporter à la note 21). Conformément aux pratiques prescrites par la *U.S. Securities and Exchange Commission* (« SEC ») des États-Unis, la Société a choisi, aux fins de ce rapprochement, de comptabiliser ses participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

(ix) Coûts d'émission d'actions

Comme le permettent les PCGR du Canada, les coûts d'émission des actions de la Société sont imputés aux bénéfices non répartis. Aux fins des PCGR des États-Unis, les coûts d'émission d'actions sont constatés à titre de réduction du produit tiré de l'émission du capital-actions.

(x) Rémunération à base d'actions

En vertu des PCGR du Canada, les coûts rémunération à base d'actions ont été comptabilisés selon la méthode de la juste valeur pour les exercices débutant le 1^{er} octobre 2004. En vertu des PCGR des États-Unis, le *Statement of Financial Accounting Standard* (« SFAS ») n° 123 (*revised 2004*), « *Share-Based Payment* », n'a pas requis l'application de cette norme jusqu'à l'exercice débutant le ou après le 15 juin 2005. L'ajustement de l'exercice 2005 représente la charge comptabilisée aux états consolidés des résultats pour les fins des PCGR du Canada pour laquelle aucune charge n'était enregistrée ou requise selon les PCGR des États-Unis. Depuis le 1^{er} octobre 2005, il n'existe aucune différence entre les PCGR du Canada et ceux des États-Unis en ce qui a trait à la rémunération à base d'actions.

(xi) Modifications comptables récentes et futures

Le FASB a publié l'interprétation n° 48 (« FIN 48 »), *Accounting for Uncertainty in Income Taxes*, applicable aux exercices débutant le 1^{er} octobre 2007. La FIN 48 établit la comptabilisation des impôts sur les bénéfices en déterminant le montant minimal qu'une provision d'impôt doit atteindre afin d'être comptabilisée aux états financiers. L'interprétation donne également des indications quant au renversement, à la mesure, à la classification, aux intérêts et aux pénalités, à la comptabilisation des périodes intermédiaires, à la présentation ainsi qu'aux dispositions transitoires. L'adoption de ce nouveau chapitre n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

En décembre 2007, le FASB a publié l'interprétation SFAS n° 141 (révisé 2007) (« SFAS 141R »), *Business Combinations*, applicable aux regroupements d'entreprises ayant lieu après le 1^{er} octobre 2009. La SFAS 141R établit les principes et les exigences déterminant comment l'acquéreur d'un regroupement d'entreprises (i) reconnaît et évalue, dans ses états financiers, les éléments identifiables de l'actif acquis, les passifs transférés et toute autre participation sans contrôle de l'entreprise acquise, (ii) reconnaît et évalue l'écart d'acquisition acquis dans le regroupement d'entreprises ou un gain provenant d'un achat à prix de faveur et (iii) détermine quelle information doit être divulguée afin de permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et l'incidence financière du regroupement d'entreprises. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

En décembre 2007, le FASB a publié l'interprétation SFAS n° 160, (« SFAS 160 »), *Non-Controlling Interests in Consolidated Financial statements — an amendment of Accounting Research Bulletin* n° 51, applicable le 1^{er} octobre 2009. La SFAS 160 établit les normes pour la comptabilisation et la divulgation d'une participation dans une filiale détenue par des tiers autres que la société mère, le montant du bénéfice net consolidé attribuable à la société mère et à la participation sans contrôle, les variations de la participation de la société mère et l'évaluation de la participation sans contrôle de l'investissement des capitaux propres conservée lors de la déconsolidation d'une filiale. La SFAS 160 établit aussi les normes de présentation qui identifient et distinguent la participation de la société mère et la participation sans contrôle. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés.

Renseignements à l'intention des actionnaires

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de Toronto, avril 1992 : GIB.A
Bourse de New York, octobre 1998 : GIB

Nombre d'actionnaires inscrits au 30 septembre 2008 : 2 703

Nombre d'actions en circulation au 30 septembre 2008 :

274 165 370 actions subalternes classe A

34 208 159 actions classe B

Haut/ bas du cours de l'action du 1^{er} octobre 2007
au 30 septembre 2008 :

Bourse de Toronto (\$CAN) : 12,02/ 8,95

Bourse de New York (\$US) : 11,96/ 8,63

Les attestations du chef de la direction et du chef de la direction financière de CGI concernant la qualité de la divulgation financière de la Société selon les exigences réglementaires canadiennes sont déposées sur SEDAR (www.sedar.com). Les attestations similaires selon la Règle 13a-14 de la *Securities Exchange Act of 1934* et de l'article 302 de la *Sarbanes-Oxley Act of 2002* des États-Unis figurent en annexe à notre rapport 40F déposé sur EDGAR (www.sec.gov). La Société a également déposé auprès de la Bourse de New York l'attestation exigée par l'article 303A.12 du *Listed Company Manual*.

Les pratiques de CGI en matière de régie d'entreprise ne diffèrent pas de façon significative de celles qui incombent aux sociétés américaines aux termes des conditions d'inscription à la cote de la Bourse de New York. Ces pratiques sont indiquées dans la Circulaire de la direction de CGI qui est déposée auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis. Ce document est disponible sur le site de SEDAR au www.sedar.com et sur le site de EDGAR au www.sec.gov, respectivement, ainsi que sur le site de CGI au www.cgi.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte & Touche s.r.l.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux Investisseurs Computershare inc.

100 University Avenue, 9th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1 800 564-6253

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'entreprise, des exemplaires de ce rapport ou toute autre information financière, veuillez communiquer avec nous :

Relations avec les investisseurs

Groupe CGI inc.

1130, rue Sherbrooke Ouest

Montréal (Québec) H3A 2M8

Canada

Téléphone : (514) 841-3200

Vous pouvez aussi consulter la section « Investisseurs » de notre site Internet : www.cgi.com.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le mardi 27 janvier 2009

à 11 heures

Hôtel Fairmont Le Reine Élisabeth

Le Grand Salon

900, boul. René-Lévesque Ouest

Montréal (Québec)

L'assemblée annuelle des actionnaires de CGI sera diffusée en direct sur Internet à l'adresse : www.cgi.com. Les directives détaillées seront données sur le site de CGI. Les actionnaires désirant voter par téléphone ou sur Internet pourront le faire en suivant les directives contenues dans la circulaire de la direction de CGI.

Ce rapport annuel est disponible sur notre site Internet : www.cgi.com.

CGI's 2008 annual report is available in English.

